

Directorate & League Events

C.C.P. 6207-23 Paris

(Lire la suite page 2.)

DIPLOMATIE

Retour à la guerre froide ?

(Suite de la première page.)

Sauf découverte tout à fait imprévue, on ne pourra plus, une fois la Crise en service, conclure un accord de limitation des armements assorti du minimum de « sauvegarde » indispensable. On imagine les répercussions qu'une telle constatation risque d'avoir sur le comportement des diverses nations qui ont maintenant, ou auront bientôt, les moyens de se doter de ce qu'on appelle par euphémisme une « capacité nucléaire ».

Les droits de l'homme

L'arrivée de M. Carter à la Maison Blanche a eu une autre conséquence. De discrète, la pression, exercée par les États-Unis sur l'Union soviétique pour l'amener à respecter les droits de l'homme, est devenue publique. Nous avons entendu un ambassadeur d'un pays de l'Est, passablement cynique, soutenir qu'il n'y voyait pour sa part qu'avantage. « Ou bien, disait-il en effet, les Américains ne se préoccupent des droits de l'homme que dans le monde socialiste, et alors nous aurons beau jeu de dénoncer leur hypocrisie, ou bien ils s'intéressent également à ce qui se passe dans leur sphère d'influence, et alors ils s'écarteront la brèche sur laquelle ils sont assis ».

Du point de vue de la Realpolitik, le raisonnement est impeccable. Il ne semble pas cependant qu'on envisage les choses à Moscou avec autant de sang-froid. Chaque jour qui passe confirme l'impression que, face à la contestation, tant en U.R.S.S. que dans les démocraties populaires, le pouvoir est de plus en plus embarrasé. Il avait cru faire la part du feu en laissant s'écouler ou en expulsant quelques dizaines de mauvais esprits. Il a plutôt ainsi, encouragé la dissidence. De même, il tendait à ne pas que les accords d'Helsinki, à la conclusion desquels il a tant poussé, fournissent des armes aux champions des droits de l'homme à l'intérieur même du camp socialiste.

Certains trouveront peut-être cette comparaison improprie. Mais le fait est que le pouvoir soviétique se trouve aux prises avec une situation comparable, à bien des égards, à celle qu'a connue l'Espagne dans les dernières années du franquisme. Le développement économique des deux pays est allé de pair avec le développement intellectuel et culturel. Or celui-ci débouche inévitablement sur un appétit de mieux vivre, ce qui ne veut pas seulement dire consommer davantage, mais aussi être plus libre. M. Cessac, le disait il y a quelques années dans un interview : « Il est plus difficile de gouverner un peuple instruit qu'une nation de paysans analphabètes ».

La loi, le vieillissement du régime soviétique fait problème. Tirailé entre les partisans de la répression et ceux de l'inévitable adaptation, il donne un jour un coup à droite, un autre un coup à gauche. On n'a jamais redressé une situation de cette manière. Il y faudrait de l'imagination, de l'esprit de décision, et sans doute aussi de la générosité : toutes caractéristiques qui paraissent faire passablement défaut dans le palais du Kremlin. De toute façon, la question de la relève est désormais posée à Moscou. Tous ceux qui ont rencontré récemment M. Brejnev ont été frappés de son vieillissement. Sans doute a-t-il d'excellents moments. La politique n'est pas le Tour de France, et aucun règlement n'y interdit le dopage : le numéro un soviétique avait une petite pilule chaque fois qu'il doit prendre un peu longuement la parole. Mais ses passages à vide sont de notoriété publique : tout le monde a pu voir la photographie qui le montre, à l'Arce de triomphe, se prenant la tête dans les mains avec une expression de surprise accablée.

La succession

Dans un système aussi peu sentimental que celui qui gouverne l'Union soviétique, le déclin physique du secrétaire général conduit fatalement à son déclin

politique. C'est l'explication la plus vraisemblable du fait que, contrairement à ce qui avait été convenu, il n'a pas en de tête-à-tête avec M. Giscard d'Estaing lors de sa visite en France. Est-ce à dire que la lutte pour la succession est déjà engagée ? Si elle ne l'est pas encore, cela ne saurait tarder. Et l'on ne saurait exclure qu'un événement inopiné en précipite quelque jour l'issue. Un beau matin, le Politburo s'est bien débarrassé d'un Khrouchtchev qui semblait pourtant tout-puissant. Dès à présent il ne doit pas manquer d'esprits vigilants pour demander des comptes à M. Brejnev sur le développement de la contestation ou sur le recul soviétique au Proche-Orient. Qui sait ce qui peut se passer si, comme il est bien possible, l'engagement de l'U.R.S.S. en Ethiopie tourne mal ?

La « finlandisation » de l'Europe orientale ?

Les États-Unis et les autres pays occidentaux ont un rôle à jouer dans cette difficile partie. Il serait fâcheux, bien sûr, qu'ils renouent à réclamer un véritable accord de désarmement. Or qu'ils cessent, au moment même où leurs efforts commencent à produire certains résultats, de s'intéresser aux droits de l'homme. Mieux, ils devraient essayer d'imposer quelles structures permettraient d'assurer aux peuples de l'Est, une vie plus libre sans pour autant mettre en cause les impératifs de sécurité de l'U.R.S.S. La doctrine Sonnenfeldt, du nom de l'adjoint de M. Kissinger, avait beaucoup scandalisé l'an dernier : elle ne faisait guère plus cependant que proposer une sorte de « finlandisation » de l'Europe orientale, un retour à la situation qui prévalait en Hongrie, en Tchécoslovaquie, en Pologne, avant que la guerre froide y impose la loi stalinienne. A l'heure où se diversifie le mouvement communiste en Europe occidentale, et alors que la plupart des gouvernements du pacte de Varsovie vivent en quelque sorte au jour le jour, une telle conception ne mériterait-elle pas d'être discrètement discutée ?

De là à adopter des attitudes délibérément offensives, à mettre Moscou au pied du mur, un jour à propos des armements, un jour à propos des droits de l'homme, demain peut-être à propos du conflit israélo-arabe, il y a cependant un fossé. M. Carter et Brejnev, qui sont nouveaux aux affaires, peuvent être tentés de le franchir en se disant qu'ils ont à la fois pour eux le bon droit et la raison du plus fort. Mais l'une des règles d'or de la détente, c'est qu'il ne faut jamais mettre le partenaire publiquement en difficulté. Le risque que courent les dirigeants américains à vouloir trop pousser leur avantage, c'est de se trouver soudain aux prises avec d'autres partenaires qui, en civil ou en uniforme, estimeraient que, tout compte fait, la détente est préjudiciable à la cohésion morale du peuple soviétique et à la sécurité du régime. Et que pour redresser la situation il n'y a pas d'autre solution que le repli sur soi et la manière forte à l'égard des dissidents de tout poil.

Sans doute ne serait-ce qu'une parenthèse, les causes qui ont rendu la détente nécessaire étant trop profondes pour ne pas lui survivre et l'imposer de nouveau quelque jour. Mais ce pourrait être une parenthèse singulièrement onéreuse.

ANDRÉ FONTAINE.

Le Mouvement de la Paix (33, rue de Clugny, Paris-9), dans une déclaration du secrétaire de la Commission désarmement et défense nationale, assure notamment :

« La décision du président Carter de continuer les études sur la bombe à neutrons, destinée spécialement aux troupes américaines stationnées au centre de l'Europe, est un acte d'une exceptionnelle gravité. »

« Tuer les êtres humains par centaines de milliers en préservant les installations des moyens militaires est l'objectif poursuivi ; cela montre le caractère monstrueux d'une telle décision. »

« En mettant au point une telle arme, les États-Unis franchissent un pas de plus dans la course aux armements qui englobait déjà 300 milliards de dollars chaque année. »

« Mission aux États-Unis pour M. Abba Eban. — L'ancien ministre israélien des affaires étrangères s'est rendu, le jeudi 28 juillet, aux États-Unis où il effectuera une mission d'information pour le compte du gouvernement de M. Begin. — (A.F.P.) »

PROCHE-ORIENT

LE VOYAGE DU SECRÉTAIRE D'ÉTAT AMÉRICAIN

Le président Sadate aurait soumis trois «formules» sur la représentation des Palestiniens à Genève

Arrivé lundi après-midi, 1^{er} août, à Alexandrie, M. Cyrus Vance devait clore ses pourparlers avec les dirigeants égyptiens dans la soirée de mardi avant de se rendre à Beyrouth, puis à Damas dans la journée de mercredi. A l'issue du premier entretien, le président Sadate a déclaré qu'il était « plus qu'optimiste » concernant les résultats à attendre de ce voyage. Visiblement moins enthousiaste, M. Vance devait indiquer à des journalistes qu'il serait peut-être contraint de revenir dans la région pour poursuivre ses consultations.

Les divergences entre les pays arabes et Israël, M. Cyrus Vance les a présentées de façon équilibrée à la conférence de Genève, parait-il insurmontables. Selon le New York Times, le président Sadate aurait soumis à M. Vance trois formules : les intérêts de l'O.L.P. seraient défendus à Genève collectivement ou séparément par l'Égypte, la Syrie et la Jordanie ; à « centrale » des fédératifs serait représentée à la conférence par un observateur ; la délégation jordanienne serait élargie pour inclure des personnalités palestiniennes proches de l'O.L.P.

Dans une interview accordée à la revue américaine Time — dont le dernier numéro sera mis en vente en France jeudi — le président Carter a déclaré qu'il ne peut parler au nom de M. Begin,

mais si les dirigeants palestiniens acceptent le principe de l'existence d'Israël ou adhèrent aux résolutions 242 et 338 des Nations unies comme base des négociations à Genève, nous établirons aussitôt des plans pour engager des pourparlers avec les Palestiniens.

À JÉRUSALEM, on indique de source officielle que l'acceptation par les dirigeants palestiniens des résolutions citées par le président Carter ne modifierait en rien le refus des autorités israéliennes d'ouvrir des négociations avec l'O.L.P. quelles que soient les concessions que M. Arafat serait disposé à consentir. Car, ajoute-t-on, de quel parlerait-on sinon d'un État ou pour le moins, d'une entité palestinienne ? Or M. Begin rejette catégoriquement l'idée d'une « entité » des dirigeants israéliens, écrit notre correspondant, n'ont pas d'ailleurs l'intention de discuter avec M. Vance du fond du conflit, et souhaitent seulement s'informer des « aspects techniques » liés à la convocation de la conférence de Genève.

À BEYROUTH, l'O.L.P. dans un communiqué diffusé le 1^{er} août, réaffirme son droit à « siéger d'une manière autonome et sur un pied d'égalité dans tout forum traitant de la question palestinienne ou du conflit du Proche-Orient. Un porte-parole de la « centrale » des fédératifs a

déclaré que le président de l'O.L.P. M. Yasser Arafat, est disposé à rencontrer M. Vance si celui-ci en exprimait le désir. Cependant, le secrétaire d'État américain avait fait savoir qu'il n'avait nullement l'intention de s'entretenir avec des dirigeants palestiniens lors de son passage à Beyrouth.

À AMMAN, le roi Hussein considère comme « très problématique » une initiative militaire d'Israël visant à « modifier à son avantage la situation sur le terrain et mettre le monde entier devant le fait accompli ». Dans une interview accordée à l'hebdomadaire Al Nahar arabe et international, paraissant en langue arabe à Paris, le souverain jordanien estime que « la nation arabe doit tenir compte de cette éventualité » pour être en mesure d'affronter ce « risque réel ».

Après avoir exprimé son scepticisme quant à la possibilité de convoquer la conférence de Genève, le roi Hussein a déclaré qu'il est plus important aujourd'hui de connaître la « conception américaine » d'un règlement au Proche-Orient que de s'attarder sur les « trois non » israéliens, à savoir le refus de reconnaître l'O.L.P., de l'inviter à la conférence de Genève et d'admettre le principe d'une entité palestinienne indépendante. — (A.F.P., U.P.I., A.P.)

JÉRUSALEM : M. Vance doit se borner à amener les protagonistes à la table des négociations

De notre correspondant

Jérusalem. — Les dirigeants israéliens attachent à propos de la mission du secrétaire d'État américain une sorte de curiosité polie. Estimant en meilleure position que les Arabes, qu'il juge dans l'embarras devant les réponses à donner à l'ambassadeur de M. Carter, le gouvernement israélien n'a pas cru à son dernier conseil de devoir consacrer beaucoup de temps au voyage de M. Vance. M. Begin et ses ministres se consacreront dimanche, à la veille de l'arrivée du secrétaire d'État américain, à la recherche d'un moyen de mesurer les chances de succès de la médiation américaine.

M. Begin attend de M. Vance qu'il l'informe des dispositions de ses interlocuteurs arabes sur l'aspect technique des problèmes que pose la convocation de

la conférence de Genève et n'a pas l'intention d'engager avec le secrétaire d'État — en supposant que ce dernier en ait le désir — une discussion sur l'un quelconque des sujets politiques qui ne doivent être abordés qu'après le début de la table de négociation.

« Il ne saurait être question, nous a-t-on déclaré de bonne source, d'aborder avec le secrétaire d'État le problème du statut des réfugiés, qui ressort de la table de négociation. M. Vance doit limiter son action à amener les parties autour du tapis vert. »

C'est sans doute pour couper court aux rumeurs propagées par certains journaux américains, peut-être à titre de ballons d'essai,

selon que Jérusalem répète à l'envi qu'il ne faut attendre du ministre américain aucune suggestion sur le fond du conflit. C'est ainsi qu'officieusement on rejette avec vigueur l'idée prônée par M. Vance d'inviter à la conférence de Genève la tutelle israélienne en attendant que la population de ce territoire décide de son sort par référendum. Le Monde daté 31 juillet.

Des déclarations récentes faites par le président Carter et par son ministre des affaires étrangères ont été diversement commentées par la presse arabe. Les milieux dirigeants affirment n'y trouver aucun élément nouveau. On estime, très significativement, à Jérusalem le fait que M. Vance ait déclaré, samedi, à des journalistes, éprouver quelque difficulté à se prononcer sur la situation juridique de la Cisjordanie. On en a conclu que les Américains en arrivant peuvent-être à réviser leurs conceptions sur la notion de « territoire occupé » au sujet de la rive ouest du Jourdain. Mais le lendemain la revue américaine Time publiait une interview du président Carter se déclarant prêt à négocier « avec les Palestiniens » et ceux-ci reconnaissant la légitimité de l'État d'Israël. Cela n'est pas jugé nouveau par les officiels, mais les éditorialistes s'en alarment, le chef de la Maison Blanche ayant ajouté que si à Genève des divergences avec Israël n'étaient pas applanies, il déclarerait l'opinion publique du monde entier, y compris en Israël et aux États-Unis, « afin de convaincre Israël ». Ce qui inquiète l'éditorialiste du Morning Star, c'est que le président Carter n'ait pas cru devoir indiquer ce qu'il ferait si n'étaient pas applanies les divergences qui opposent aux Arabes.

ANDRÉ SCAMAMA.

Un numéro spécial de « la Nouvelle Critique »

(Suite de la première page.)

N'étant pas encore entré au P.C., à mon âge, je n'ai pas eu de faux. Cette immunité fut-elle vraiment une chance pour moi ? Je n'en passe pas un jour sans me sentir malade, parfois, de n'avoir pas connu cette maladie juvénile.

Tout cela pour dire que si je n'osais recommander la lecture du dernier numéro de la Nouvelle Critique à Marguerite Duras et à ses amis, je l'ai lu, moi, avec attention, bienveillance et en essayant de croire ce qu'il y était écrit.

J'y ai eu, j'en conviens, quelques maux. Si je n'ai jamais été anticomuniste, j'ai toujours été antistalinien. En des temps très anciens, mon principal adversaire était la Nouvelle Critique, justement. Jean Kapana la dirigeait, alors que je faisais de modestes cahiers gauchistes, Liberté de l'esprit. Époque du R.F.P. et d'un de Gaulle que toute la gauche disait fasciste.

C'était le temps où l'on pouvait lire dans la Nouvelle Critique ces beaux titres et sous-titres : *Staline, savant d'un type nouveau ; La science de Staline, science universelle, science de part ; La science stalinienne, science rigoureuse.*

Ou encore : *Musiciens révolutionnaires et musiciens progressistes. Ne parlons pas de la peinture. 1948, c'est bien loin. Mais 1978, c'est bien proche. Et c'est la Nouvelle Critique d'aujourd'hui, non celle d'hier qu'il nous faut lire.*

Intitulé « Écrire », ce numéro est rassurant. Et sur la peinture, aussi, justement. Au cours d'une longue conversation consacrée à l'avant-garde, Jean Ricardou rappelle pudiquement, mais rappelle (en présence de Jean-Pierre Faye, attentif) que, « à telle époque certains partis communistes ont enjoint à l'art, contrairement au travail de la modernité, de produire un certain réalisme socialiste ».

L'intention a été spectaculaire (beaucoup d'artistes s'y sont pliés), inefficace (on est intervenu sur le sujet du tabou, par exemple, et non sur la manière) (...) et finalement désastreuse (on a laissé le champ libre à l'idéologie non critiquée de la dominance représentative). Jean Ricardou a le tact de ne pas parler que de « certains partis communistes » et de ne pas rappeler à Claude Préviost et à Jean Thibaud, qui font aujourd'hui partie du comité de rédaction de la revue, que la Nouvelle Critique fut à la tête, en France, de cette croisade-là. Claude Préviost affirme que la théorie matérialiste de la littérature « ne peut être ni achevée ni normative ». Et de quel se nourrirait-elle, sinon des pratiques qui s'élaborent historiquement, de façon imprévisible ?

Et ces pratiques, qui en garantiraient la « libre » apparition et le « libre » développement, sinon la politique culturelle « large » et « ouverte » que nous essayons d'appliquer ?

Cela implique, ajoute Claude Préviost, « l'agitation, le prosélytisme de littérature, que la démarche marxiste au niveau de la politique culturelle (et entre autres de la « critique littéraire ») doit parler des écrivains qui existent et leur donner les moyens de s'exprimer sur ce qu'ils produisent ».

Derrière les barreaux de leurs gullimets, ces mots familiers ne demandent qu'à prendre leur envol. Aussi bien la Nouvelle Critique donne-t-elle la parole à Yves Bonnefoy, René Char, Michel Leiris, Francis Ponge, Claude Simon, Michel Tournier (en des textes qui ne sont pas toujours, même très souvent, inédits, puisqu'ils sont extraits de *Faillites d'Hypnos*, de *Billures*, du *Parti-pris des choses*...). Et comment-elle Aragon, Courrière, Leiris, Nizan et Valland.

On insiste sur la nécessité, pour un parti communiste, d'avoir une politique culturelle. Et si on ne nous dit pas expressément que cette politique culturelle doit être plus intelligente et moins coercitive que celle du passé, on nous le laisse entendre. Nous serions rassurés si Jean Ricardou, tout mesuré et courtois qu'il soit, n'opposait à l'inscription qu'il condamne (dont il ne dit pas, mais dont nous savons que c'était la politique de la Nouvelle Critique d'autrefois), la contribution, c'est-à-dire... Mais écoutez :

La contribution c'est le travail de la taupie : intervention discrète (on respecte réellement l'autre domaine), mais efficace (on intervient dans ses problèmes) et fructueuse (on combat son propre adversaire dans le domaine où l'on intervient).

Jean Thibaudau précise aussitôt : « A moi qui suis communiste et qui suis un écrivain en même temps (...) il me semble qu'un parti politique sur la littérature doit avoir, d'une façon générale, des préoccupations culturelles (...) mais qu'il n'est pas du tout de son rôle de tenter d'imposer ou de soutenir exclusivement telles façons d'écrire contre d'autres... » Parsonne, la Nouvelle Critique, à la Nouvelle Critique d'aujourd'hui s'entend, n'avait dû le contraire. Nous sommes de la taupie quelque-une pour qui la façon communiste à toujours travaillé à ciel ouvert.

CLAUDE MAURIAU.

★ « Écrire », numéro spécial, juin-juillet 1977 de la Nouvelle Critique, 25 F.

DAMAS : tout pessimisme serait « prématuré »

De notre envoyé spécial

Damas. — La Syrie, comme les autres pays arabes directement concernés par le conflit, a rejeté le « plan Begin », mais elle est néanmoins décidée à poursuivre avec les États-Unis la recherche d'un règlement négocié de la crise du Proche-Orient.

M. Vance ayant annoncé qu'il ferait des propositions à ses interlocuteurs au cours de sa tournée, on rejette à Damas tout pessimisme prématuré. Lorsqu'on évoque avec les dirigeants la possibilité d'une impasse, ils répondent qu'on n'en est pas encore à ce stade et qu'il faut attendre la visite du secrétaire d'État qui doit séjourner dans la capitale syrienne de mercredi à vendredi.

La confiance dans le président Carter paraît intacte. M. Daoudi, conseiller en politique étrangère du président Assad, nous a déclaré : « Pour la première fois dans l'histoire arabe, le président offre sa médiation et se prononce clairement sur des problèmes fondamentaux. C'est ce qu'il vient de faire à propos de la légalisation en Israël de trois colonies de peuplement juif en Cisjordanie. » M. Daoudi estime que l'administration américaine ainsi d'ailleurs que l'ensemble de la communauté internationale ont finalement « compris » la position des Arabes.

Les dirigeants syriens pensent que la poursuite de la politique inaugurée après la guerre d'octobre 1973 aboutira à l'un des trois résultats suivants : soit réunir la conférence de Genève dans des conditions acceptables, soit acculer Israël à une crise grave avec les États-Unis ; soit obliger au moins Washington à étaler son impuissance ou sa maladresse.

Les capitales arabes ont-elles coordonné leurs positions avant la tournée du secrétaire d'État ? Un « minimum » de concertation, répond-on à Damas, a eu lieu, entre les trois pays frontaliers d'Israël et l'Arabie Saoudite.

La résistance palestinienne, quant à elle, joue à fond la carte de l'alliance syrienne. Elle estime qu'une crise s'annonce et pense que la conférence de Genève ne se tiendra pas dans les délais prévus, ce qui ne l'empêche pas d'agir comme si elle allait avoir lieu. Curieusement, les milieux diplomatiques américains de la capitale syrienne ne paraissent pas plus optimistes. En cas d'échec, les Palestiniens assurent que la Syrie serait contrainte de se retourner vers l'U.R.S.S. « Nous avons besoin des États-Unis pour la négociation et de l'Union soviétique pour les armes », a d'ailleurs déclaré récemment le ministre syrien des affaires étrangères.

S'ils réussissent de s'abandonner au pessimisme, les dirigeants syriens n'en sont pas moins eux-mêmes sceptiques et « désenchantés », selon le terme d'un ambassadeur occidental. Leur découragement est accru par les conflits interarabes qui déchirent la région. Ils sont aussi préoccupés par leur différend avec l'Irak qu'ils ont cherché en vain à résoudre, acceptant à cette fin une médiation soviétique. Ils reçoivent avec amertume que Bagdad a répondu à leur ouverture en « faisant exploser des bombes à Damas ».

Lucien GEORGE.

UN GROUPE DE JURISTES AMÉRICAINS SOUTIEN QUE DES ARABES ONT ÉTÉ TORTURÉS EN ISRAËL

New-York (A.F.P.). — Un groupe de juristes américains a affirmé, le lundi 1^{er} août, à New-York, que les services de sécurité israéliens utilisent la torture pour arracher des confessions à des prisonniers arabes des territoires occupés.

Le groupe, conduit par le professeur John Quigley, de l'université d'État de l'Ohio, a fait une visite de trois semaines en Jordanie, au Liban et en Israël. Citant deux juristes israéliens, qui ont représentés des prisonniers arabes et cinq anciens détenus arabes des territoires occupés qu'ils ont pu rencontrer, M. Quigley a déclaré que plusieurs cas de torture leur avaient été signalés.

Au cours de leur séjour en Israël, a indiqué M. Quigley, les juristes se sont vu refuser à plusieurs reprises une permission de visiter des prisons.

Libye

TRIPOLI ACCUSE WASHINGTON D'AVOIR SOUTENU L'ÉGYPTE LORS DE SES OPÉRATIONS MILITAIRES CONTRE LA LIBYE

Tripoli (A.P.). — Le commandant Abdel Salem Jalloud a accusé, le lundi 1^{er} août, les États-Unis de s'être engagés, aux côtés de l'Égypte, dans le conflit frontalier qui a opposé ce pays à la Libye.

M. Jalloud, ancien premier ministre et membre dirigeant du secrétariat général de la Libye, a fait la déclaration suivante à la presse : « Nous avons des preuves que les États-Unis ont été impliqués directement et indirectement dans l'agression égyptienne. Quatre avions sans pilote ont été abattus par la Libye, à Bardia ; leurs épaves sont encore là, et nous pouvons les montrer à ceux qui le désirent. »

Il a également déclaré que les États-Unis avaient décidé de fournir des armes à l'Égypte, après le début du conflit, « parce que les forces égyptiennes n'étaient pas suffisantes pour attaquer la République libyenne », et que le président égyptien avait écarté par ses déclarations agressives, une éventuelle rencontre avec le colonel Kadhafi pour normaliser les rapports entre les deux pays.

Sur l'échange possible de prisonniers, M. Jalloud a déclaré : « Nous avons honte de les appeler des prisonniers ; ce sont des frères, et ils sont chez eux. »

ملفات المصالحة

ORIENT

LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT AMÉRICAIN

Le travail soumis trois « formes » de la situation des Palestiniens à Genève

Le secrétaire d'État américain, Henry Kissinger, a soumis à Genève, le 2 août, trois « formes » de la situation des Palestiniens. Ces documents, qui ont été présentés à la Commission internationale de droit humanitaire, ont été rédigés par le département d'État américain.

Les documents soumis par Kissinger ont été présentés à la Commission internationale de droit humanitaire, qui se réunit à Genève. Les documents ont été rédigés par le département d'État américain. Les documents ont été présentés à la Commission internationale de droit humanitaire, qui se réunit à Genève.

A Vance doit se borner à amener les parties à la table des négociations

Le secrétaire d'État américain, Henry Kissinger, a déclaré que le secrétaire d'État américain, Henry Kissinger, doit se borner à amener les parties à la table des négociations. Kissinger a déclaré que le secrétaire d'État américain, Henry Kissinger, doit se borner à amener les parties à la table des négociations.

Le travail serait « prématuré »

Le travail serait « prématuré ». Le secrétaire d'État américain, Henry Kissinger, a déclaré que le travail serait « prématuré ». Le secrétaire d'État américain, Henry Kissinger, a déclaré que le travail serait « prématuré ».

Le travail serait « prématuré ». Le secrétaire d'État américain, Henry Kissinger, a déclaré que le travail serait « prématuré ». Le secrétaire d'État américain, Henry Kissinger, a déclaré que le travail serait « prématuré ».

Thaïlande

Nouveaux incidents à la frontière cambodgienne

De violents incidents de frontière se sont produits mardi 2 août à la frontière entre la Thaïlande et le Cambodge, selon les informations disponibles à Bangkok, avaient fait vingt-cinq morts dans les rangs thaïlandais et environ cent morts parmi les Cambodgiens (le Monde du 22 juillet). Radio Phnom-Penh n'a jusqu'à présent fait aucune allusion à ces combats.

Libres opinions

Les socialistes et le Cambodge

par LIONEL JOSPIN (*)

DEPUIS plus de deux ans, l'Angkar (l'« Organisation »), tout à la fois l'Etat et le parti unique, maintient rigoureusement closes les portes du Cambodge. A l'exception d'experts chinois (et coréens du Nord ?), de quelques diplomates en résidence (surveillés) à Phnom-Penh, nul ne pénètre dans le Kampuchea démocratique ; n'y entre aucun de ceux qui s'étaient prononcés sans ambiguïté ni retard pour le juste combat du Front uni national, le FUNK, et du prince Sihanouk. Mais des Khmers en sortent, à vrai dire s'en échappent. Pourquoi ?

Il y a plus d'un an, le 26 mai 1976, le P.S. s'adressait au chef de la mission du Kampuchea démocratique en France. Après lui avoir fait part de « graves préoccupations qui sont les nôtres touchant la situation au Cambodge, préoccupations dont François Mitterrand s'est déjà fait l'écho dans la presse du parti », il constatait « malheureusement que le silence que vous avez choisi de garder sur ces problèmes autorise toute interprétation ». Le P.S. n'a jamais reçu de réponse.

A qui la faute, dès lors, si, pour se faire une idée de ce que vit et subit le peuple khmer, nous sommes réduits principalement aux récits des réfugiés ? Ces échos déforment peut-être la réalité, mais ils sont trop concordants. Ajoutés aux écoutes radiophoniques, aux proclamations et communiqués officiels, ils créent plus que le soupçon, alimentent plus que le doute : ils suscitent l'angoisse.

L'histoire est trop riche en massacres à moitié tus et à moitié avoués après coup pour que les informations en provenance du Kampuchea démocratique soient rangées, classées sous la rubrique « en attente ». On ne savait pas, on ignorait... L'argument a trop servi d'alibi, de mauvaise excuse.

Faute des apaisements nécessaires, les socialistes doivent donc publiquement leur désapprobation, et adjoindre à Phnom-Penh, comme ailleurs, soient respectés les droits de l'homme. Quelles « solidarités » pourrait les conduire à se taire ?

Certes, nous n'oublions pas les six cent mille ou huit cent mille victimes de la guerre menée par les Armées rouges et les Armées jaunes, pas les blessés et handicapés qui portent à jamais dans leur corps les séquelles du martyre de leur pays. Nous ne minimisons pas les responsabilités de ceux qui, cinq ans d'après, ruinèrent, brûlèrent et détruisirent un pays que l'on disait souriant. Nous ne gommons pas non plus l'histoire récente, le vœux dire celle de la colonisation française, et ses liens avec la tragédie qui, de son fait, s'étendit à l'Indochine pendant trente ans.

Tout cela explique-t-il, excuse-t-il la « radicalisation » des dirigeants du FUNK ? Certes, il faut se garder de reprendre tout ce qui se dit, de croire aveuglément à la « vérité », qui cherchent à imposer des documents photographiques à l'origine ambiguë, et de prétendre exacte telle estimation du nombre des victimes. Mais qu'importent les chiffres !

Le sens que les dirigeants de l'Angkar veulent donner à leurs actions est en soi assez inquiétant. Qu'ils veulent construire, au milieu du vingtième siècle, une société de type rural, qu'ils prétendent se soumettre à eux-mêmes, cela est leur affaire. Mais le refus de coopération, l'absence de coopération, la coopération, une politique qui, faite de médicaments importés, condamne enfants, vieillards, à être la proie du paludisme, de la malnutrition, etc., tout cela suffit déjà pour que l'on crie : « Assez ! »

Les socialistes n'acceptent aucun raisonnement, aucune de ces argumentations « théoriques » au nom desquels telle catégorie d'individus serait éligible et classée « indésirable ». Ils s'interrogent sur l'ambition des objectifs assignés à la masse par l'« Organisation ». Lèvent les drapeaux, creusent les canaux pour assurer la maîtrise complète de l'eau : oui, mais au mépris des vies humaines ? Le discours est trop usé qui rejette l'ère future du bonheur des hommes à la fin des cataclysmes présents. Où les camps de rééducation ont-ils jamais créé l'homme nouveau ?

Les socialistes ne peuvent laisser au doute sur leurs sentiments. Le calvaire du peuple khmer — il faut l'appeler comme cela — dure depuis trop d'années. Il doit cesser.

(*) Secrétaire national du P.S.

Chine

En vue d'une « guerre mondiale »

LE MARÉCHAL YEH CHIEN-YING SOUHAITE LE DÉVELOPPEMENT DES INDUSTRIES DE DÉFENSE

La célébration du cinquantième anniversaire de l'Armée populaire s'est achevée le lundi 1^{er} août par un banquet offert par le ministre de la défense à mille cinq cents invités, chinois et étrangers. Le maréchal Yeh Chien-ying a participé à ce banquet avec les autres dignitaires du régime.

A cette occasion, le maréchal Yeh Chien-ying, ministre de la défense, a répété sous une forme particulièrement violente les attaques rituelles contre le « socialisme impérialiste » soviétique. Il a souligné « la plus grande menace du monde » est le « danger impérialiste et antibourgeois ». La Russie est le « danger principal » dans la lutte anti-impérialiste et antibourgeoise. « La Russie est le danger principal », a-t-il déclaré. « La Russie est le danger principal », a-t-il déclaré. « La Russie est le danger principal », a-t-il déclaré.

Réhabilitation de M. Huang Ke-cheng

Selon la radio de Pékin, captée mardi à Tokyo, M. Huang Ke-cheng, ancien chef d'état-major de l'Armée populaire de libération, a été réhabilité. M. Huang Ke-cheng a été réhabilité. M. Huang Ke-cheng a été réhabilité. M. Huang Ke-cheng a été réhabilité.

D'autre part, le maître adjoint de Pékin, M. Wang Lei, a souligné, dimanche, au cours d'un dîner offert à une délégation algérienne, la « grande amitié » entre les deux pays et le souhait des deux peuples de renforcer encore cette amitié. M. Wang Lei a souligné la « grande amitié » entre les deux pays et le souhait des deux peuples de renforcer encore cette amitié.

Inde

UN « LIVRE BLANC » SUR LES VIOLATIONS DE LA LIBERTÉ DE LA PRESSE PAR MME GANDHI EST PUBLIÉ

New-Delhi (Reuter, A.F.P.). — Le gouvernement a présenté, lundi 1^{er} août, au Parlement un livre blanc sur les violations de la liberté de la presse. Le livre blanc a été présenté au Parlement. Le livre blanc a été présenté au Parlement. Le livre blanc a été présenté au Parlement.

L'ancien premier ministre pourrait reprendre ses activités politiques

D'autre part, Mme Gandhi est sortie de l'isolement dans lequel elle se tenait depuis sa défection électorale. Certains observateurs lui prêtent l'intention de reprendre ses activités politiques, et même de poser sa candidature à la présidence du Parti du Congrès en janvier prochain.

Enfin, M. Desai, le premier ministre, a annoncé que la prohibition totale de l'alcool devra être appliquée en Inde avant quatre ans. L'Inde ne pourra rester fidèle à son héritage culturel si le fléau de l'alcoolisme n'est pas détruit, a-t-il affirmé.

ASIE

Turquie

Le nouveau gouvernement

M. NECMETTIN ERBAKAN, vice-premier ministre

M. Necmettin Erbakan est né à Sinope en 1928. Ingénieur, député de Konya en 1969, il fonde le Parti de l'Ordre national, dont les ennemis anti-laïques se proclament la dissolution par la Cour constitutionnelle deux ans plus tard.

Après un nouveau succès aux élections de 1973, M. Erbakan accède à la présidence du Parti du salut national (P.S.N.), qui a été fondé l'année précédente et dont l'inspiration est très voisine. Anti-communiste fervent et favorable à un régime pro-islamique, il participe au cabinet Ecevit de l'été 1974 qui décide le déferlement à Chypre. M. Erbakan demeure vice-premier ministre dans le gouvernement Demirel de 1975. Aux élections du 5 juin 1977, il a été élu grand perdant, son parti passant de 48 à 24 députés. Mais il demeure l'arbitre de toute coalition.

M. ALPASLAN TURKES, vice-premier ministre

Né en 1917 à Nicosie, M. Alpaslan Turkes est ancien élève de l'Ecole militaire. Militant nationaliste d'extrême droite, il fait partie du comité de l'Union nationale puis participe au putsch de 1960. Après plusieurs années d'exil, il fait sa rentrée politique au sein du Parti de la nation.

En 1969, il fonde le Parti du mouvement nationaliste (P.M.N.), qui regroupe principalement de jeunes militants partisans des méthodes autoritaires, notamment sur le plan économique : violemment anticommunistes, M. Turkes et ses amis se disent également opposés au grand capitalisme traditionnel. Le fondateur du P.M.N. est, en outre, un fervent défenseur de la cause pantourienne, qui rêve d'unifier tous les Turcs.

M. IHSAN SABRI CAGLAYANGIL, ministre des affaires étrangères

Ministre des affaires étrangères dans tous les cabinets précédents par M. Demirel depuis 1965, M. Ihsan Sabri Caglayangil retrouve le portefeuille qu'il avait abandonné quelques semaines. Né en 1905 à Istanbul, ce vétéran de la vie politique turque a débuté à la direction générale de la sécurité après des études de droit. Très proche de M. Demirel, M. Caglayangil se distingue comme préfet de plusieurs provinces. Après 1960, il se lance activement dans la politique et s'allie au parti de la justice créé en 1961.

Ministre du travail dans le cabinet de transition de M. Ugru, puis, en février 1965, il devient chef de la diplomatie turque au lendemain de la victoire du Parti de la justice aux élections d'octobre de la même année. Il restera à ce poste jusqu'en mars 1971, puis le retrouvera en mars 1975.

M. SAADETTIN BILGIC, ministre de la défense

Originaire du département d'Isparta, comme M. Demirel, M. Saadetdin Bilgic, né en 1921, est docteur en médecine. Ministre des Travaux publics dans le cabinet Demirel en 1965, il quitte le Parti de la justice à la suite d'une scission survenue en 1970, et est parvenu à la présidence du parti démocratique. Il ne quitte en 1975 et retourne au Parti de la justice l'année suivante, après une « autocritique » remarquée. Anticommuniste fervent, M. Bilgic passera par un excellent organisme ayant de solides contacts avec la base de son parti.

En le nommant ministre de la défense, M. Demirel a sans doute voulu fournir aux militaires un interlocuteur capable de réduire les risques de friction, mais aussi éloigner un homme qui demeure un rival potentiel de la vie interne du parti. Depuis 1950, aucun ministre de la défense n'a réussi en effet à garder un rôle de premier plan au sein de son propre parti tout en maintenant de bonnes relations avec l'armée.

[Nous avons déjà publié (le Monde du 2 avril 1976) le portrait du premier ministre, M. Süleyman Demirel.]

La droite garde le pouvoir

(Suite de la première page.) Ceux-ci sont en effet de taille et rendus plus aigus par le style de l'opposition qu'entend mener le Parti républicain.

Les députés du rang sont amers d'avoir vu échapper le pouvoir. Et les dirigeants n'hésiteront sans doute pas devant la surenchère. On l'a vu récemment lorsque M. Bulent Ecevit a décidé la réouverture des hôtels de Famagouste, occupés par l'armée turque de Chypre. M. Demirel pourra difficilement revenir en arrière en compliquant encore tout règlement de l'affaire chypriote.

Un regroupement des progressistes

Face à la coalition de centre-droit, on assiste à une tentative de regroupement des forces progressistes. Le chef de la centrale syndicale Turk-Is, qui se situe au centre gauche, avait annoncé une grève générale en cas d'investiture de M. Demirel. Il est déborde par la Disk, autre centrale située plus à gauche, qui entend se mettre en place un front démocratique national regroupant, au Parlement et en dehors, les forces qui « promettent l'indépendance nationale, la démocratie, la paix et le progrès social ».

On ignore encore si l'expérience gouvernementale des partis nationalistes disposera du minimum d'homogénéité qui lui fit naguère défaut. Entre le parti de la justice et le parti du mouvement nationaliste, la coopération n'aurait alors pas de difficultés, mais M. Erbakan et les ministres du parti du salut national veilleraient jalousement sur leurs compétences, et contribueraient à l'immobilisme du précédent cabinet Demirel.

L'expérience a prouvé que la « parcellisation » de l'Etat entre les partenaires de cette coalition, occupant les postes-clés, a surtout nué au fonctionnement de l'Etat démocratique en politisant l'administration. Le Conseil d'Etat est actuellement encombré de dossiers de fonctionnaires de tout rang, mutés ou placés sur une voie de garage pendant les vingt-six mois de gouvernement de la droite de février 1975 à juin dernier.

JAKTON UNSAL.

72 % DES EUROPÉENS EN FAVEUR DE L'ÉLECTION DU PARLEMENT EUROPÉEN

Les socialistes viennent en tête pour les « préférences politiques »

La Commission de Bruxelles vient de rendre publics les résultats d'un sondage d'opinion réalisé à son initiative en avril-mai dernier dans les neuf pays de la Communauté. Selon les résultats de ce sondage, 72 % des Européens se déclarent en faveur de l'élection du Parlement européen au suffrage universel direct, mais seulement un sur deux dit qu'il votera « certainement ».

En ce qui concerne les préférences politiques de l'électorat européen, on constate que, sur 100 suffrages exprimés, la tendance socialiste vient en tête (33 %), suivie par la tendance démocrate-chrétienne (23 %) et par le courant libéral (14 %). Viennent ensuite à peu près à égalité les tendances conservatrice (10 %) et communiste (9 %). Mais il n'y a pas de relation significative entre le choix de telle ou telle tendance et l'attitude favorable à l'égard du principe même de l'élection du Parlement européen.

AMÉRIQUES

États-Unis

Francis Gary Powers se tue en hélicoptère

LA MORT D'UN ANTI-HÉROS

Le second accident aérien de Francis Gary Powers lui aura été fatal. L'homme qui avait réussi à sauter en parachute de son U-2 abîmé par un missile soviétique durant une mission de renseignements ordonnée par la C.I.A. le 1^{er} mai 1960, a trouvé la mort le 1^{er} août aux commandes d'un hélicoptère qu'il pilotait pour le compte d'une station de radio de Los Angeles.

EUROPE

Grèce

Un putschiste de février 1975 s'évade de l'hôpital d'Athènes

De notre correspondant

Athènes. — L'ex-commandant Paraskevas Bolaris, qui purgait une peine de huit années de prison, s'est évadé de l'hôpital d'Athènes, où il devait subir une série d'examen médicaux. Cet ancien officier, ramené au rang de simple soldat, fut l'un des gardes du corps de l'ex-général Ioannides, chef de la junte des généraux qui succéda à celle des colonels en novembre 1973.

En février 1975, avec un petit groupe d'officiers, il avait tenté de s'emparer des postes de radio et de télévision dans la capitale afin d'adresser un message au peuple, sous prétexte de « sauver le pays de l'anarchie ». Les officiers factieux, qui comptaient également dans d'autres villes de garnison, et dont certains furent tués au cours du coup d'État, furent appelés à « compter des pyramides », avaient dressé une

longue liste de personnalités à éliminer. Considéré comme « dangereux activiste », Bolaris aurait dû faire l'objet d'une surveillance renforcée à l'hôpital. Or, il bénéficia d'une relative liberté de mouvement. Dans la nuit de dimanche à lundi, vers 7 heures du matin, Bolaris déclara qu'il souffrait terriblement de la canicule et, vêtu de son seul pyjama, faussa compagnie à ses gardiens. L'évasion de Bolaris plonge les Grecs dans la perplexité. Le parti communiste de l'intérieur et le parti socialiste dirigé par le professeur G. Mangelis accusent le gouvernement de manquer de rigueur envers les nostalgiques de la dictature. Déjà en froid avec le pouvoir à propos de l'accord sur les bases américaines et de l'OTAN, les autres partis de l'opposition pourraient réagir si l'événement n'est pas vite retourné. — M. M.

Portugal

Le parti communiste demande la dissolution de l'Assemblée

(Suite de la première page.)

Par sa nouvelle attitude, le P.C.P. semble prendre acte qu'il n'y a pas de « majorité de gauche » possible dans l'Assemblée nationale. Il n'est guère, en fait, retiré de bénéfices politiques de son attitude modérée : en particulier, le vote récent de la loi modifiant le texte de la réforme agraire de 1976 est, pour lui, un sérieux échec. M. Cunha e Silva, néanmoins, contre vents et marées, que de nouvelles élections, renforçant la « majorité de gauche » potentielle, forceraient les

socialistes à constituer un « gouvernement de gauche ». L'offensive du P.C.P., si elle a peu de chances d'être couronnée de succès, ne peut, cependant, que limiter l'action du premier ministre. Si les communistes lui refusent systématiquement leur appui, ou, du moins, leur abstention bienveillante, M. Soares va, en effet, devoir chercher sur sa droite les voix qui lui feront défaut pour faire approuver ses projets — et, notamment, le plus important d'entre eux : le plan à moyen terme.

Le rapprochement entre le P.S. et le P.S.D. — pour ne rien dire du C.D.S. — déjà annoncé par certains membres de l'aile gauche du parti socialiste en délicatesse avec leur formation, pourrait, dans ces conditions, prendre davantage de consistance. La contrepartie d'une telle évolution est un risque de relance de l'agitation sociale, alors que le pays connaît une grave crise économique. —

JEAN-PIERRE CLERC.

Allemagne fédérale

LA VISITE EN REPUBLIQUE FÉDÉRALE DE LÉONID BREJNEV, chef du parti et de l'État soviétique, attendu à Bonn dans le courant de l'automne, pourrait avoir lieu au mois de novembre, a-t-on appris le lundi 1^{er} août dans la capitale ouest-allemande. — (A.F.P.)

(Publié)

En soutien à la lutte des peuples égyptien et libyen

CONTRE L'AGRESSION EN LIBYE DU RÉGIME DE SADATE

Réunion d'information et de solidarité

mercredi 3 août à 20 h 30, 115, bd St-Michel, Paris-5^e (Métro Luxembourg ou Odéon)

Avec la participation de :

Collectif des Patriotes démocrates égyptiens - Communistes Égyptiens en France - Nassériens progressistes libéraux - Congrès général du peuple (Libye) - Collectif National pour la Palestine - Démocrates Tunisiens - Rassemblement des Patriotes progressistes syriens - Parti Socialiste Unifié

COURS RAY

ENSEIGNEMENT PRIVÉ

secondaire mixte de la 6^e aux Terminales A, B, C, D

Externat - Demi-pension Internats jeunes gens et jeunes filles dans villas avec jardin

COURS D'ÉTÉ : 1^{er} août au 3 septembre

★ Le matin : ÉTUDE

Rattrapage - Orientation en série C Préparation au baccalauréat septembre

Musique avec Magda BRAD, 1^{er} prix du Conservatoire de musique de Paris

★ L'après-midi : SPORTS

Ski nautique - Natation - Aviron - Chari - Tennis

Excursion en montagne

ANNÉE SCOLAIRE

Enseignement efficace dispensé par professeurs diplômés

Inscriptions COURS D'ÉTÉ et ANNÉE SCOLAIRE 77-78

12, rue Caffarelli - 06000 NICE

Tél. (93) 88-48-43

AFRIQUE

Ethiopie

LA RÉBELLION DANS L'OGADEN

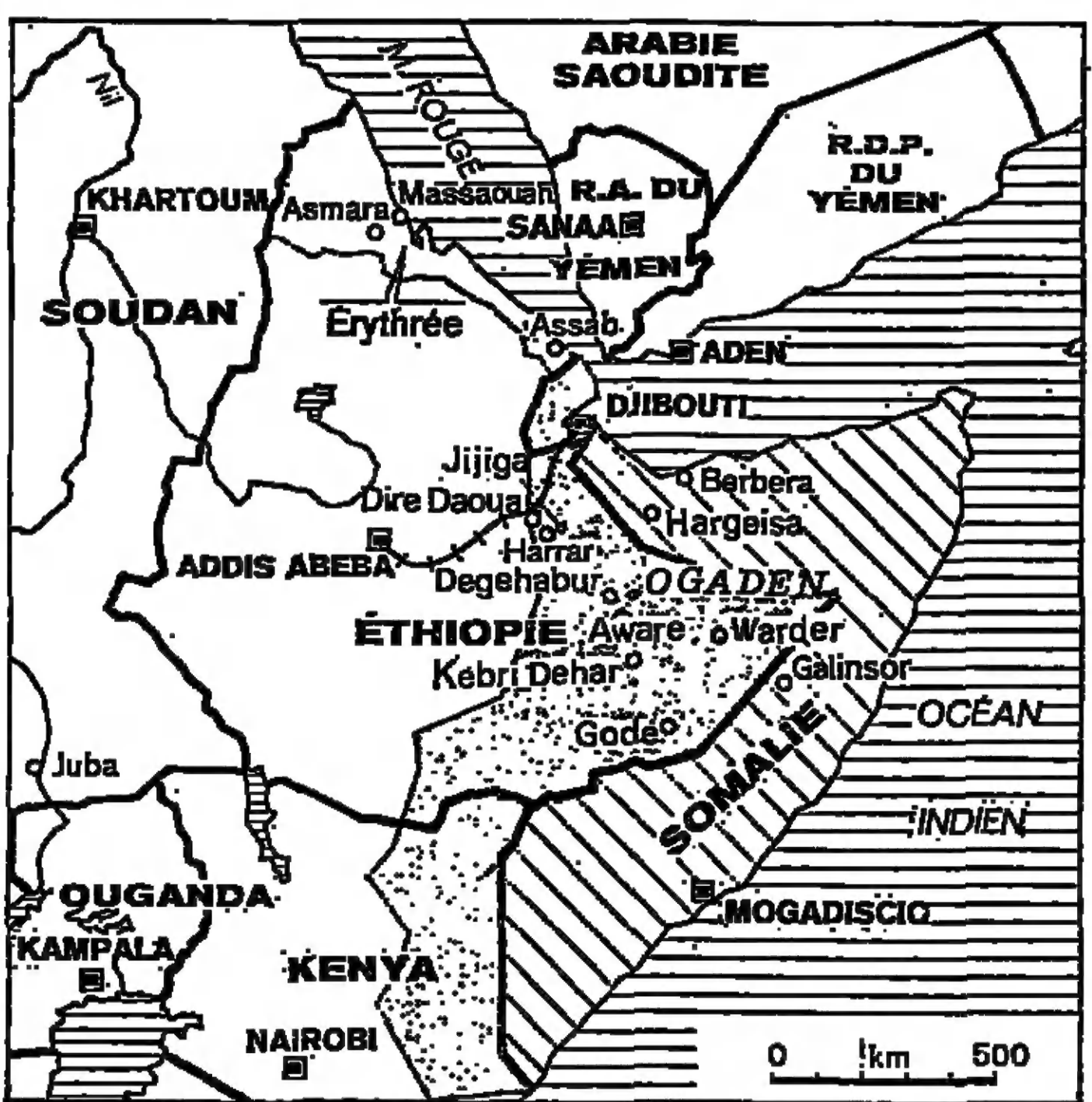
Addis-Abeba et les insurgés s'accusent mutuellement d'atrocités

Le Front de libération de la Somalie occidentale (F.L.S.O.), qui combat l'armée éthiopienne dans la région de l'Ogaden a annoncé, lundi 1^{er} août, qu'il avait créé des « comités administratifs locaux » dans les localités « libérées ». Le mouvement rebelle indique qu'il contrôle désormais environ cinquante villages ainsi que les trois principales villes du plateau de l'Ogaden. Il s'agit de Goda, de Warder et de Kebir Dehar. Le F.L.S.O. affirme que ses

population civile à Awaré et Degehabur.

● A MOSCOU, les *Izvestia* ont accusé, lundi, les « imperialistes américains » de vouloir « démembrer, dans l'attente de l'Éthiopie révolutionnaire » et de chercher, en même temps, à « neutraliser la Somalie ».

A cet effet, écrit l'organe du gouvernement soviétique, « on utilise non seulement la contre-révolution éthiopienne, mais éga-



territoires revendiqués par la Somalie

forces viennent d'occuper trois localités situées près de Dire Dawa désormais encerclées. Le Front a revendiqué, en outre, lundi, la prise de Degehabur et d'Awaré, dans la province du Harar et la saisie d'une importante quantité d'armes et de munitions.

D'autre part, le Front et le gouvernement d'Addis-Abeba s'accusent mutuellement d'avoir commis des atrocités envers la population civile de ces régions. Citant le porte-parole du Front, l'agence de presse somalienne a affirmé lundi que les troupes éthiopiennes ont massacré « des centaines de femmes, d'enfants et de vieillards » à Dire Dawa, Jijiga et Harar le 27 juillet dernier pour dissuader les civils de soutenir les insurgés.

Selon l'agence, le colonel Mengistu, chef de l'État éthiopien, aurait lui-même donné l'ordre du massacre. De son côté, la radio éthiopienne accuse l'aviation de Mogadiscio d'avoir « bombardé la

lement des forces telles que la

Après avoir estimé que « le

problème érythréen, aurait pu

être réglé par la voie démocratique », le quotidien ajoute :

« Cependant, le démembrement

du pays est nécessaire aux États-

Unis et à leurs partenaires pour

liquider en Afrique un nouveau

type de développement progressiste.

Le problème érythréen n'est

entre leurs mains qu'un pion du

jeu anti-éthiopien et anti-

africain. »

● A WASHINGTON le départe-

ment d'État a indiqué que le

chargé d'affaires éthiopien dans

la capitale américaine, M. Ghe-

beyehou Mekbil, avait démission-

né de son poste la semaine der-

nière. Cette nouvelle démission

porte à vingt-cinq le nombre des

défections au sein du corps

diplomatique éthiopien depuis

l'installation, en 1974, du nou-

veau régime à Addis-Abeba. —

(A.F.P., Reuter, A.P., U.P.I.)

République Sud-Africaine

Le parti gouvernemental réaffirme son hostilité à un parlement multiracial

De notre correspondante

Johannesburg. — Tandis qu'à Soweto des affrontements sporadiques opposent lycéens et policiers — un étudiant a été abattu lundi 1^{er} août par la police — tandis que la rumeur selon laquelle une nouvelle grève illimitée en vue de l'abolition du système de « l'édification bâtonne » serait en préparation, on parle à nouveau d'une réforme de la constitution sud-africaine qui concernerait indiens et métis. Mais le parti nationaliste, au pouvoir depuis 1948, s'est hâté de déclarer qu'il ne sera jamais question d'un parlement multiracial. De toute façon les Noirs seront tenus à l'écart de ces changements qui auraient lieu pendant la session parlementaire de 1978.

Après l'interdiction du meeting prévu pour dimanche dernier à Soweto, le « comité des Dix », qui réunit les principales associations noires, a décidé de repousser d'une semaine la présentation de ses projets d'administration pour une cité autonome. Le président de ce « comité » a déclaré qu'il était prêt à accepter des élections pour désigner les véritables représentants du Township. Si plusieurs membres du parti nationaliste ont pris cet appel en considération, le gouvernement, en revanche, a fait, jusqu'à présent, la sourde oreille.

A Mamelodi et à Atteridgeville, deux cités de la banlieue de Pretoria, l'Advisory Board, organisme consultatif africain, a affirmé son opposition aux « conseils de communauté » que le gouvernement

s'apprête à mettre en place pour remplacer les anciens « conseils urbains blancs ».

Les métis, eux aussi, menent leur propre fronde. M. David Curry, vice-président du Labour Party, majoritaire au Conseil représentatif des métis (C.R.C.), a déclaré lundi que cet organe allait demander aux chefs d'établissements scolaires métis d'accepter tous les élèves, sans distinction de race.

M. Curry a dit : « Si le ministre des affaires métis nous dit que nous ne pouvons pas décider nous-mêmes qui nous pouvons accepter dans nos établissements, nous saurons clairement que malgré les discours du gouvernement nous n'avons pas le droit de diriger nos propres affaires, et que le C.R.C. comme organisme autonome est un leurre. » Selon M. Sonny Leon, leader du Labour Party, plus de deux cents élèves noirs seraient déjà inscrits dans les écoles métisses, dont les portes, a-t-il précisé, sont également ouvertes aux enfants indiens et blancs. — C. C.

Tchad

LE GÉNÉRAL MALLIOM ACCUSE LA LIBYE D'AVOIR PARTICIPÉ AUX RÉCENTS COMBATS DU TIBESTI

N'Djamena. (A.F.P., Reuter). — Le général Félix Malliom, chef de l'État tchadien, a affirmé, lundi 1^{er} août, à N'Djamena que « des Libyens et des mercenaires d'Afrique ou d'ailleurs » ont participé, aux côtés des rebelles toubous, aux attaques lancées dans le Tibesti à la fin de juin et au début de juillet.

Au cours d'une conférence de presse, le général Malliom a confirmé que le poste militaire de Bardai, à l'extrême nord du Tibesti, près de la frontière avec la Libye, « avait été pris par les rebelles ». En ce qui concerne Zouar, le président général Malliom a précisé que l'évacuation de cet autre poste du Tibesti avait été décidée à l'initiative des forces armées tchadiennes, afin de renforcer Faya-Largeau, préfecture du S.E.T. (Borkou-Ennedi-Tibesti).

Comme preuve de la participation libyenne aux attaques des postes gouvernementaux, M. Malliom a cité une « information » qu'il a reçue de Tripoli émanant des milieux diplomatiques, selon laquelle le colonel Khadafi le considérerait comme « un ennemi » depuis qu'il s'était rendu à Khartoum et au Caïro.

Tout en assurant ne voir, en cas de succès des médiations en cours, « aucun inconvénient à rencontrer Goukouni » (chef des rebelles du Tibesti), le général Malliom a précisé : « Le problème de la rébellion est lié à celui de l'occupation d'Acoudou par la Libye, car si la rébellion n'existe pas, la Libye ne viendrait pas s'installer chez nous ».

Le général Malliom a indiqué que le comité chargé, lors du dernier « sommet » de l'O.U.A., d'étudier le conflit tchado-libyen, se réunira « très prochainement » à Libreville. Toutefois, il n'a pas confirmé explicitement l'information selon laquelle il rencontrerait les représentants des rebelles du Tibesti le 10 août prochain dans la capitale gabonaise (nos dernières éditions du 2 août).

ABONNEMENTS DE VACANCES

Des dispositions ont été prises pour que nos lecteurs en villégiature en France ou à l'étranger puissent trouver leur journal chez les dépositaires.

Mais, pour permettre à ceux d'entre eux trop éloignés d'une agglomération d'être assurés de lire le Monde, nous offrons des abonnements de vacances d'une durée minimum de deux semaines, aux conditions suivantes :

FRANCE :
Quinze jours 22 F
Trois semaines 32 F
Un mois 38 F
Un mois et demi 57 F
Deux mois 74 F

ÉTRANGER (voies normales) :
Quinze jours 25 F
Trois semaines 35 F
Un mois 42 F
Un mois et demi 63 F
Deux mois 84 F

EUROPE (avion) :
Quinze jours 45 F
Trois semaines 65 F
Un mois 77 F
Un mois et demi 115 F
Deux mois 153 F

Dans ces tarifs sont compris les frais fixes d'installation d'un abonnement, le montant des numéros demandés et l'assurance. Pour faciliter l'inscription des abonnements, nous prions nos lecteurs de bien vouloir nous les transmettre accompagnés du règlement correspondant, sans aucune escompte, sans leur déport, et rédigés en notre et adressés en lettres recommandées.

A TRAVERS LE MONDE

Canada

● LE PRÉSIDENT TANZANIANI, M. Julius Nyerere, est arrivé lundi 30 août au Canada, en visite privée. Il passera deux jours à Ottawa avant de se rendre, le 4 août, en visite officielle, pour six jours, aux États-Unis. — (A.F.P., Reuter.)

Espagne

● DEUX PARTIS RÉPUBLICAINS ONT ÉTÉ LÉGALES. Le 1^{er} août, le gouvernement espagnol, il s'agit de l'Action républicaine démocratique espagnole et de l'Esquerra republicana — formation catalane qui compte un député au congrès. — (A.F.P., Reuter.)

Cuba

● M. JOSUA NKOMO, coprésident avec M. Robert Mugabe du Front patriotique du Zimbabwe (Rhodésie), actuellement en visite à Cuba, a déclaré lundi 1^{er} août que La Havane avait accepté de fournir à son mouvement « toutes les armes qu'il lui serait possible de livrer ». Il a précisé que les mousquetaires avaient déjà reçu des armes de Cuba, de l'Union soviétique et d'autres pays communistes. Toutefois, il a écarté la possibilité d'une « intervention directe de militaires cubains aux côtés des mousquetaires ». — (Reuter.)

Namibie

● LES REPRÉSENTANTS DES CINQ PAYS OCCIDENTAUX, membres du Conseil de sécurité de l'ONU (France, Grande-Bretagne, États-Unis, Canada et République fédérale d'Allemagne) ont été reçus lundi 1^{er} août par M. John Vorster, premier ministre sud-africain. Dans un bref communiqué, Pretoria s'est contentée de préciser que d'autres entretiens auront lieu. Au centre des discussions figuraient vraisemblablement la mise en place à la fin d'août de l'administration générale désignée par l'Afrique du Sud en Namibie, le juge Martinus Steyn, et la nomination d'un représentant de l'ONU dont le rôle reste encore à fixer. — (Corresp.)

Danemark

● UN PARTI POLITIQUE, LE « SIVUMUT », a été créé, vendredi 29 juillet au Groenland, avec pour objectif de faire sortir « les danses de la C.E.H. après l'accession à l'autonomie partielle. Une commission mixte dano-groenlandaise étudie actuellement les modalités d'une autonomie interne du Groenland sur le modèle de celle dont bénéficient les îles Féroé. Le parti « Sivumut » réclame pour la population du Groenland le droit de propriété sur les richesses du sous-sol. — (A.F.P.)

Ouganda

● LES FORCES DE SÉCURITÉ, « recherchant des armes volées », ont lancé, vendredi 29 et samedi 30 juillet, une série de fouilles nocturnes à Kampala, à 40 km d'Apprenti, le 1^{er} août, à Nairobi. Dans certains quartiers, ces fouilles auraient donné lieu à des pillages et à des viols. — (A.F.P.)

Pakistan

● LES ÉLECTIONS GÉNÉRALES, dont les militaires qui

Union soviétique

● LE GÉNÉRAL D'ANDRE SAKHAROV est autorisé à émigrer en Israël avec sa femme et ses deux enfants. Il devrait quitter l'U.R.S.S. dans vingt jours. Il y a cinq ans, M. Yankélevitch, qui est ingénieur radio, avait essuyé un refus des autorités soviétiques lorsqu'il avait tenté de faire des conférences au MIT (Institut de technologie du Massachusetts). Il a l'intention de s'établir aux États-Unis. — (A.P.)

Vietnam

● M. VO CHI CONG, vice-premier ministre, a été chargé du portefeuille de l'agriculture, en remplacement de M. Vo Thuc Duong, démissionnaire. — (U.P.I.)

Zambie

● TROIS ROQUETTES ont été tirées dans la nuit du 31 juillet au 1^{er} août, contre la maison du Zambawé, à Lusaka, siège provisoire du ZAPU (Union africaine du peuple du Zambawé) que dirige M. Joshua Nkomo. L'attentat n'a pas fait de victimes. — (A.F.P.)

مكتبة الامم المتحدة

République Sud-Africaine

Le parti gouvernemental réaffirme son attachement à un parlement multiracial

De notre correspondant

Le parti gouvernemental réaffirme son attachement à un parlement multiracial. Le parti gouvernemental réaffirme son attachement à un parlement multiracial. Le parti gouvernemental réaffirme son attachement à un parlement multiracial.

Le parti gouvernemental réaffirme son attachement à un parlement multiracial. Le parti gouvernemental réaffirme son attachement à un parlement multiracial. Le parti gouvernemental réaffirme son attachement à un parlement multiracial.

République de Djibouti

Le pays est interdit à titre provisoire

Le pays est interdit à titre provisoire. Le pays est interdit à titre provisoire. Le pays est interdit à titre provisoire.

Union soviétique

Union soviétique. Union soviétique. Union soviétique.

Vietnam

Vietnam. Vietnam. Vietnam.

Zambie

Zambie. Zambie. Zambie.

La modification du statut des suppléants pourrait être soumise au Parlement réuni en Congrès

M. Valéry Giscard d'Estaing devant recevoir à déjeuner, mardi 2 août, MM. Edgar Faure et Alain Poirer, respectivement président de l'Assemblée nationale et président du Sénat. Étaient également présents les membres des groupes de la majorité des deux Assemblées, le premier ministre, revenu à Paris lundi soir 1^{er} août d'un séjour en Espagne, MM. Alain Peyrefitte, ministre de la Justice, et

Promises par l'actuel chef de l'Etat, lors de sa campagne électorale en mai 1974, cette modification avait été approuvée par les députés et les sénateurs en octobre 1974. Le projet du gouvernement adopté par l'Assemblée nationale par 328 voix contre 228 et au Sénat par 182 voix contre 95 permettait aux ministres et secrétaires d'Etat qui quittaient leurs fonctions gouvernementales de retrouver, après un délai de six mois, leur siège de député ou de sénateur. Les parlementaires au cours de la discussion avaient amendé le texte pour rendre les nouvelles dispositions applicables aux députés élus lors de la prochaine législature et aux sénateurs après le prochain renouvellement partiel.

Le projet de loi modifiant l'article 25 de la Constitution, adopté par les deux Assemblées, n'avait été soumis au Parlement réuni en Congrès, la majorité des trois cinquièmes requise.

M. Jean-Louis Delcourt, secrétaire national de la fédération des républicains de progrès (gauchistes d'opposition), a écrit à la fin de la semaine dernière des déclarations de M. Mitterrand sur la force de dissuasion, en ajoutant que « plus rien ne s'oppose à ce que le programme commun soit décidé dans le sens du maintien de cette force. M. Delcourt constate que « l'incertitude grave demeure à la suite des propositions de M. Mitterrand, l'absence de notre politique d'indépendance nationale », mais il ajoute : « Nous enregistrons l'assurance donnée que rien ne se décidera sans une consultation du peuple français par référendum, comme d'ailleurs le général de Gaulle l'a fait en son temps, pour les grandes questions nationales ».

Le développement de la Guyane repose sur trois secteurs : l'agriculture, la forêt, l'exploitation minière. Dans ces trois domaines l'absence presque totale d'infrastructures routières et portuaires, l'insuffisance d'une main-d'œuvre qualifiée, l'importance des services et des charges sociales sont autant de facteurs qui expliquent le manque d'investissement des investisseurs.

Si l'on compare la situation économique de la Guyane actuelle à celle de 1975, on constate une amélioration. En l'espace d'une seule année, les exportations ont crû de 73 % contre 34 % pour les importations. Le nombre de visiteurs particuliers — comme celui des dépôts en banque ou des permis de construire délivrés — a considérablement augmenté, ce qui tend à prouver que les Guyanais vivent mieux. Cayenne s'enrichit de nouveaux magasins de vêtements, de meubles ou de souvenirs. Le taux de remplissage des hôtels s'accroît. Il a, dans certains cas, doublé.

Optimisme modéré En perdant de sa noire légende, la Guyane n'a pas manqué d'attirer nombre de fonctionnaires et de touristes. Cayenne n'est plus une punition et a gravi quelques échelons dans les listes de préférence (la venue d'un millier de métropolitains a d'ailleurs provoqué une flambée des prix des loyers et des terrains). Le Guyanais aujourd'hui quelque peu perdu de son côté « vieillot ». Un pont de 1 kilomètre et demi enjambe la rivière de Cayenne procurant véritablement force des très pittoresques bacs. L'unique route nationale, reliant Cayenne à Saint-Laurent, la sous-préfecture, est enfin terminée. Elle avait été commencée au siècle dernier.

Le département dispose d'une agriculture moderne et la nouvelle ligne Paris-Cayenne-Manaus-Lima relie directement la Guyane à la métropole tout en lui offrant une ouverture sur le continent sud-américain.

Le département dispose d'une agriculture moderne et la nouvelle ligne Paris-Cayenne-Manaus-Lima relie directement la Guyane à la métropole tout en lui offrant une ouverture sur le continent sud-américain.

POLITIQUE

LA RÉFORME DES COLLECTIVITÉS LOCALES

Les Groupes d'action municipale (GAM) estiment que le questionnaire adressé à chaque maire de France par le ministère de l'Intérieur, à propos du projet de réforme des collectivités locales (le Monde du 1^{er} juillet), « n'est que de la poudre aux yeux destinée à calmer la colère légitime des élus municipaux ». Cette consultation, soulignent-ils, n'aborde pas franchement le problème de la démocratie locale, qui est celui des rapports entre le citoyen ou ses représentants élus et l'ensemble des pouvoirs publics ou privés qui se sont appropriés l'espace communal.

M. André Mignot, sénateur, ancien maire de Versailles, premier vice-président du Mouvement national des élus locaux (M.N.E.L.), demande aux maires, dans un éditorial publié par l'Etat local (n° 73), de ne pas répondre trop rapidement au questionnaire qu'ils ont reçu. « Il nous semble nécessaire, en effet, écrit-il, qu'une très large concertation s'organise entre les maires afin que les lignes directrices de la réforme (...) ne se trouvent pas noyées, voire même déformées par la multitude de réponses sectorielles qu'appelle éventuellement le questionnaire ».

UNE ÉLECTION MUNICIPALE

HAUTE-CORSE : Venozasca (1^{er} tour).

Inscr. 920 ; vot. 811 ; suffr. expr. 799. Liste d'union de la gauche, conduite par le maire sortant, Mme Anne Raffalli-Rousseau, rad. g., moyenne de liste : 494 voix, 13 sièges ; liste de la majorité présidentielle, conduite par M. François Sarrailh, moyenne de liste : 315. [Le conseil municipal avait donné sa démission après l'invalidation du scrutin de mars dernier, prononcée par le tribunal administratif de Nice.]

LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS SÉNATORIALES

La fédération socialiste de Guadeloupe a désigné M. Georges Dagobert, président du conseil général, comme candidat aux élections sénatoriales. Réunis en congrès samedi 30 et dimanche 31 juillet à Lamentin, les socialistes guadeloupéens ont pris position contre la centralisation actuelle. M. Frédéric Jaiton, député, secrétaire fédéral, a réclamé « une assemblée élue au suffrage universel direct et au scrutin proportionnel de liste avec compétence législative, un conseil économique et social, et pour remplacer le préfet, un délégué régional représentant la République ».

Face à ces attitudes contradictoires, il convient, deux ans après l'annonce du plan global (en août 1975) par M. Olivier Stirn, secrétaire d'Etat aux DOM-TOM, de dresser un bilan et de distinguer, d'une part, les promesses et les projets grandioses, et, d'autre part, les réalisations modestes, mais réelles, menées à bien en 1976 et surtout en 1977.

L'installation probable d'International Paper près de Cayenne procurerait mille à mille cinq cents emplois.

l'installation probable d'International Paper près de Cayenne procurerait mille à mille cinq cents emplois.

l'installation probable d'International Paper près de Cayenne procurerait mille à mille cinq cents emplois.

l'installation probable d'International Paper près de Cayenne procurerait mille à mille cinq cents emplois.

l'installation probable d'International Paper près de Cayenne procurerait mille à mille cinq cents emplois.

l'installation probable d'International Paper près de Cayenne procurerait mille à mille cinq cents emplois.

l'installation probable d'International Paper près de Cayenne procurerait mille à mille cinq cents emplois.

Les femmes battues

CAUSE OU DOSSIER PERDUS ?

« Personne ne souhaite vraiment entendre parler des femmes battues », dit aujourd'hui Annie de Pisan, dont la voix de confiance court dans un livre récent consacré au mouvement de libération des femmes (1) et qui est devenue la cheville ouvrière de l'association S.O.S.-Femmes-Alternative, émanation de la Ligue du droit des femmes, présidée par Mme Simone de Beauvoir.

Alertée par la parution, en 1975, du livre d'Erin Fitzey, *Crie moins fort*, les voisins ront l'entendre éclaircir, persistent à avoir de la sympathie pour le projet puis- qu'une subvention de l'ordre de 50 000 F a pu être versée prochainement afin de remettre en état de vastes locaux parois- sius situés près de la porte de Clignancourt. Toutefois, si, comme le confirme Mme Dominique Sau- digne, conseillère technique au près du secrétaire d'Etat à l'action sociale, les initiatives de S.O.S.-Femmes-Alternative ont toujours été considérées avec bien-veillance par l'administration cen- trale, le blocage du dossier au niveau du Conseil de Paris pose un autre problème : celui des rapports des féministes avec la direction de l'action sanitaire et sociale de la capitale.

Dans l'immédiat, la perspective d'un changement de cap politi- que, à l'horizon de l'année 1978, incite à un certain agrippement social. Mais le poids de l'éducation administrative, qui prend opportun- ément pour alibi l'apathie fata- liste des victimes, doit être secoué, estiment les militantes de S.O.S.-Femmes-Alternative : ainsi tiennent-elles de créer sur leur propre lieu de travail un certain nombre de S.O.S.-Juri- dique-Femmes, à l'activité multi- forme (5). Plus encore, les féministes soulignent combien il est important de bousculer les poussiéreuses légendes, de dire que le fillet qui enserrait les fem- mes battues ou maltraitées est en pointillé autour de chaque femme. N'importe quelle femme.

MICHELLE SOLAT.

(1) Annie de Pisan et Annie Tris- tani, *Histoire du M.L.F.*, Calmann- Lévy, 386 p., 40 F.

(2) Erin Fitzey, *Crie moins fort*, les voisins ront l'entendre. Editions des Femmes, 322 pages. Voir le Monde du 4 novembre 1975.

(3) Centre Pauline-Rolland, 35, rue Fessard, 75019 Paris. Tél. 277-11-32.

(4) S.O.S.-Femmes-Alternative permanence de 14 à 17 heures, tous les jours, sauf samedi et dimanche, 6, villa d'Este, tour Maniot, 75013 Paris. Tél. 594-72-33.

(5) En particulier à la section C.P.D. du Commissariat à l'énergie atomique.

LES PRIX DU JOUR.

POMMES DE TERRE PRIMEUR Monche 35 mm vroc 0,55 à 0,75 F le kg TOMATES RONDES Ouest ou Midi, col. 57-67 3,25 à 4,25 F le kg PÊCHES JAUNES Rhône ou Midi, col. 1, col. B 4,70 à 5,70 F le kg LAITIUS 0,60 à 0,80 F pièce Prix valables en région parisienne Secrétariat d'Etat à la Consommation Commission de Paris

(PUBLICITE)

LA CHUTE DES CHEVEUX C'EST UN « FAIT »

DEPUIS LA PLUS HAUTE ANTI-QUITÉ, une belle chevelure demeure le symbole même de la vie. Beauté, jeunesse, force, santé, sensualité. Que de vertus n'y sont-elles pas enroulées pour l'éternité ? C'est encore dans « l'Hémisphère d'une chevelure » que Baudelaire poursuivait samptueusement ses rêves et ses fantasmes. Mais de beaux che-veux ne sont pas forcément un cadeau des dieux... Les désordres du cuir che-velu et les inconvénients qui s'ensuivent c'est un fait, et c'est l'affaire du spécialiste.

Il est vrai qu'actuellement des traite-ments bien adaptés peuvent remé- dier aux nombreux désordres du cuir chevelu :

Pellicules, démangeaisons, des che-veux très gras ou très secs, etc.

Ces traitements sont appliqués en ins- titut par des spécialistes qui, depuis vingt ans, ont fait du traitement capillaire leur métier.

Ces spécialistes se trouvent dans les instituts capillaires EUROCAP de votre région.

4, rue de Castiglione, 75001 PARIS Tél. : 260-38-84



UNE VÉRITÉ SCIENTIFIQUE

Pour EUROCAP chaque cas est particulier et suppose une interven- tion personnalisée. En fait, c'est avec beaucoup d'obstination que l'on peut obtenir des résultats tangibles.

Autant il est absurde de préten- dre aujourd'hui que des miracles sont réalisés dans le domaine des traitements capillaires autant il serait vain de nier les succès réels que l'on peut obtenir à la suite d'un traitement sérieux et approprié.

Le Monde

L'ÉTÉ

« MOITIÉ DE FRANCE, MOITIÉ D'ESPAGNE »

Le petit train jaune de la Cerdagne

« MOITIÉ DE France, moitié d'Espagne, il n'y a pas d'autre terre comme la Cerdagne », c'est ce qu'affirme l'hymne cerdanais, qui se chante bien entendu en catalan. Et ce « petit train jaune » — qui a son comité de défense, car il y a longtemps qu'on veut le supprimer — est là, à Villefranche-de-Conflent, pour permettre à l'amoureux de la nature d'admirer, sans se presser, les paysages qui bordent l'unique voie matrasque, sur 63 kilomètres de long.

Altitude 427 mètres, kilomètre zéro... Les trois wagons jaunes d'été, dont le toit s'ouvre à la belle saison, quittent la confluent des vallées du Riu Major et de la Têt, face aux maillois de remparts qui ont longtemps protégé le Roussillon des invasions et en quatre-vingt-dix minutes, vont se hisser jusqu'à Latour-de-Carol, à 1.231 mètres. Le train est devenu une machine à remonter le temps. C'est tantôt une admirable église romane du XII^e siècle qui sollicite l'attention, détachant son arcature lombard, faite de pierre de la montagne, sur la robe fauve d'une coule de terre sulfureuse en travers de la vallée. Plus loin, c'est presque de la science-fiction avec le four solaire d'Odello, merveille de la technologie futuriste construite au balcon de la Cerdagne, sur les contre-pentes menant à Font-Romeu.

Partant du Roussillon à peine cabré par les croupes vineuses des Corbières, le confluent ouvre les admirables paysages du Capcir et de la Cerdagne. Pyrénées catalanes plutôt qu'occitanes, comme les a définies la géographie jacobine, où les racines tenaces des sapins doivent crever le granite de la montagne pour se gorger de neige fondue. Les noms des villages résonnent comme des coups de marteau sur les forges catalanes : la Cabanasse, Angoustrine, Dargassonne, Estavar... Ici, la nature s'est livrée à tous les caprices, et les hommes l'ont imitée en formant en plein territoire français une minuscule enclave espagnole : Llívia. Mais le soleil se joue de ces subtilités géopolitiques, et il brille sur la Cerdagne trois mille heures par an. Un record, même dans le sud de la France. Plus humide est le versant balayé par le carcanet,

est insidieux vent du nord qui remplace la tramontane, mais qui permet de plus vertes pâturages pour les bovins, laissant à l'autre versant du col de la Perche les moutons et les chèvres.

Le Canari — c'est ainsi que la région a baptisé son petit train — va fêter son soixante-quatrième anniversaire. Mais c'est seulement avant la première guerre mondiale qu'il est arrivé jusqu'à Latour-de-Carol. Il faisait déjà du 40 kilomètres à l'heure : c'est encore sa vitesse. Il glisse sur son troisième rail électrique avec une élégance de vieux sécler bien entraîné. Il s'essouffait quelque peu dans les côtes trop raides et s'arrêtait dans les descentes. Une autre idée pour jouer des merveilles de la nature.

Bourg-Madame, la Guingetta

Bourg-Madame, c'est déjà la frontière avec l'Espagne. De l'autre côté, c'est Puigcerdà, belle ville jumelle qui connaît le même trafic et se partage les touristes. La ville française est née par la

volonté de Louis XIV, mais c'est un épier avisé, ayant tiré sa fortune de la guerre de Succession, qui la construisait au cœur de ses commerces de vicinalités et de boissons. On l'appela d'ailleurs la Guingetta jusqu'en 4 juillet 1814. Napoléon venait alors de débarquer de l'île d'Elbe, et le duc d'Angoulême fut abattu par ses troupes alors qu'il s'apprêtait à marcher contre l'Empereur. Ce dernier lui permit de se réfugier en Espagne, mais, après les Cent Jours, le duc entra en France par Puigcerdà et fit étape à la Guingetta. Le maire lui demanda l'autorisation de donner désormais à son village le nom de Bourg-Angoulême. Le duc, galant, demanda qu'on l'appelât Bourg-Madame, en hommage à son épouse.

Moins connue est la petite ville d'Ossaja, et pourtant ses lettres de noblesse remontent à la protohistoire. Mille ans avant J.-C., des bergers troglodytes avaient tracé sur les schistes de Valcudolera de curieuses gravures. Sous les rois carolingiens, Ossaja dépend de la seigneurie de l'évêque d'Orget, dont les successeurs deviendront les comtes d'Andorre avec les comtes de Foix. Les Arabes y trans-

lèrent lors de leur marche vers le Languedoc, et la tempête cathare vint battre le rocher de son église.

Après des siècles d'histoire agitée, Ossaja est devenue le mirage de la Cerdagne. Son enclavement au bout de la France aurait pu en faire un village-croquillon livré à l'industrie touristique, mais, sans fermer la porte aux étrangers, bien au contraire, Ossaja s'est donné une allure de petite ville modeste où tout est fonctionnel dans un cadre resté intact. Elle a offert l'hospitalité aux gendarmes de montagne et de petites entreprises industrielles bien gérées, dont le travail aux jeunes du pays, qui ne sont plus tentés par l'aventure catalane. L'école est à l'abri en exemple pour son architecture intégrée au paysage et les loisirs accordés aux enfants, qui pratiquent le judo, les sports équestres et la natation dans leur propre piscine.

Le maire, M. Paul Foulquie, lui, se contente d'affirmer que les fruits de son terroir sont les meilleurs de la Cerdagne et que l'air de sa forêt est le plus vivifiant des Pyrénées.

LÉO PALACIO.

EN FAMILLE

DEMAIN soir, ce sera terminé. Les deux cent trente-sept petits colons auront été conduits à la gare de La Roche-sur-Yon. Rangés les échasses et les bouées, finies les parties de « pichiti » à couteau lancé dans le sable vendéen. Les seize pavillons glissés sous les plus de Longeville, près de La Tranche-sur-Mer, ne retrouveront pas pour autant le silence désert : une autre « fournaise » de bambins débarrassera de Montblanc et prendra la relève.

Pour Rémy, le directeur de la colonie, la femme Joyane, ce sera la fin d'une étape sur les parcours des grandes vacances. Avec un pincement au cœur, comme chaque fois depuis douze ans qu'il a des coups ou des « colos ». Avec, aussi, un « ouf » gros comme ça. Hier, un anima-

teur pourtant expérimenté a failli se noyer. L'océan et sa houle vicieuse, les vagues dans les environs... tous les dangers que la nature oppose aux enfants fins et dans un même temps, les dangers des berges troglodytes seront enfin écartés.

1977 restera un bon millésime. En plus de cette frayeur à la plage, il y a bien eu des piéces, des bosses et quelques fractures. Mais l'équipe d'encadrement, menée par Joyane, était de qualité. Et cela, aux yeux de Rémy et de Joyane, c'est d'un grand prix.

Car pour ce couple d'instituteurs, « on n'est pas éducateur neuf mois par an pour passer de l'être les trois autres mois ». Pendant l'année, ils sont en cours préparatoire, et elle au cours moyen première année

dans la même école, près de Mulsheim. Ici, il est directeur, elle s'occupe du BOUM, le bureau d'organisation et d'utilisation du matériel. En clair, elle approvisionne les ateliers en peinture, ciseaux, cartons, colle, feutres, et renforce à l'occasion l'équipe des animateurs. Hervé, trois ans, l'aîné de leurs enfants, joue avec les petits colons. Le second, Yvan, quatre mois, est gardé par une jeune fille.

Pourquoi font-ils une colonie de vacances ? « La question ne s'est jamais posée », dit Joyane. Cela nous évite de nous retenir sur notre petite vie de famille.

Une vie de famille assez remuante, dit Rémy. Rémy est conseiller municipal ; il gère la coopérative scolaire, donne des

leçons de solfège et organise des tournées de ciné-clubs. Quant à Joyane, l'école de basket et le ski en hiver prennent soirées et mercredis.

Les vraies raisons sont ailleurs. Il faut rembourser la maison qu'ils ont fait construire « pour ne pas avoir de problèmes à la retraite ». 2200 francs par mois, c'est lourd, ils ne le cachent pas. Alléluia encore : « En classe, on essaie d'amener les élèves à déléguer, à se débarrasser de certaines activités. Ils choisissent chaque jour entre la lecture, la correspondance avec d'autres enfants... Ici, à la colonie, ils décident à quel atelier ils consacreront leur matinée. Nous leur donnons les moyens de prendre en charge leurs vacances. C'est cela qui nous intéresse : continuer ensemble le même tra-

vail, dans un cadre différent, et... lors de parents à concevoir et de programmes à respecter ». Après-demain, Rémy et Joyane ne regagneront pas aussitôt l'Alsace. Avec des amis dont trois sur quatre « travaillent » également à la colonie et sont enseignants, ils ont loué une maison, dans la région, pour une semaine, au bord de l'océan. « Ce sera une transition. Au début, ce sera capardeux ; on parlera de la colo. Puis on se reposera. La tension sera tombée, alors après les deux autres semaines, on regardera le monde : autour de la pédagogie, bien sûr ! On rentrera enfin pour aménager la maison et l'on aura eu une semaine de vacances. Pour retrouver en classe, retrouver nos élèves. Nous, on est heureux quand on voit des gosses heureux... »

CHARLES VIAL.

INSTANTANÉ

Le gagnant de Trith-Saint-Léger

M. HERVE BETREMIEUX, vingt-neuf ans, est heureux. Un rien décontracté. Pour la première fois, en six numéros, il vient de gagner au loto 340 000 F. Dans son costume trois pièces bleu marine, il prend la pose devant la télévision, debout, puis assis, accoudé à la table de la salle à manger recouverte d'une nappe en toile cirée. Un premier loto est suivi de beaucoup d'autres. La photographie de Bando, le journal du loto, s'affaire, tourne autour de la « vedette ».

C'est qu'en quelques heures M. Bétrémieux a rompu — miraculeusement — les chaînes du quotidien. Sa photo a paru dans les journaux régionaux, la Voix du Nord et Nord-Eclair ; dans quelques jours, elle paraîtra à la une de Bando. Alors, les habitants de Trith-Saint-Léger, le village de Valenciennes, et ses copains de travail le reconnaîtront exhibant, fier comme Artaban, l'avant-dernier numéro de cet hebdomadaire, qui se prévaudait d'une autre élite, Mme Germaine Bétrémieux, « gagnante grâce au loto ».

M. Bétrémieux, agent commercial, est venu rejoindre « le club de ceux qui ont la chance », de ceux à qui la chance sourit, de ceux qui sont nés sous une bonne étoile.

C'est tellement brutal, vous savez, on a du mal à réaliser. Quand j'ai entendu les résultats

à la radio, ça a été la joie (...). Maintenant, je vais attendre, laisser passer un peu de temps, après les vacances, l'y verrai plus clair.

Fils d'une famille de six enfants, adolescent long et mince, élevé sous le ciel du Nord, adulte se rendant tous les jours sur la zone industrielle de Valenciennes, il revient d'une visite chez un concessionnaire automobile. Il compte abandonner sa R12 pour une Ford Taurus. Il ne pensait pas prendre de vacances ; il a changé d'idée. Il est célibataire ; il devient un « beau-père ». Sa mère, attendrie, est contente.

Certes, 340 000 F, ce n'est pas la fortune. Les douze employés de la SAGEM de Saint-Etienne-du-Rouvray, avec un lot de 6 022 F, ont fait mieux la semaine dernière. Pourtant, cette somme est suffisante pour amener à se poser des questions : « Pour l'instant, je continue à travailler. Après, on verra. Je vais réfléchir. Je prendrai peut-être un petit commerce. » Certes, M. Bétrémieux, à vingt-neuf ans, ne peut pas dire — comme ce gagnant du loto dans un message publicitaire — « qu'il n'aurait jamais pu gagner autant pendant une vie de travail ». Non. Mais son « lot » représente tout de même dix ans de travail, à dix ans de zone industrielle.

LAURENT GRELSAMER.

Après l'école, la « colo »

LES ENVOÛTÉS

par Witold Gombrowicz

Kholawitski, qui a consenti bien malgré lui à l'installation de Soudain au chalet, n'ose plus quitter Soudain. Cependant, l'absence de sa fiancée lui pèse et il se rend à Polka. Sur le chemin, il découvre Maya en compagnie de Walchak, le moniteur de tennis de la jeune fille. Pén de jalousie, il n'est cependant pas intéressé. Il attend la soirée pour se joindre à la promenade qu'a organisée Maya pour un couple d'amis à elle qui passe la nuit à Polka.

La nuit douce et parfumée couvrait du même voile joies et peines, dissimulant le visage éternel des deux amoureux. Mais comme celui de Kholawitski, blême et tourmenté, ou le profil désespéré et encore enfantine de Maya, aussi bien que celui, incertain, de Walchak. Soudain, Zalowski s'exclama :

« Un écoureuil ! »

Le petit animal fila entre ses jambes et grimpait sur un pin. A mi-hauteur, il fit halte et, bloqué contre le tronc, jeta un coup d'œil par-dessus l'énorme pamphe brun de sa queue, puis reprit son ascension. Sa silhouette se découpait distinctement dans la lumière de la lune. Ils entourèrent l'arbre.

« Il ne peut fuir », remarqua Zalowski.

Effectivement, le pin que l'écureuil avait choisi pour se réfugier était trop éloigné des autres arbres pour qu'un saut fût possible. Kholawitski porta la main à son browning et jarma.

« Ne tirez pas ! » s'écria Mlle Denicka.

Mais le coup était déjà parti. L'écureuil bondit de branche en branche. Le secrétaire fit feu une deuxième fois. Quel soulagement de pouvoir passer sa rage sur quelque chose !

« Pourquoi voulez-vous le tuer ? » demanda sèchement l'étudiant. Maya se taisait.

« Jamais deux sans trois : encore un coup ! s'écria Kholawitski. Cette fois, je ne le manquerai pas. »

Mais, lorsqu'il l'eut manqué pour la troisième fois, furieux de ce nouvel échec, il leva de nouveau son

arme. Sa main tremblait, impatiente de tuer.

« Je vais l'attraper vivant ! » lança Walchak, et, avant que le coup ne fût parti, il était déjà sur l'arbre et l'écureuil avait disparu.

Le secrétaire ajusta son tir, mais Maya le saisit par la manche.

« Assez ! souffla-t-elle.

— Sois sans crainte », grommela-t-il. Cependant, Walchak se hissa de branche en branche. Il ne pouvait supporter de voir maltraiter les animaux et il n'était guère pour empêcher Kholawitski de tirer. Mais, puisqu'il avait dit qu'il capturerait l'écureuil, il devait s'acquiescer. Le frêle animal s'était réfugié sur les plus hautes branches.

Walchak gagnait en hauteur. Le tronc s'amincissait et oscillait dangereusement sous son poids.

« Vous ferez mieux de redescendre », lui cria Mlle Denicka. Mais il se hissa plus haut. Le tronc ploia et ses épaules se retrouvaient presque parallèles au sol. Soudain l'écureuil s'agita, s'efforça de grimper en quelques bonds désespérés, puis, se voyant acculé, se jeta dans le vide. Le garçon le rattrapa au vol, et au même instant le tronc cédait dans un grand craquement, accompagné des cris des spectateurs.

Par bonheur, il se rompit assez lentement et fut retenu dans sa chute par une branche basse. Walchak put la saisir sans lâcher l'écureuil et se laisser glisser à terre.

« Vous n'avez rien ? lui demanda Mlle Denicka.

— J'ai failli l'étrangler », répondit-il. L'écureuil tremblait dans ses mains. Maya, sous prétexte de caresser l'écureuil, s'était rapprochée de Walchak.

Sa bouche était déjà moins noire, sans avoir encore repris sa couleur première. D'ailleurs, on la distinguait mal dans la nuit. Elle toucha l'écureuil. Le petit animal se figea de peur dans les mains du garçon. Il semblait pétrifié.

« Pourrait-il tuer cet écoureuil ? se demanda-t-elle brusquement. Avec une bouche pareille... »

Walchak aurait voulu partir — libé-

rer l'écureuil et s'enfuir. Il se sentait irrésistiblement porté vers elle, vers ce gracieux visage nimbé d'une pâle lumière, ces cheveux d'encre, ces mains fines et dans un même temps, irrésistiblement porté à fuir. Que voulait-elle encore de lui ?

« Vous pourriez tuer cet écoureuil ? — Sans raison ? — Si je vous le demandais ? — Pourquoi ?

— J'ai parlé avec mon amie que si je vous le demandais vous le tueriez... » Elle le regarda droit dans les yeux et il entendit son rire agaçant, impatient, inassouvi, cruel — qui décrivait l'espace d'une seconde ses dents éclatantes.

« Alors ? » murmura-t-elle comme si tout était entendu, comme si celui qui était devant elle était un objet d'art, un objet de sol. Il rit comme elle, sans réfléchir, projeta de toutes ses forces le petit animal contre un arbre. L'écureuil poussa un cri aigu et s'envola doulousement sur lui-même.

Les autres accoururent. Maya se tenait immobile, haletante.

« Mais c'est de la barbarie ! lui cria Mlle Denicka. Que vous avait-il fait ? — Il m'avait mordu », fit vaguement Walchak.

Le regard de l'écureuil s'embruma. C'était la fin.

Tous le regardèrent. Seule Maya ne pouvait détacher les yeux de Walchak.

« La brute ! » fit brièvement Kholawitski en poussant le cadavre du pied.

Maya éclata en sanglots. Et, avant qu'on n'eût pu comprendre, elle s'était précipitée dans la forêt. Soudain, Walchak, qui était jusqu'alors resté immobile, bras ballants, bondit à sa suite et disparut dans les ténèbres.

Kholawitski s'élança derrière eux, mais il tétécha sur une racine et tomba. Il se redressa vivement et, sans perdre de temps, reprit sa course à grandes enjambées.

« Arrêtez ! Arrêtez ! » cria-t-il. Walchak rejoignit Maya après une assez longue poursuite. Il la saisit par les épaules et la poussa violemment contre un arbre. Puis il revint sur elle et la jeta à terre.

Elle se releva sur un genou et le regarda de ses yeux grands ouverts, et il la regarda à son tour comme s'il la voyait pour la première fois. Il lui redressa la tête.

« Vous êtes donc ainsi... » Elle était persuadée qu'il allait la tuer. Comme l'écureuil. Quelle allait faire l'expérience de sa cruauté. Les doigts de Walchak se resserrèrent sur son cou, ses pupilles se rétrécirent.

« Voilà donc ce que vous êtes ! » murmura-t-elle comme si elle n'en croyait plus ses yeux.

Il la frappa violemment. Maya se débattit, mais ne put se dégager. Elle le mordit. Alors, hors de lui, il la repoussa brutalement et ils roulaient à terre. Les coups commencent à pleuvoir. Ils se débattaient sur la mousse comme deux bêtes sauvages.

Chacun semblait vouloir détruire l'autre, le tuer, le supprimer, l'anéantir, et donner ainsi libre cours au féroce acharnement qu'ils s'étaient découverts l'un contre l'autre au jeu.

Assassins, ils l'étaient tous les deux ! Ils ne vivaient que pour assouvir leur implacable haine.

Il eut le premier peur — d'elle ou de lui-même, — et il s'enfuit.

Elle resta au sol, haletante et sans force. De sa lèvre tremblante le sang coulait sur ses doigts. Les os lui faisaient mal. Elle avait la tête vide. Avec cette unique pensée : « C'est cela ? »

« Ah ! voilà donc ce qu'il est, ce que j'ai mis, ce que c'est... C'est donc cela ? »

Kholawitski appelait au loin dans la forêt : « Maya ! Maya ! »

Elle se remit vivement sur ses pieds et, retenant de ses mains sa blouse déchirée, revint par des chemins détournés au manoir. Par bonheur, elle put regagner sa chambre sans être aperçue. Elle ne pleurait pas.

Elle était désespérée, humiliée, épuisée. Elle se regarda dans un miroir. Sa bouche en sang se détachait sur son visage pâle et marbré de meurtrissures livides. Elle avait un œil enflé et les genoux écorchés. Ses vêtements étaient en lambeaux.

Elle passa dans la salle de bains

et ouvrit le robinet. Elle était couverte de terre.

Elle retourna dans sa chambre, s'enferma à clef, éteignit la lumière, se mit au lit et resta longtemps allongée dans l'obscurité, les mains sous la tête, le regard fixe, incapable de coordonner ses pensées. Rien que des bribes sans suite. Et une horrible détresse, une écrasante tristesse, comme après une perte irréversible, celle d'une certaine délicatesse qui avait été tuée en elle, réduite à néant par une odieuse grossièreté, une fureur bestiale, une ignoble brutalité.

On essayait d'ouvrir la porte. Maya ne pouvait comprendre si elle avait dormi et que le bruit l'avait réveillée, ou si elle était seulement plongée dans une rêverie et avait perdu la notion du temps. L'arbre commença à poindre. Quelqu'un avait introduit la lame d'un couteau dans la fente de la porte et essayait de forcer la serrure. Elle eut aussitôt la certitude que c'était Walchak, mais elle ne fit pas un geste. Elle n'avait aucun droit de rien lui interdire, puisqu'elle était comme lui ! Semblable !

Comme dans un mauvais rêve, sans un battement de cil, tranquillement, elle vit la porte céder et le garçon se glisser dans la chambre, refermer doucement la porte derrière lui, écouter si personne ne s'était réveillé et dans le voisinage. Son profil attentif vigilant, se dessinait distinctement dans la pénombre.

Il s'approcha de l'armoire, prit la clef dans la serrure du haut et ouvrit le tiroir qui contenait l'argent.

Il n'accorda pas la moindre attention à Maya. Il n'aurait même pas un regard pour elle. Il savait manifestement, lui aussi, qu'il n'y avait rien à craindre de ce côté, car il se ressemblaient.

Il s'empara des billets et sortit, cependant que Maya, telle une complice, se levait, refermait le tiroir et ramassait même une coupure de 100 lotys qu'il avait laissé tomber à terre.

(A suivre.)

(C) Copyright Stock et Rita Gombrowicz. Traduction Albert Mailles et Hélène Włodarczyk.

صحة امانه الأصل

Le Monde

DE LA MÉDECINE

Près de 100 000 retraits de permis de conduire l'année dernière

Vers un profil médico-psychologique des conducteurs dangereux

Plusieurs milliers de Français qui sont partis au volant de leur automobile pour leurs vacances annuelles se retrouveront avant la fin de l'été, privés de leur permis.

Près de cent mille suspensions du permis de conduire ont été prononcées en 1976, dont, ce qui intéresse le médecin, un tiers après constatation d'une conduite en état d'ivresse ou d'imprégnation alcoolique.

Pour le seul mois de mai dernier, les services de police et de gendarmerie ont procédé à plus de 90 000 dépistages d'imprégnation alcoolique, dont 5 000 se sont révélés positifs.

Ceux qui conduisent sous l'empire de l'alcool représentent un véritable danger public et sont, à eux seuls, responsables

d'une part essentielle des accidents graves ou mortels de la route (1).

Toute tentative de prévention de cette cause majeure de souffrance, d'infirmités et de morts, dont les victimes sont en majorité des jeunes, doit nécessairement tenir compte de ce fait, et il semble qu'un effort plus rigoureux d'information, et surtout d'éducation, doive être entrepris, dès l'enfance, sur ce thème.

Aucune étude médicale d'ensemble n'avait jamais été conduite sur les individus qui sont les conducteurs auxquels le permis a été retiré.

Or l'article R 263-6 du code de la route prévoit — fort sagement — une visite médicale obligatoire avant la restitution du permis et à l'expiration de la peine prononcée.

MM. Viéville et Sapin-Jaloustre ont remédié à cette lacune, et ils viennent de publier (dans le « Concours médical » des 25 juin et 9 au 23 juillet) les conclusions que leur inspire l'étude de 1 300 dossiers médicaux de conducteurs parisiens ayant eu un retrait de permis. L'analyse du comportement infractionnel et accidentel auquel ils se sont livrés démontre, une fois de plus, l'influence majeure de l'alcoolisme au volant, contre lequel il importe de déclencher une lutte sans merci. Il suggère aussi la nécessité, pour la prévention des accidents de la route, de maîtriser des comportements systématiques, comportements dits « infractionnels », qu'une éducation bien conduite pourrait à tout le moins dépouiller du caractère mythologique et valorisant qui est le leur à l'heure actuelle.

De l'immaturité à la délinquance

Sur mille trois cents conducteurs parisiens privés de leur permis (et choisis au hasard de l'ordre alphabétique), les enquêteurs ont trouvé le nombre impressionnant de neuf cent cinquante-neuf alcooliques aigus (buveurs occasionnels), ou chroniques, dont un sur cinq n'avait pas été dépisté par l'alcooltest.

Contrairement à ce qui a pu être affirmé, les moins de vingt-quatre ans sont très minoritaires (un sur dix, dans cette population de délinquants de la route, où la tranche d'âge la plus riche en retrait de permis va de vingt-cinq à trente-quatre ans. Seulement 17 % des alcooliques aigus sanctionnés avaient une alcoolémie de moins de 1,20 gramme. Et près de 83 % dépassaient ce taux, dont le tiers se situait entre 2 grammes et 2,39 grammes.

Il n'est pas surprenant, dans de telles conditions, que la fréquence des accidents graves ait été trouvée directement proportionnelle aux taux d'alcoolémie. Les fautes de code sont, elles, et dans six cas sur dix, à l'origine du retrait de permis chez les individus non alcooliques.

Le comportement infractionnel

Plus de la moitié des alcooliques chroniques présentent des troubles divers à l'examen médical (hypertension artérielle, diminution de la vue, troubles mentaux, diabètes, déséquilibre neurotonique, etc.). Chez les « buveurs occasionnels », on trouve beaucoup moins d'anomalies de cet ordre (un sur vingt présente de l'hypertension, un sur dix une insuffisance visuelle, un sur quatre est un neurotonique). Ces « buveurs occasionnels » sont en majorité des jeunes (entre 18 et trente-cinq ans), alors que c'est à l'âge mûr (après trente-neuf ans) que se recrutent les alcooliques chroniques.

Ces derniers se sont vu infliger par les médecins contrôleurs des délais d'un an pour traitement et, pour les plus gravement intoxiqués, une décision de validation de permis de quelques mois seulement sous réserve de cure de désintoxication.

L'étude des circonstances du retrait confirme que les moins de vingt-cinq ans sont moins souvent « fauteurs d'accidents » que toutes les autres tranches d'âge.

L'étude des dossiers médicaux des conducteurs ayant eu un retrait de permis indique que 28 % seulement « ne présentent aucun trouble pathologique ». Un sur trois était un alcoolique chronique; un sur dix souffrait d'hypertension, 15 % présentaient un déséquilibre nerveux (terme dit neurotonique) et 8 % étaient atteints d'une maladie relevant de la cardiologie, de la neurologie, de la psychiatrie, de la diabétologie.

(1) Un décès sur deux chez les Européens âgés de quinze à quarante ans est dû à un accident. Cent mille Européens meurent chaque année sur les routes, et 2 millions et demi sont blessés.

POUR QUATRE VERRES DE VIN

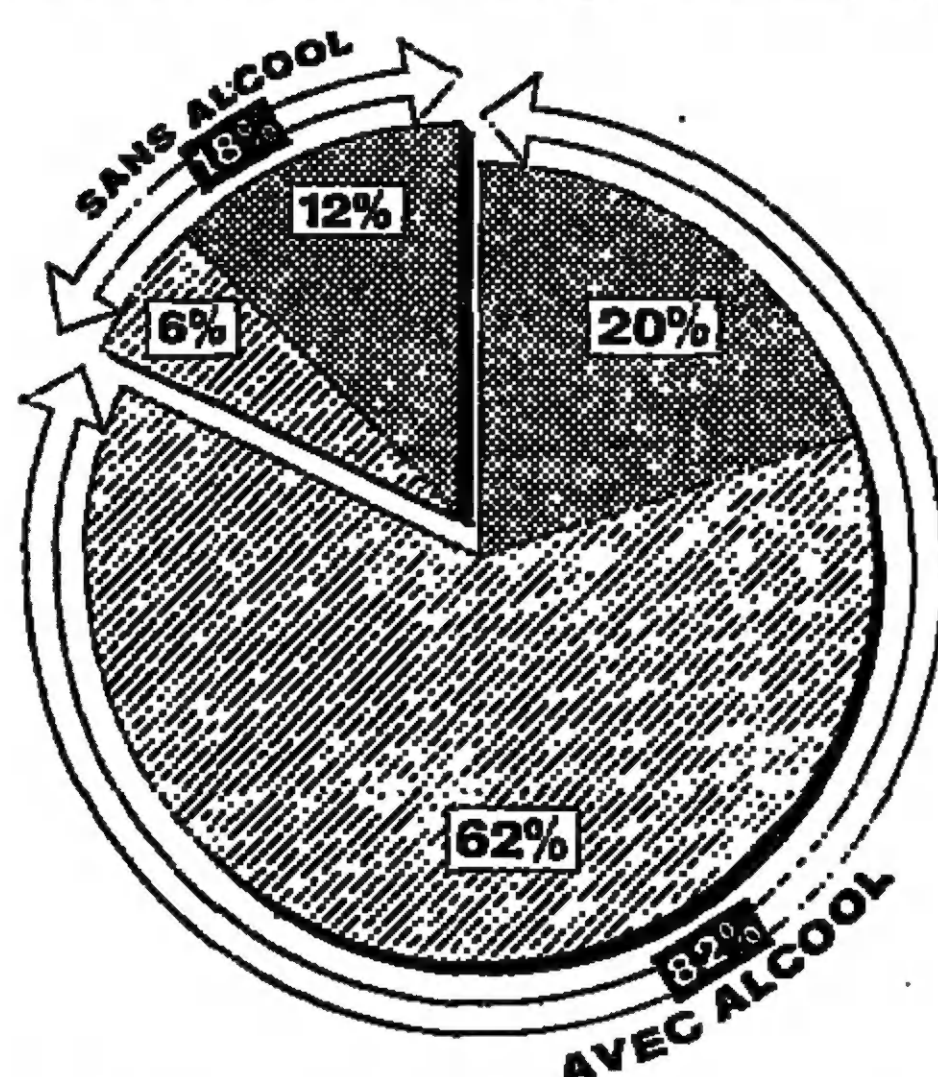
Selon la loi française, le conducteur qui présente de 0,80 à 1,20 g pour 1 000 d'alcool dans le sang est passible d'une peine d'emprisonnement de dix jours à un mois et d'une amende de 500 à 1 000 F. Au-delà de 1,20 g, la suspension du permis de conduire est prononcée. Les peines vont d'un mois à un an de prison, et les amendes de 500 à 5 000 F.

La législation est identique en Allemagne, au Danemark, en Espagne, en Suède, au Luxembourg et en Grande-Bretagne. Elle est plus sévère en Pologne, en Suède et en Norvège où les conducteurs sont sanctionnés à partir d'une alcoolémie de 0,30 g pour 1 000.

Rappelons qu'une alcoolémie de 0,50 g par litre est atteinte chez un homme de 70 kilos, lorsqu'il a absorbé quatre verres de vin (300 ml) à 11 degrés, ou quatre apéritifs (250 ml) à 16 degrés. Le tiers de trois verres de l'un de ces boissons pour que soit dépassée l'alcoolémie de 0,50 g par litre qui constitue une infraction pour les conducteurs dans plusieurs pays. Il existe en effet dès ce stade une diminution de l'attention, des troubles de la coordination et du comportement considérés comme incompatibles avec la conduite d'engins rapides.

Vitesse, alcool et refus du stop

Sur l'ensemble du réseau français, les causes les plus fréquentes d'accidents blessant ou tuant des personnes relèvent de ce que les mé-



decins nomment un « comportement infractionnel ».

Il s'agit, en effet, de la vitesse excessive (un cas sur quatre), du refus d'observer stop ou feu rouge (un cas sur cinq) et de la conduite sous l'empire de l'alcool.

Les motifs profonds de tels comportements relèvent vraisemblablement et à la fois d'une étude psychiatrique détaillée, qui n'a pu être

comportements à proprement parler délinquants, dont la population n'est pas suffisamment consciente, et qui tiennent à la fois à une absence d'information et à une absence d'éducation. Ainsi se trouvent lâchés sur les routes de véritables « immatures » de la conduite automobile, qui représentent pour tous les autres un danger mortel.

Dr ESCOFFIER-LAMBIOTTE.

LIVRES ET REVUES

■ L'INFLATION MÉDICALE - REFLEXIONS SUR L'EFFICACITÉ DE LA MÉDECINE, par Archibald Cochran, Ed. Gallie, Adaptation française d'A. Bonaguet et E. Guberman.

Le livre d'Archibald Cochran porte deux titres qui présentent mal le contenu de ce court mais remarquable volume, écrit par l'un des pères du Service national de santé britannique. La notion d'inflation n'y est en effet pratiquement pas développée. Par contre, l'économie du système de santé anglais, qui est, socialement parlant, le plus « avancé » du monde, y est analysée avec rigueur et honnêteté.

L'auteur insiste sur la difficulté d'établir une relation causale simple, dans le domaine des soins médicaux, et dénonce la tentation de l'empirisme. Il fait le point de la conduite de nombreux essais contrôlés dans les pays anglo-saxons, et recommande l'usage de cette méthode pour l'évaluation de tous les grands programmes de santé. Parmi les exemples qu'il développe, celui de l'infarctus du myocarde est l'un des plus troublants : les unités de soins intensifs n'y apparaissent pas plus efficaces que les soins à domicile; de même, l'ablation des amygdales ne réduit l'asthme, voire l'hyperémie, dans quatre cinquièmes des cas.

Le livre est écrit dans un style très simple, où la puissance personnelle de l'auteur, qui fut

médecin des Brigades internationales en Espagne, permet d'attribuer le caractère trop simplificateur de l'évaluation quantitative des actions de santé.

■ LA SANTÉ EN VACANCES, par le docteur Jean de Kearney, Editions Solat, 54 p., 12 F.

Quels vaccins sont nécessaires pour partir vers les pays chauds? Comment s'exposer au soleil? Quels sont les dangers de l'eau?

A ces questions, le docteur Jean de Kearney répond de façon précise et accessible permettant de faire de cette période de l'année tant attendue un moment réellement privilégié.

■ MÉDECINE LIBÉRALE OU NATIONALISÉE? par G.-P. Cabanel, doyen de la faculté de Grenoble et député (P.R.) de l'Isère. Editions Dunod, collection « Dossiers », 237 p., 45 F.

G.-P. Cabanel montre dans ce livre qu'il connaît bien les différents systèmes de santé des grands pays industrialisés et rassure ses lecteurs en démontrant que les problèmes de la France ne sont pas isolés. L'ouvrage est intéressant à titre de référence, mais il est de lecture difficile, dans la mesure où il propose un tissu dense, et parfois hétérogène, d'idées de réforme pour le système de santé français, dans lequel certains ont voulu reconnaître le programme « santé » du parti républicain.

■ PROSPECTIVES ET SANTÉ, Revue trimestrielle, 3, rue Clément-Marot, 75008 Paris, 20 F. Abonnement : 60 F.

Des prévisions inédites de Jacques Monod à propos du « Hasard et la Nécessité », des articles sur « l'horizon 90 du médicament », par Joël de Rosnay; sur la psychiatrie, par Henri Laborit, sur l'atomistique du futur par Abraham Moles, ou sur l'influence de la fameuse sur le développement de l'esprit, par Elie Shtern, tels sont certains des thèmes de méditation qu'offre à ses lecteurs la nouvelle revue que dirige M. Alain Bouloche. Son objectif est d'élargir la science et la médecine à l'ensemble des connaissances humaines, et cela dans le cadre d'une réflexion communautaire.

Objectif pleinement atteint, si l'on en juge par l'extraordinaire qualité des textes offerts et par la clarté très remarquable qui leur permet d'être accessibles à tous.

Les prochains numéros seront consacrés à « éthique et responsabilité » devant les sciences de la vie et à faire des textes notamment, de Jean Bernard, Jean Hamburger et André Lichnerowicz, et à la recherche génétique et au comportement animal (par les prix Nobel Lederberg et E. Lorenz), au vieillissement, à la définition biologique du moi (J. Dausset), ou à l'écologie.

L'ÉCONOMIE DE LA SANTÉ

En 1976, chaque Français a dépensé en moyenne 2 200 F en soins médicaux

DES récents débats télévisés sur la médecine, le public aura sans doute retenu l'impression que les excès dénoncés, ou réduits, étaient du domaine de la subjectivité ou de la passion, et qu'au fond les médecins répugnaient à se servir de chiffres pour justifier leur activité. La timidité des médecins à parler de leur métier en termes quantitatifs est d'autant plus déconcertante que la France est l'un des pays au monde où l'on connaît le mieux l'impact économique et social des professions de santé, grâce aux nombreux organismes qui dépendent de la Sécurité sociale, du commissariat au Plan, du C.N.R.S., et aussi grâce à des centres d'études privées comme le Centre de démographie et de sociologie médicale.

La division médicale du CREDOC a acquis pour sa part une réputation internationale par la rigueur de ses recherches sur la consommation médicale, et sur l'activité des professions de santé. Plusieurs documents (1) intéressants ont été récemment publiés par cet organisme :

Le revenu des médecins

Le document consacré aux médecins (activité et chiffre d'affaires des médecins conventionnés entre 1962 et 1975) montre que les généralistes ont augmenté leur activité (en nombre d'actes) de près de 5 % au cours de l'année 1975, après une période antérieure de douze ans de relative stabilité. Cette brusque accélération a permis aux professions médicales, en général, de rattraper un rythme de croissance de leur pouvoir d'achat voisin de celui de l'ensemble de la population.

D'après ce rapport, le revenu moyen des médecins généralistes libéraux est supérieur de 50 % à celui des médecins salariés et des cadres supérieurs de niveau universitaire voisin, et de 100 % supérieur à celui des ingénieurs. Le revenu annuel moyen brut par médecin (fractions professionnelles déduites) s'est élevé en 1975 à environ 150 000 F pour les généralistes, et aux alentours de 350 000 pour les spécialistes.

Le même rapport livre une comparaison avec la situation des médecins américains qui semblent, « par une meilleure organisation de leur temps, parvenir à une production d'actes plus élevée que leurs confrères français ».

La consommation médicale en 1976

EN 1976, la consommation des soins médicaux a représenté une dépense moyenne de 2 200 francs par personne, soit près de 18 % de plus qu'en 1975. Dans cette augmentation intervient surtout un accroissement notable des prix (10 % pour les services médicaux, 30 % pour les hôpitaux publics, 25 % pour les hôpitaux privés), alors que le volume des consommations reste à peu près stable, sauf pour les examens techniques (analyses, radiographies), dont la prescription augmente d'au moins 20 % par an. Enfin, le taux de couverture par la Sécurité sociale est en hausse régulière, grâce à un allongement de la liste des maladies totalement exonérées du « ticket modérateur » (part des frais d'hospitalisation restant à la charge des assurés).

L'hôpital et les régions

Un autre rapport décrit la structure régionale de l'hospitalisation, d'après une enquête par sondage réalisée en 1973 par la Sécurité sociale. Le nombre moyen de journées d'hospitalisation par personne et par an est de 1,74 en hôpital général (dont 60 % en hôpital public) et de 1,6 en établissement spécialisé (sanatorium, établissement psychiatrique ou de réadaptation). Le rapport montre que d'importantes variations régionales existent en matière de consommation d'heures d'hospitalisation : l'Est de la France, par exemple, consomme en volume nettement plus de soins hospitaliers que l'Ouest.

En matière de prix, les dépenses en personnel constituent de 60 à 70 % des dépenses totales, et expliquent la plus grande partie des écarts interrégionaux.

Les dépenses ont doublé de 1970 à 1975

LES dépenses de soins médicaux ont plus que doublé entre 1970 et 1975, passant en cinq ans de 44,4 milliards de francs à 96,7 milliards de francs. La dépense des soins par personne était de 876 francs en 1970 et atteignait 1 836 francs en 1975. Durant cette période, la part de la consommation médicale dans le produit national brut est passée de 5,5 % à 6,7 % : cette évolution de la demande de soins fait l'objet d'une étude parue dans la revue de l'INSEE Économie et Statistique (juin 1977) et dont les auteurs, Mme Simone Sandier et M. François Tonnelle, ont utilisé notamment les travaux du CREDOC.

Les auteurs soulignent la part croissante des dépenses d'hospitalisation dans l'ensemble des dépenses de soins : ce poste représente, en effet, 45,2 % des dépenses de santé en 1975, contre 40,1 % en 1970. La part des services fournis par les médecins ou les chirurgiens-dentistes s'accroît moins rapidement que la consommation de produits pharmaceutiques ou de soins d'aide.

L'horizon 80 : hausse de l'hospitalisation, baisse de la pharmacie

LA revue Connaissance (n° 1, 1977) publie par ailleurs des projections de la production et de la consommation de soins médicaux au cours du VII^e Plan (1975-1980). Dans l'hypothèse d'un accroissement moyen annuel de 8,5 % des prix, la valeur de la consommation des soins médicaux devrait s'accroître de 15 à 18 % par an. Ainsi, en 1980, les dépenses de soins devraient représenter de 6 à 7,5 % du produit national brut, et entre 11 et 13 % de la consommation des ménages. D'après le CREDOC, un tel accroissement devrait intéresser surtout la part de l'hospitalisation (de 43 % de la consommation médicale en 1974 à 48 % en 1980), au détriment de la pharmacie (de 25,4 % en 1974 à 19 % en 1980).

(1) Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie (CREDOC), 142, rue du Chevaleret, 75014 Paris.

RADIO-TÉLÉVISION

VU

Le sublime amour de Ludwig

Quelle était la nature exacte de l'amitié qui unissait Louis II de Bavière et Wagner ? Bernard Gavoty proposait, lundi soir sur TF1, ce « Grand mystère de la musique ». La caméra se promène dans des bois traversés de lumière qui posent pour des cartes postales, suit les contours déliés des fameux palais baroques qui, sur le petit écran, semblent construits par un lacet Chaval millionnaire en marks, s'attarde sur les tableaux, sur les statues allégoriques, sur les cygnes couronnés. Sur fond wagnérien, la voix de François Marthourat dit les lettres folles du roi, les réponses à peine plus sobres du compositeur.

En intermède, un écrivain, un médecin et Bernard Gavoty évoquent cette passion sur un ton compassé, qui contraste tristement avec les prières brûlantes adressées au créateur, au bien-aimé, au « sublime amour ». Louis II paraît à Wagner comme Thérèse d'Avila à Dieu. Il était homosexuel et ne s'acceptait pas. On nous dit qu'il en souffrait profondément, il souffrait en tout cas l'enfer aride de la solitude, il l'a écrit. Son amour jaloux, exclusif, l'entraînait aux plus hautes sommets de l'extase. « Un écrivain, un mégalomane persécuté », commente calmement le médecin. Son pouvoir lui a permis de réaliser ses rêves, mais ses désirs ?...

On nous montre des photos : Ludwig, enfant grave aux yeux sombres, adolescent frêle aux lèvres ourties, jeune souverain guindé tout ombre de tristesse. L'âge vient, le visage s'empâte,

s'amoitit, l'image se dégrade, le regard surtout, halluciné, transparent. Le regard « ailleurs » des schizophrènes. On nous parle de sa « maladie » en même temps que de l'homosexualité réprimée. De quelle manière la répression s'est-elle accoutumée au déséquilibre ? On n'en parle pas.

Peu importe au fond, et peu importe de savoir si Wagner, oui ou non... Le roi délirant lui a permis de se réaliser, un roi qui désalt : « La seule réalité, c'est le rêve. »

Alors, la violence baroque, l'ironie sophistiquée du film de Syberberg, Requiem pour un roi vierge, les toiles peintes sur une vieille scène poussiéreuse où un nain déguisé en Ludwig-Hüter pleure en écoutant des accords de Beethoven, tout cela s'accorde avec la fantasmagorie et le drame d'un homme mortellement fasciné par les Bourbons et le pouvoir absolu, que les images de cygnes en contre-jour sur un lac, qui reflète et déforme le paysage, intelligées par l'émotion. Un tel homme ne méritait pas tant de mépris. Heureusement, il y avait les lettres. — C. G.

Antenne 2 diffuse actuellement chaque après-midi, à 15 heures, à raison d'une heure par jour, sauf les lundis, samedi et dimanche, la série anglaise produite par Jeremy Isaacs et Jérôme Kuhl, « Le Monde en guerre ».

M. Alain Grange-Cabanne, directeur du cabinet de M. Marcel Juhan, avait averti voici quinze jours la presse qu'il s'agissait d'une « vision de la guerre qui n'est pas évidente pour les Français, qui n'est pas celle dans laquelle ils ont été élevés » (le Monde du 28 juillet).

Une aversure qui a touché lundi pour le troisième épisode consacré à « La chute de la France » toute sa saveur.

Certes, les Français n'ont plus grand-chose à apprendre sur les raisons qui les ont emmenés à

subir quatre ans d'occupation. La loi manquait, la ligne Maginot était une défense incomplète et illusoire, le haut commandement semblait plus préoccupé des guerres du passé que de celles qui annonçaient les formidables préparatifs d'en face. De là à expliquer que l'insouciance traditionnelle des Français, l'indisciplinisme de leurs troupes et l'irrigation furent des éléments déterminants de la défaite, c'est faire injure à ceux qui moururent alors et à ceux — à peine mentionnés — qui relèveront le défi à l'heure de la démission et des trahisons.

Les prochains chapitres de ce panorama de la dernière guerre mondiale, qui se veut une nouvelle façon d'écrire l'Histoire, nous éclaireront peut-être sur les intentions des auteurs. — C. L.

Les prochains chapitres de ce panorama de la dernière guerre mondiale, qui se veut une nouvelle façon d'écrire l'Histoire, nous éclaireront peut-être sur les intentions des auteurs. — C. L.

Les prochains chapitres de ce panorama de la dernière guerre mondiale, qui se veut une nouvelle façon d'écrire l'Histoire, nous éclaireront peut-être sur les intentions des auteurs. — C. L.

Antenne 2 diffuse actuellement chaque après-midi, à 15 heures, à raison d'une heure par jour, sauf les lundis, samedi et dimanche, la série anglaise produite par Jeremy Isaacs et Jérôme Kuhl, « Le Monde en guerre ».

M. Alain Grange-Cabanne, directeur du cabinet de M. Marcel Juhan, avait averti voici quinze jours la presse qu'il s'agissait d'une « vision de la guerre qui n'est pas évidente pour les Français, qui n'est pas celle dans laquelle ils ont été élevés » (le Monde du 28 juillet).

Une aversure qui a touché lundi pour le troisième épisode consacré à « La chute de la France » toute sa saveur.

Certes, les Français n'ont plus grand-chose à apprendre sur les raisons qui les ont emmenés à

subir quatre ans d'occupation. La loi manquait, la ligne Maginot était une défense incomplète et illusoire, le haut commandement semblait plus préoccupé des guerres du passé que de celles qui annonçaient les formidables préparatifs d'en face. De là à expliquer que l'insouciance traditionnelle des Français, l'indisciplinisme de leurs troupes et l'irrigation furent des éléments déterminants de la défaite, c'est faire injure à ceux qui moururent alors et à ceux — à peine mentionnés — qui relèveront le défi à l'heure de la démission et des trahisons.

Les prochains chapitres de ce panorama de la dernière guerre mondiale, qui se veut une nouvelle façon d'écrire l'Histoire, nous éclaireront peut-être sur les intentions des auteurs. — C. L.

Les prochains chapitres de ce panorama de la dernière guerre mondiale, qui se veut une nouvelle façon d'écrire l'Histoire, nous éclaireront peut-être sur les intentions des auteurs. — C. L.

Les prochains chapitres de ce panorama de la dernière guerre mondiale, qui se veut une nouvelle façon d'écrire l'Histoire, nous éclaireront peut-être sur les intentions des auteurs. — C. L.

Deux points de vue sur l'intervention des militants communistes à TF1

Du courrier que nous a valu l'intervention de militants communistes de l'Antenne 2 dans les studios de TF1 (le Monde du 23 juillet), nous extrayons ici deux lettres que nous ont adressées un psychanalyste, M. Daniel Sibony, et un sociologue, M. Christian Hermelin.

L'action du P.C. pour faire passer son communiqué de Concorde donne à penser à l'analyse (en vacances). C'est une gaffe si énorme, du point de vue même de ses auteurs, puisqu'elle fait contre eux la concordance générale, qu'il faut bien essayer de l'expliquer. D'en situer au moins le ressort. Voilà des gens « sérieux » qui ont fait de la pondération et de la dignité une profession de foi. C'est sans doute pour autant que la sincérité se réfère à cet étrange état où l'on se sent convaincu. (...) Donc, voilà des gens d'ordre. (...) Comment ont-ils pu commettre une « effraction » qui n'importe qu'il aille pointer le désordre, et qui, selon leurs propres critères, très stricts en général, s'effondre devant tout « examen responsable » ?

Mais voilà que les choses se corsent : tout le monde se retrouve uni, dans l'ordre, contre le fauteur de trouble — nous — d'ordre. Finalement, l'unité est obtenue, avec lui en moins : héros zélé de l'unité, il ne peut que la promouvoir sans en jouir. (...) Et si c'était un jeu salutaire où s'avouerait une peur d'avoir le pouvoir ?

DANIEL SIBONY, psychanalyste.

Voici quelques années, Maurice Clavel avait cassé le jout télévisé en sortant avec élan d'une émission dont il était l'invité, sous prétexte de censure. Cela fit couler beaucoup d'encre. Aujourd'hui, une délégation du P.C. communiste casse le jout télévisé en sortant avec élan d'une émission dont il est le chef de file, en entrant avec élan dans une émission qui ne l'avait pas invité, sous prétexte de censure.

Et l'encre coule à nouveau d'abondance, chacun tentant l'occasion de se laver du péché d'avoir attenté à la liberté d'information. Toute action sur les médias est une action sur l'opinion publique.

CHRISTIAN HERMELIN, chargé de cours à la faculté de droit et sciences politiques de Dijon.

Voici quelques années, Maurice Clavel avait cassé le jout télévisé en sortant avec élan d'une émission dont il était l'invité, sous prétexte de censure. Cela fit couler beaucoup d'encre. Aujourd'hui, une délégation du P.C. communiste casse le jout télévisé en sortant avec élan d'une émission dont il est le chef de file, en entrant avec élan dans une émission qui ne l'avait pas invité, sous prétexte de censure.

Et l'encre coule à nouveau d'abondance, chacun tentant l'occasion de se laver du péché d'avoir attenté à la liberté d'information. Toute action sur les médias est une action sur l'opinion publique.

CHRISTIAN HERMELIN, chargé de cours à la faculté de droit et sciences politiques de Dijon.

Voici quelques années, Maurice Clavel avait cassé le jout télévisé en sortant avec élan d'une émission dont il était l'invité, sous prétexte de censure. Cela fit couler beaucoup d'encre. Aujourd'hui, une délégation du P.C. communiste casse le jout télévisé en sortant avec élan d'une émission dont il est le chef de file, en entrant avec élan dans une émission qui ne l'avait pas invité, sous prétexte de censure.

Et l'encre coule à nouveau d'abondance, chacun tentant l'occasion de se laver du péché d'avoir attenté à la liberté d'information. Toute action sur les médias est une action sur l'opinion publique.

CHRISTIAN HERMELIN, chargé de cours à la faculté de droit et sciences politiques de Dijon.

Voici quelques années, Maurice Clavel avait cassé le jout télévisé en sortant avec élan d'une émission dont il était l'invité, sous prétexte de censure. Cela fit couler beaucoup d'encre. Aujourd'hui, une délégation du P.C. communiste casse le jout télévisé en sortant avec élan d'une émission dont il est le chef de file, en entrant avec élan dans une émission qui ne l'avait pas invité, sous prétexte de censure.

Et l'encre coule à nouveau d'abondance, chacun tentant l'occasion de se laver du péché d'avoir attenté à la liberté d'information. Toute action sur les médias est une action sur l'opinion publique.

CHRISTIAN HERMELIN, chargé de cours à la faculté de droit et sciences politiques de Dijon.

Voici quelques années, Maurice Clavel avait cassé le jout télévisé en sortant avec élan d'une émission dont il était l'invité, sous prétexte de censure. Cela fit couler beaucoup d'encre. Aujourd'hui, une délégation du P.C. communiste casse le jout télévisé en sortant avec élan d'une émission dont il est le chef de file, en entrant avec élan dans une émission qui ne l'avait pas invité, sous prétexte de censure.

Et l'encre coule à nouveau d'abondance, chacun tentant l'occasion de se laver du péché d'avoir attenté à la liberté d'information. Toute action sur les médias est une action sur l'opinion publique.

CHRISTIAN HERMELIN, chargé de cours à la faculté de droit et sciences politiques de Dijon.

Voici quelques années, Maurice Clavel avait cassé le jout télévisé en sortant avec élan d'une émission dont il était l'invité, sous prétexte de censure. Cela fit couler beaucoup d'encre. Aujourd'hui, une délégation du P.C. communiste casse le jout télévisé en sortant avec élan d'une émission dont il est le chef de file, en entrant avec élan dans une émission qui ne l'avait pas invité, sous prétexte de censure.

Et l'encre coule à nouveau d'abondance, chacun tentant l'occasion de se laver du péché d'avoir attenté à la liberté d'information. Toute action sur les médias est une action sur l'opinion publique.

CHRISTIAN HERMELIN, chargé de cours à la faculté de droit et sciences politiques de Dijon.

Voici quelques années, Maurice Clavel avait cassé le jout télévisé en sortant avec élan d'une émission dont il était l'invité, sous prétexte de censure. Cela fit couler beaucoup d'encre. Aujourd'hui, une délégation du P.C. communiste casse le jout télévisé en sortant avec élan d'une émission dont il est le chef de file, en entrant avec élan dans une émission qui ne l'avait pas invité, sous prétexte de censure.

Et l'encre coule à nouveau d'abondance, chacun tentant l'occasion de se laver du péché d'avoir attenté à la liberté d'information. Toute action sur les médias est une action sur l'opinion publique.

CHRISTIAN HERMELIN, chargé de cours à la faculté de droit et sciences politiques de Dijon.

Voici quelques années, Maurice Clavel avait cassé le jout télévisé en sortant avec élan d'une émission dont il était l'invité, sous prétexte de censure. Cela fit couler beaucoup d'encre. Aujourd'hui, une délégation du P.C. communiste casse le jout télévisé en sortant avec élan d'une émission dont il est le chef de file, en entrant avec élan dans une émission qui ne l'avait pas invité, sous prétexte de censure.

Et l'encre coule à nouveau d'abondance, chacun tentant l'occasion de se laver du péché d'avoir attenté à la liberté d'information. Toute action sur les médias est une action sur l'opinion publique.

CHRISTIAN HERMELIN, chargé de cours à la faculté de droit et sciences politiques de Dijon.

Voici quelques années, Maurice Clavel avait cassé le jout télévisé en sortant avec élan d'une émission dont il était l'invité, sous prétexte de censure. Cela fit couler beaucoup d'encre. Aujourd'hui, une délégation du P.C. communiste casse le jout télévisé en sortant avec élan d'une émission dont il est le chef de file, en entrant avec élan dans une émission qui ne l'avait pas invité, sous prétexte de censure.

Et l'encre coule à nouveau d'abondance, chacun tentant l'occasion de se laver du péché d'avoir attenté à la liberté d'information. Toute action sur les médias est une action sur l'opinion publique.

CHRISTIAN HERMELIN, chargé de cours à la faculté de droit et sciences politiques de Dijon.

Voici quelques années, Maurice Clavel avait cassé le jout télévisé en sortant avec élan d'une émission dont il était l'invité, sous prétexte de censure. Cela fit couler beaucoup d'encre. Aujourd'hui, une délégation du P.C. communiste casse le jout télévisé en sortant avec élan d'une émission dont il est le chef de file, en entrant avec élan dans une émission qui ne l'avait pas invité, sous prétexte de censure.

Et l'encre coule à nouveau d'abondance, chacun tentant l'occasion de se laver du péché d'avoir attenté à la liberté d'information. Toute action sur les médias est une action sur l'opinion publique.

CHRISTIAN HERMELIN, chargé de cours à la faculté de droit et sciences politiques de Dijon.

Voici quelques années, Maurice Clavel avait cassé le jout télévisé en sortant avec élan d'une émission dont il était l'invité, sous prétexte de censure. Cela fit couler beaucoup d'encre. Aujourd'hui, une délégation du P.C. communiste casse le jout télévisé en sortant avec élan d'une émission dont il est le chef de file, en entrant avec élan dans une émission qui ne l'avait pas invité, sous prétexte de censure.

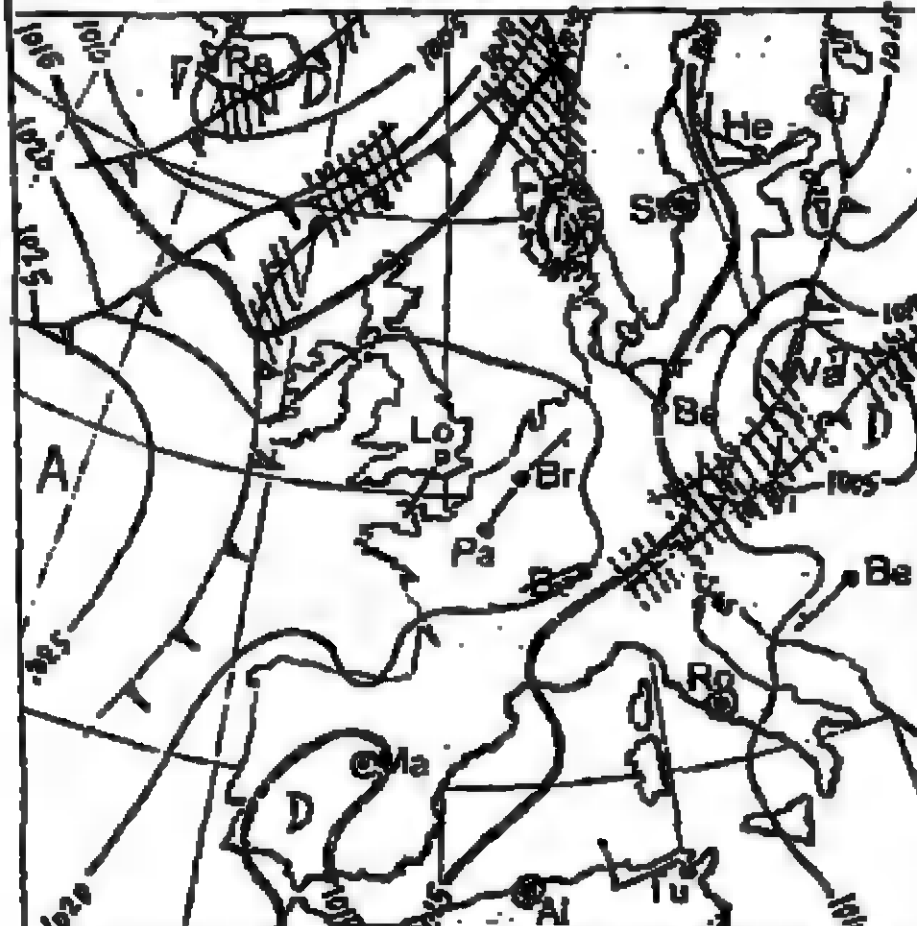
Et l'encre coule à nouveau d'abondance, chacun tentant l'occasion de se laver du péché d'avoir attenté à la liberté d'information. Toute action sur les médias est une action sur l'opinion publique.

CHRISTIAN HERMELIN, chargé de cours à la faculté de droit et sciences politiques de Dijon.

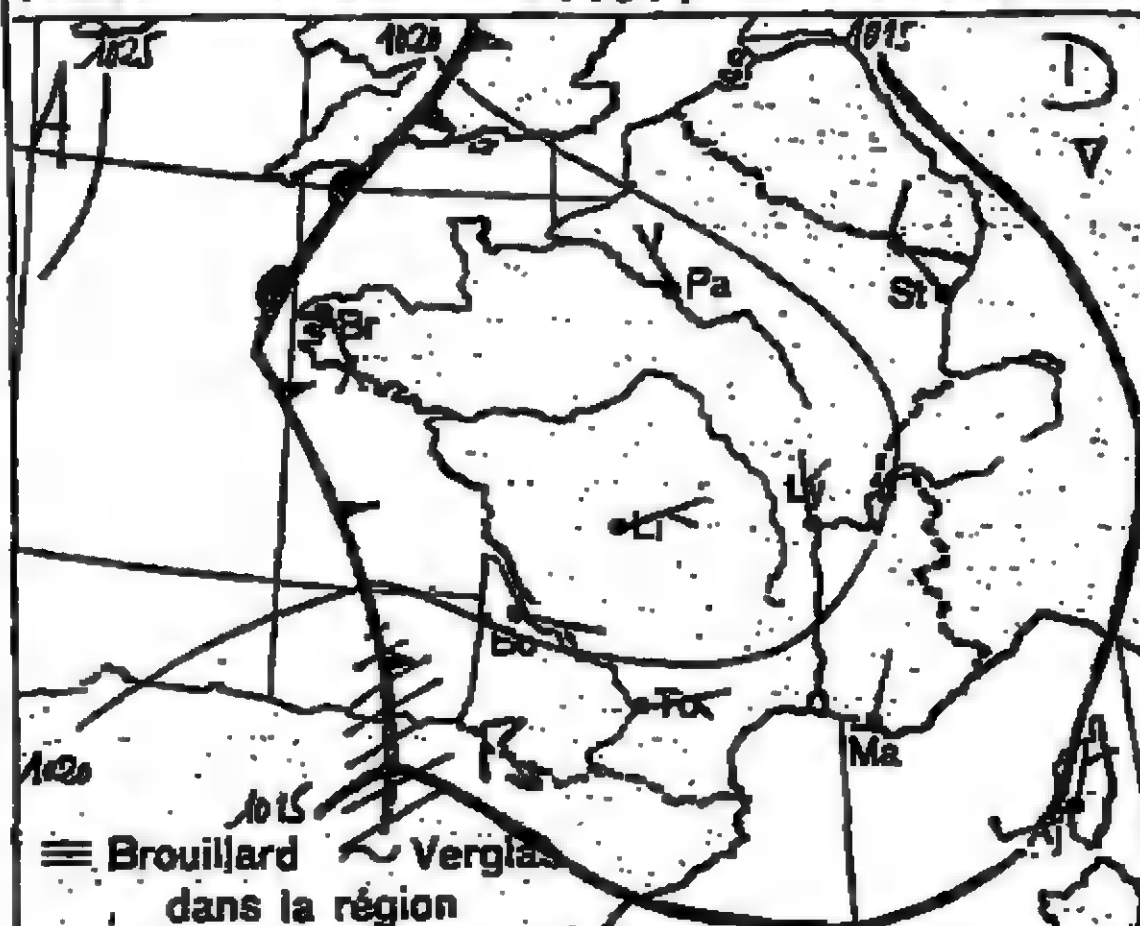
AUJOURD'HUI

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 02 AOUT 77 A 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 3.7.77 DÉBUT DE MATINÉE



Lignes d'égale hauteur de baromètre cotées en millibars (le mb vaut environ 1/4 de mm)

Zone de pluie ou neige : averse, orage, sens de la marche des fronts

Front chaud, Front froid, Front occlus

Evolution probable du temps en France entre le mardi 2 août à 0 heure et le mercredi 3 août à 24 heures.

Des perturbations évolueront près des limites sud-ouest et nord-ouest de la France, mais ce mardi, surtout le matin, il se fera de même en Normandie.

Dans le Sud-Ouest le temps deviendra lourd l'après-midi et des orages éclateront sur les Pyrénées. Mercredi 2 août, à 8 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris-Le Bourget, de 1022 millibars, soit 765,2 millimètres de mercure. Températures (le premier chiffre indique le minimum, le second le maximum) de la journée du 1^{er} août :

pour la saison, 84 Bretagne, pour 11^e à 21^e ; 85 à 22^e ; 86 à 23^e ; 87 à 24^e ; 88 à 25^e ; 89 à 26^e ; 90 à 27^e ; 91 à 28^e ; 92 à 29^e ; 93 à 30^e ; 94 à 31^e ; 95 à 32^e ; 96 à 33^e ; 97 à 34^e ; 98 à 35^e ; 99 à 36^e ; 100 à 37^e ; 101 à 38^e ; 102 à 39^e ; 103 à 40^e ; 104 à 41^e ; 105 à 42^e ; 106 à 43^e ; 107 à 44^e ; 108 à 45^e ; 109 à 46^e ; 110 à 47^e ; 111 à 48^e ; 112 à 49^e ; 113 à 50^e ; 114 à 51^e ; 115 à 52^e ; 116 à 53^e ; 117 à 54^e ; 118 à 55^e ; 119 à 56^e ; 120 à 57^e ; 121 à 58^e ; 122 à 59^e ; 123 à 60^e ; 124 à 61^e ; 125 à 62^e ; 126 à 63^e ; 127 à 64^e ; 128 à 65^e ; 129 à 66^e ; 130 à 67^e ; 131 à 68^e ; 132 à 69^e ; 133 à 70^e ; 134 à 71^e ; 135 à 72^e ; 136 à 73^e ; 137 à 74^e ; 138 à 75^e ; 139 à 76^e ; 140 à 77^e ; 141 à 78^e ; 142 à 79^e ; 143 à 80^e ; 144 à 81^e ; 145 à 82^e ; 146 à 83^e ; 147 à 84^e ; 148 à 85^e ; 149 à 86^e ; 150 à 87^e ; 151 à 88^e ; 152 à 89^e ; 153 à 90^e ; 154 à 91^e ; 155 à 92^e ; 156 à 93^e ; 157 à 94^e ; 158 à 95^e ; 159 à 96^e ; 160 à 97^e ; 161 à 98^e ; 162 à 99^e ; 163 à 100^e ; 164 à 101^e ; 165 à 102^e ; 166 à 103^e ; 167 à 104^e ; 168 à 105^e ; 169 à 106^e ; 170 à 107^e ; 171 à 108^e ; 172 à 109^e ; 173 à 110^e ; 174 à 111^e ; 175 à 112^e ; 176 à 113^e ; 177 à 114^e ; 178 à 115^e ; 179 à 116^e ; 180 à 117^e ; 181 à 118^e ; 182 à 119^e ; 183 à 120^e ; 184 à 121^e ; 185 à 122^e ; 186 à 123^e ; 187 à 124^e ; 188 à 125^e ; 189 à 126^e ; 190 à 127^e ; 191 à 128^e ; 192 à 129^e ; 193 à 130^e ; 194 à 131^e ; 195 à 132^e ; 196 à 133^e ; 197 à 134^e ; 198 à 135^e ; 199 à 136^e ; 200 à 137^e ; 201 à 138^e ; 202 à 139^e ; 203 à 140^e ; 204 à 141^e ; 205 à 142^e ; 206 à 143^e ; 207 à 144^e ; 208 à 145^e ; 209 à 146^e ; 210 à 147^e ; 211 à 148^e ; 212 à 149^e ; 213 à 150^e ; 214 à 151^e ; 215 à 152^e ; 216 à 153^e ; 217 à 154^e ; 218 à 155^e ; 219 à 156^e ; 220 à 157^e ; 221 à 158^e ; 222 à 159^e ; 223 à 160^e ; 224 à 161^e ; 225 à 162^e ; 226 à 163^e ; 227 à 164^e ; 228 à 165^e ; 229 à 166^e ; 230 à 167^e ; 231 à 168^e ; 232 à 169^e ; 233 à 170^e ; 234 à 171^e ; 235 à 172^e ; 236 à 173^e ; 237 à 174^e ; 238 à 175^e ; 239 à 176^e ; 240 à 177^e ; 241 à 178^e ; 242 à 179^e ; 243 à 180^e ; 244 à 181^e ; 245 à 182^e ; 246 à 183^e ; 247 à 184^e ; 248 à 185^e ; 249 à 186^e ; 250 à 187^e ; 251 à 188^e ; 252 à 189^e ; 253 à 190^e ; 254 à 191^e ; 255 à 192^e ; 256 à 193^e ; 257 à 194^e ; 258 à 195^e ; 259 à 196^e ; 260 à 197^e ; 261 à 198^e ; 262 à 199^e ; 263 à 200^e ; 264 à 201^e ; 265 à 202^e ; 266 à 203^e ; 267 à 204^e ; 268 à 205^e ; 269 à 206^e ; 270 à 207^e ; 271 à 208^e ; 272 à 209^e ; 273 à 210^e ; 274 à 211^e ; 275 à 212^e ; 276 à 213^e ; 277 à 214^e ; 278 à 215^e ; 279 à 216^e ; 280 à 217^e ; 281 à 218^e ; 282 à 219^e ; 283 à 220^e ; 284 à 221^e ; 285 à 222^e ; 286 à 223^e ; 287 à 224^e ; 288 à 225^e ; 289 à 226^e ; 290 à 227^e ; 291 à 228^e ; 292 à 229^e ; 293 à 230^e ; 294 à 231^e ; 295 à 232^e ; 296 à 233^e ; 297 à 234^e ; 298 à 235^e ; 299 à 236^e ; 300 à 237^e ; 301 à 238^e ; 302 à 239^e ; 303 à 240^e ; 304 à 241^e ; 305 à 242^e ; 306 à 243^e ; 307 à 244^e ; 308 à 245^e ; 309 à 246^e ; 310 à 247^e ; 311 à 248^e ; 312 à 249^e ; 313 à 250^e ; 314 à 251^e ; 315 à 252^e ; 316 à 253^e ; 317 à 254^e ; 318 à 255^e ; 319 à 256^e ; 320 à 257^e ; 321 à 258^e ; 322 à 259^e ; 323 à 260^e ; 324 à 261^e ; 325 à 262^e ; 326 à 263^e ; 327 à 264^e ; 328 à 265^e ; 329 à 266^e ; 330 à 267^e ; 331 à 268^e ; 332 à 269^e ; 333 à 270^e ; 334 à 271^e ; 335 à 272^e ; 336 à 273^e ; 337 à 274^e ; 338 à 275^e ; 339 à 276^e ; 340 à 277^e ; 341 à 278^e ; 342 à 279^e ; 343 à 280^e ; 344 à 281^e ; 345 à 282^e ; 346 à 283^e ; 347 à 284^e ; 348 à 285^e ; 349 à 286^e ; 350 à 287^e ; 351 à 288^e ; 352 à 289^e ; 353 à 290^e ; 354 à 291^e ; 355 à 292^e ; 356 à 293^e ; 357 à 294^e ; 358 à 295^e ; 359 à 296^e ; 360 à 297^e ; 361 à 298^e ; 362 à 299^e ; 363 à 300^e ; 364 à 301^e ; 365 à 302^e ; 366 à 303^e ; 367 à 304^e ; 368 à 305^e ; 369 à 306^e ; 370 à 307^e ; 371 à 308^e ; 372 à 309^e ; 373 à 310^e ; 374 à 311^e ; 375 à 312^e ; 376 à 313^e ; 377 à 314^e ; 378 à 315^e ; 379 à 316^e ; 380 à 317^e ; 381 à 318^e ; 382 à 319^e ; 383 à 320^e ; 384 à 321^e ; 385 à 322^e ; 386 à 323^e ; 387 à 324^e ; 388 à 325^e ; 389 à 326^e ; 390 à 327^e ; 391 à 328^e ; 392 à 329^e ; 393 à 330^e ; 394 à 331^e ; 395 à 332^e ; 396 à 333^e ; 397 à 334^e ; 398 à 335^e ; 399 à 336^e ; 400 à 337^e ; 401 à 338^e ; 402 à 339^e ; 403 à 340^e ; 404 à 341^e ; 405 à 342^e ; 406 à 343^e ; 407 à 344^e ; 408 à 345^e ; 409 à 346^e ; 410 à 347^e ; 411 à 348^e ; 412 à 349^e ; 413 à 350^e ; 414 à 351^e ; 415 à 352^e ; 416 à 353^e ; 417 à 354^e ; 418 à 355^e ; 419 à 356^e ; 420 à 357^e ; 421 à 358^e ; 422 à 359^e ; 423 à 360^e ; 424 à 361^e ; 425 à 362^e ; 426 à 363^e ; 427 à 364^e ; 428 à 365^e ; 429 à 366^e

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

2. DIPLOMATIE
2. PROCHE-ORIENT
3. ASIE
- 3-4. EUROPE
4. AFRIQUE
5. POLITIQUE
6. SOCIÉTÉ
- 6-7. LA MANIFESTATION DE CREYS-MALVILLE
7. SPORTS
8. LE MONDE DE L'ÉTÉ

LE MONDE DE LA MÉDECINE

- Page 9
- Vers un profil psychologique des conducteurs d'autos.
 - L'économie par la santé.

10. L'ACTUALITÉ SCIENTIFIQUE
- 10-11. ARTS ET SPECTACLES
- 15-16. LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

- L'argent fugué (11), par Maurice Denziera.

LIRE ÉGALEMENT

- RADIO-TELEVISION (12)
- Antennes classées (12 et 14) ;
 - Antenne (12) ;
 - Journal officiel (12) ;
 - Météo (12) ;
 - Météo (12) ;
 - Météo (12) ;
 - Météo (12) ;
 - Météo (12) ;
 - Météo (12) ;
 - Météo (12) ;
 - Météo (12) ;
 - Météo (12) ;

ATERRISSAGE FORCÉ A LONDRES POUR UN BOEING-747

Le Boeing-747 de British Airways qui avait perdu des pièces de son fuselage a atterri sans encombre à l'aéroport de Londres-Heathrow, le lundi soir 1^{er} août, peu avant 22 h. (GMT). L'incident qui a provoqué le rappel d'urgence du Boeing alors qu'il se trouvait au-dessus de l'océan Atlantique, s'est produit, pense-t-on, au moment de la rentrée du train d'atterrissage. L'une des roues aurait, semble-t-il, heurté violemment le logement du train et se serait détachée ainsi que deux des panneaux de ce compartiment.

Le train d'atterrissage d'un Boeing-747 a précipité le port-parole de la compagnie, comporte quinze roues, ce qui explique que personne ne s'attendait à une catastrophe au moment de l'atterrissage. — (A.F.P.)

LA GUERRE DES TARIFS AÉRIENS REPREND SUR L'ATLANTIQUE NORD

Les compagnies aériennes américaines continuent de se livrer à une concurrence acharnée pour abaisser les tarifs transatlantiques. Après l'initiative de la compagnie britannique Laker Airways, qui va mettre en service un « train du ciel » entre Londres et New-York, la société Trans International Airlines (TIA), le plus grand transporteur à la demande du monde, vient de demander au bureau de l'aéronautique civile américain (CAB) l'autorisation de mettre en service la même formule entre quatre villes américaines et Bruxelles.

Les tarifs seront inférieurs de moitié à ceux pratiqués à l'heure actuelle sur les vols réguliers. L'aller simple au départ de New-York sera de 139 dollars (660 F environ), et au départ de Californie de 239 dollars (1 080 F).

De son côté, la compagnie TWA, suivant l'exemple de la Panam, a demandé l'autorisation de mettre en service une liaison New-York-Londres au tarif aller-retour de 236 dollars (1 230 F). — (A.F.P.)

Le numéro du « Monde » daté 2 août 1977 a été tiré à 499 639 exemplaires.

BOFINGER

Ouvert tout l'été

Carré d'agneau et poissons
272-87-82
Am.-Exp. Diners Club

A B C D E F H

LE PROJET DE BUDGET POUR 1978

Le gouvernement belge annonce une relance des investissements publics et des mesures fiscales

Le gouvernement belge a présenté, lundi 1^{er} août, son projet de budget pour 1978. Celui-ci, qui est un peu inférieur à 1000 milliards de francs belges (soit 130 milliards de francs français), est déficitaire de 24 milliards de francs belges (3 milliards de francs français). Les dépenses augmentent de 14,4 % et les recettes de 11,2 %.

Le projet de budget pour 1978 a été mis au point avec le double souci de lutter contre le chômage et de stimuler les investissements. Il est en cela conforme aux recommandations faites récemment par l'O.C.D.E., qui estimait que la Belgique pouvait « envisager une politique plus expansionniste... dans la mesure où l'évolution des prix paraît sur la bonne voie et où la situation de la balance des paiements constitue une contrainte beaucoup moins importante » (Le Monde daté 3-4 juillet).

Côté dépenses, 60 milliards de francs belges, soit l'équivalent de 8 milliards de francs français (c'est-à-dire environ 6 % de l'ensemble des charges), seront consacrés à la lutte contre le chômage : 22 milliards pour les allocations chômage, 23 milliards pour la remise au travail de chômeurs, 13 milliards pour compenser le manque à gagner de la Sécurité sociale (des chômeurs ne cotisant pas) ; plus de 1 milliard sera enfin versé aux personnes âgées sans travail.

Les investissements publics progresseront de 20 % par rapport à 1977.

Côté recettes, le gouvernement a dû donner un tour de vis fiscal : le taux intermédiaire de la T.V.A. passe de 14 % à 16 % pour les assurances, appartements meublés pour vacances, chambres d'hôtel, voyages par agence, etc. Le prix des cigarettes va passer de 35 à 41 F (5,60 F). Par ailleurs, la lutte contre la fraude fiscale sera intensifiée, et les peines aggravées contre les contrevenants. Les droits de succession en ligne indirecte frapperont davantage les gros revenus.

En revanche, les impôts des petits revenus seront moins élevés et le taux de T.V.A. de 18 % ramené à 16 % (meubles, jouets, appareils électroménagers).

De même, la T.V.A. pourrait être supprimée sur les investissements créateurs d'emploi.

Les commentaires de la presse belge sont assez réservés, voire critiques. Le Libre Belgique écrit que ce budget contient beaucoup de tours de passe-passe concernant notamment la réduction du chômage, mais qu'en même temps les recettes ont probablement été surestimées alors que les dépenses étaient sous-estimées. La Libre Belgique regrette que le gouvernement n'ait prévu aucune économie mais approuve la forte croissance des investissements publics qui devraient stimuler l'emploi. Quant au Soir, il estime que le gouvernement a eu le bon sens de limiter le déficit budgétaire, de créer des emplois et de maintenir le niveau de bien-être général.

LE PLAN DE CONVERSION DE LA SIDÉRURGIE

Sacilor-Sollac s'apprête à licencier 2 500 salariés

Conformément au plan de conversion de la sidérurgie, annoncé en avril dernier, et à la convention de protection sociale — signée seulement par Force ouvrière le 3 juin dernier, qui visent à la suppression de quinze mille emplois dans ce secteur d'ici à 1979, la direction de Sacilor-Sollac doit présenter, le 3 août à Hayange (Moselle) au comité central d'entreprise de Sacilor, et le 4 août à Paris à celui de Sollac, son projet de licenciement collectif.

Ce dernier doit affecter, par étapes successives de la fin de l'année au 30 juin 1978, 2 100 personnes à la Société des aciéries et laminiers de Lorraine (Sacilor) et 400 à la Société lorraine de laminage continu (Sollac).

Le plan présenté le 8 avril dernier aux syndicats faisait état, pour ces deux entreprises sidérurgiques, de 2 650 licenciements : la faible différence s'explique par des incitations aux départs volontaires.

A la direction de Sacilor-Sollac à Paris, on précise que, si des travailleurs immigrés se trouvent au nombre des licenciés, les mesures prises toucheront « toutes les catégories de personnel ». Dans un communiqué, la C.F.D.T. indique que ce projet de licenciement concerne 321 techniciens, 348 agents de maîtrise, 274 employés et 1 660 ouvriers. La direction ajoute, enfin, que ces licenciements « ne correspondent pas à des fermetures d'installations ».

Dérobé le 28 juillet gare de Lyon Le camion retrouvé sans ses pièces

Le camion transportant 30 mètres cubes de pièces de 10 F neuves représentant une valeur de 17,8 millions de francs, dérobé, le 28 juillet à la gare de Lyon (Le Monde du 30 juillet) a été retrouvé lundi après-midi 1^{er} août, rue Babeuf à Villeneuve (Val-de-Marne) (nos dernières éditions). Les policiers avaient été avisés de la présence du véhicule à cet endroit par un renseignement que des minéralogiques du semi-remorque qui était stationné face au numéro 4 de la rue Babeuf depuis l'après-midi avaient été changés. Les malfaiteurs avaient également pris soin d'arracher le compteur kilométrique du tableau de bord afin que les policiers ne puissent déterminer la distance parcourue par le véhicule depuis le lieu de dérobement. La brigade de répression du banditisme n'a, semble-t-il, pu relever aucun indice susceptible d'orienter les recherches. Seules, quelques traces de pneus blancs ont été retrouvées sur la portière arrière. Dans la cabine, les malfaiteurs avaient laissé une bouteille de mousses, pleine.

Dans une lettre photocopiée, à l'orthographe incertaine, datée du 1^{er} août et déposée à notre journal, un certain Ulrich Müller affirme être le premier secrétaire financier de la fraction de l'armée rouge. La RAF appelle vulgairement par les imperialistes le groupe Bruders Schweigen, renvoyant le docteur de la C.G.P.F. à l'argent, indique cette lettre dont l'origine et le sérieux n'ont pu être établis, ou, au contraire, les fonds de notre groupe et la résistance palestiniennes. L'auteur de la lettre qui n'est a priori pas connu comme étant un dirigeant de la fraction armée rouge, conclut en affirmant que « cette mission a été soumise, lu et approuvée par Ulrich Sanchez sous le nom de Carlos ».

NOUVEAU HOLD-UP AU CLUB MÉDITERRANÉE

Après le nouveau hold-up, commis lundi 1^{er} août, peu après minuit, au Club Méditerranée de Vitte, et qui a rapporté à son auteur 280 000 F et quelques bijoux, les responsables de ce club de vacances ont décidé de renforcer les mesures de sécurité dans les villages, afin d'éviter la répétition de ces faits. Le 16 juillet, quatre hommes s'étaient emparés du village de Corfontaines (Grèce), de 310 000 F, de quatre cent cinquante passeports et de bijoux, tuant dans leur fuite un employé du Club Méditerranée.

Les liquidités en circulation dans la solennité de villages de vacances de cet organisme sont progressivement remplacées, depuis le 25 juillet, par des bons d'échange nominatifs : les caissiers ne travailleront plus désormais à proximité des coffres, et n'en porteront les clés qu'en cas de nécessité ; les transferts ou manipulations de valeurs ou d'argent auront lieu désormais sous la surveillance de policiers ou de vigiles armés.

LES IMMEUBLES INSTABLES DE LYON

Un immeuble de cinq étages datant du début du siècle, situé cours d'Herbouvillie à Lyon (4^e), au pied de la colline de la Croix-Rousse, s'est effondré, dimanche 31 juillet, vers 19 h. 30. M. et Mme Gaston Senil, qui logeaient au dernier étage et qui, selon certains témoignages, étaient chez eux au moment de l'effondrement, n'ont toujours pas été retrouvés. D'autre part, plusieurs immeubles voisins ont été ébranlés à la demande de M. Roger Chais, préfet délégué pour la police à Lyon. Une centaine de personnes sont ainsi délogées chez des amis ou dans des foyers pendant que des études de terrain sont effectuées pour déterminer si des risques d'effondrement existent toujours. En effet, les pluies de ces dernières semaines sont à l'origine du glissement d'une masse de terre qui a littéralement fait enfoncer un immeuble en dévalant de la colline de la Croix-Rousse.

M. ALBIN CHALANDON EST REÇU PAR LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

M. Albin Chalandon, ancien ministre de l'équipement, est reçu ce mardi 2 août à 16 heures par M. Giscard d'Estaing. Il pourrait être prochainement nommé à la présidence de l'ERAP et de la Société nationale Elf-Aquitaine en remplacement de M. Pierre Guillaumat, qui aura soixante-huit ans le 1^{er} août. Le dernier obstacle à sa nomination est le décret du 12 juillet par lequel M. Chalandon a été nommé à la présidence de l'ERAP, société d'Etat qui possède 70 % du capital de la SNEA. Ceux-ci prévoyaient que la présidence de l'entreprise de recherches et d'activités pétrolières devait revenir à un haut fonctionnaire. Or M. Chalandon, auquel le poste avait été promis par Giscard d'Estaing en août 1976, n'était plus fonctionnaire depuis janvier 1965. Le nouveau décret précise donc que la présidence de l'ERAP « sera attribuée à une personnalité ayant exercé des fonctions de haute responsabilité économique, industrielle ou financière au service de l'Etat ».

L'assassinat du président de la Dresdner Bank

LA POLICE ALLEMANDE ARRÊTE UNE JEUNE FEMME

Wiesbaden (A.F.P.). — La police ouest-allemande a annoncé, le mardi 2 août, l'arrestation d'une jeune femme, Mlle Eleonore Maria Poeschl, vingt-trois ans, soupçonnée d'avoir participé à l'assassinat, samedi dernier, du président de la Dresdner Bank, M. Jürgen Focke. La jeune femme, indiquée la police, a été appréhendée à Francfort. Les poursuites continuent pour tenter de retrouver Mlle Albrecht, l'autre présumée du crime.

Lundi, dans un appel téléphonique à l'agence Reuter à Bonn, un locuteur avait déclaré que l'assassinat de M. Focke était revendiqué par le groupe extrémiste Roter Morgen. La police affirme n'avoir pas en connaissance jusqu'à présent de l'existence de cette organisation.

EFFRÈMENT DU DOLLAR

Le dollar, qui avait très légèrement monté lundi 1^{er} août, dans l'après-midi, s'est de nouveau sensiblement affaibli mardi matin sur presque toutes les places financières après une avance initiale. La devise américaine s'est ainsi traitée à 2,405 F (contre 2,408 F) à Zurich, à 2,391 DM (contre 2,387 DM) à Francfort. A Londres, il fléchit à 1,738 dollars (contre 1,778) pour obtenir une livre sterling (2,48 F contre 2,495 F). En revanche, il a un peu gagné par rapport au franc suisse (2,375 F contre 2,370 F).

Dans les milieux cambistes, on s'alarme pas l'éventualité d'un relèvement du taux de l'escompte aux Etats-Unis, en liaison avec le récent renouveau de la masse monétaire. Mais avec le besoin de financement du gouvernement. Ce taux est de 5,25 % depuis le 22 novembre 1976.

NOUVELLES BRÈVES

● Mgr Robert Lucy, ancien archevêque de San Antonio (Texas), est mort à l'âge de quatre-vingt ans. Mgr Lucy était connu aux Etats-Unis pour ses prises de position en faveur des libertés civiles et son action en faveur de l'organisation des travailleurs immigrés. Il était un ami personnel du président Lyndon Johnson. — (A.F.P.)

● Les quotidiens régionaux et départementaux publiés dans l'Est, le Sud-Est et la région Rhône-Alpes ont, pour la plupart, porté hier prix de vente à 1,40 F le 1^{er} août.

● La Commission de la C.E.E. vient d'ouvrir une procédure antidumping contre le Brésil concernant les prix de la fonte exportée sur le marché européen. Les producteurs de fonte français, allemands et britanniques ont alerté la Commission de la C.E.E. que les firmes brésiliennes vendent leurs produits à des prix se situant 26 % en dessous des prix pratiqués sur le marché intérieur européen. Le Brésil a alors imposé des prix minimaux à l'exportation pour la fonte, mais qui sont encore inférieurs de 14 % aux basses pratiques au Brésil même.

Pour justifier son action, la Commission européenne rappelle que la production de fonte a baissé de 13 % dans la C.E.E. entre 1976 et 1977, que de nombreuses capacités de production restent inutilisées.

LES RÉSULTATS DU BACCALAURÉAT

- Progression du taux de réussite dans la plupart des séries
- Augmentation du nombre des candidats « techniciens »

Le ministère de l'éducation a rendu publics, ce mardi 2 août, avec un certain retard, les résultats définitifs du baccalauréat 1977. Ce retard (1) s'explique par le report d'une semaine des épreuves écrites, par le « pont » du 14 juillet et surtout par un mauvais fonctionnement des services d'informatique — notamment dans l'académie de Rennes — qui a obligé le personnel de certains rectorats à rassembler « artisanalement » des chiffres normalement traités par ordinateur.

Ces résultats font apparaître une grande stabilité des effectifs des candidats au baccalauréat secondaire ou « général » : 225 227 candidats cette année, pour 222 271 l'année dernière, soit une augmentation de 1,34 %. En revanche, le nombre des candidats au baccalauréat de techniciens continue à progresser : 98 097 candidats en 1977 contre 88 043 en 1976, soit une augmentation de 8,15 %.

Sur les 225 227 candidats présentés au baccalauréat général, 152 813 ont été reçus, soit un pourcentage global de 67,85 %. Ces chiffres témoignent, à l'encre, d'une grande stabilité, puisque les pourcentages de réussite, depuis plusieurs années, sont toujours compris entre 61 % et 68 %. On note toutefois une légère augmentation par rapport à l'année dernière, où le taux global de réussite était de 67,34 %. D'une manière générale, on observe une légère augmentation de réussite dans toutes les séries « classiques » avec des écarts encore considérables entre la série C (73,89 %) et la série D (58,07 %) et des variations au sein d'une même série : 82,28 % de réussite pour A 1 (latin-grec) et 64,86 % pour A 7 (arts plastiques).

Pour le baccalauréat de technicien, les taux de réussite continuent de baisser légèrement en série H (informatique). En revanche, ils progressent en série F (séries industrielles), la plus

nombreuse, et très légèrement en série G (gestion).

Voici les résultats pour la France entière :

SERIE A (philosophie, lettres) : présentés, 39 287 ; admis, 41 947, soit 78,78 % (70,63 % en 1976).

SERIE B (économique et sociale) : présentés, 25 735 ; admis, 24 736, soit 96,22 % (98,51 %).

SERIE C (mathématiques et sciences physiques) : présentés, 44 985 ; admis, 32 221, soit 71,82 % (73,4 %).

SERIE D (mathématiques et sciences de la nature) : présentés, 74 787 ; admis, 46 216, soit 61,86 % (60,69 %).

SERIE E (sciences agronomiques et techniques) : présentés, 1 271 ; admis, 1 312, soit 55,67 % (54,6 %).

SERIE F (séries industrielles) : présentés, 39 610 ; admis, 22 338, soit 56,37 % (55,58 %).

SERIE G (général) : présentés, 54 312 ; admis, 33 336, soit 61,34 % (61,01 %).

SERIE H (informatique) : présentés, 744 ; admis, 461, soit 61,96 % (66,76 %).

TOTAL : présentés, 225 227 ; admis, 152 813, soit 67,85 % (67,34 %).

(1) Les résultats avaient été donnés le 19 juillet en 1975 et le 15 juillet en 1976.

MORT DU CARDINAL CEREJEIRA ANCIEN PATRIARCHE DU PORTUGAL

Le cardinal Gonçalves Cerejeira, qui fut pendant quarante-deux ans archevêque de Lisbonne et patriarche du Portugal, vient de mourir. Il avait 82 ans. Son décès a été annoncé par le Sacré Collège mais ne modifie pas celui des électeurs en cas de décès du pape, la limite d'âge étant fixée à quatre-vingts ans.

[Né à Lousois le 29 novembre 1889, l'abbé Cerejeira fit ses études ecclésiastiques au séminaire de Braga, de 1906 à 1908, puis à l'université de Coimbra. Il fut élu en 1918 docteur en lettres. Prêtre en 1912, il fut successivement professeur d'histoire, puis directeur des archives à l'université avant d'être nommé archevêque coadjuteur du patriarche de Lisbonne en 1928. Il fut élu cardinal le 6 décembre (en même temps que le cardinal Poupé et le cardinal Verdier). Il est alors âgé de quarante et un ans, et pendant longtemps il fut le plus jeune des cardinaux.

Par ailleurs, le cardinal portugais, le pape a dirigé l'Action catholique portugaise depuis sa fondation en 1925. Il est aussi président de l'Action catholique du Nord et de l'Amérique du Sud, et s'est consacré au problème du recrutement sacerdotal. Il a fondé deux nouveaux séminaires. A travers le monde, les évêques de Patrimoine fondent la majeure partie de leurs travaux sur les diocèses et les études consacrées au pèlerinage portugais et à son message.

En 1971, le cardinal Cerejeira a pris part à la position contre la révision du concordat. C'est en mai 1971 que le pape a été remplacé par Dom Antonio Ribeiro quarante-deux ans, dont les idées politiques et religieuses tranchent avec l'attitude avec le comportement conservateur de son prédécesseur.]

A Madère L'ÉVÊQUE SUSPENDU « A DIVINIS » UN PRÊTRE DE TENDANCE MAOÏSTE

Lisbonne (A.F.P.). — L'évêque de Funchal (Madère), Mgr Francisco Santana — connu pour ses opinions conservatrices — a suspendu « a divinis » le Père José Martins à la suite d'un conflit politique qui dure pratiquement depuis le changement de régime du 25 avril 1974.

Le Père Martins est ancien président du conseil municipal du port de pêcheurs de Machico, député à l'Assemblée régionale de Madère, élu sur les listes de l'U.D.P. (Union démocratique populaire, extrême-gauche).

De tendance maoïste, le Père Martins jouit d'une forte popularité dans la région. Ses propres paroissiens s'étaient opposés à son départ, demandé par l'évêque, dès novembre 1974.

Mgr BALLESTRERO SUCCEDE A Mgr PELLEGRINO A L'ARCHEVÊCHE DE TURIN

(De notre correspondant.)

Cité du Vatican. — Cinq jours après avoir officiellement accepté la démission « pour raison d'âge et de santé » du cardinal Michele Pellegrino, archevêque de Turin, le pape a fait connaître, lundi 2 août, le nom de son successeur. Il s'agit de Mgr Anastasio Ballestrero, archevêque de Bari depuis décembre 1973.

Cet ancien supérieur général des Carmes, âgé de soixante-trois ans, se retrouve donc à la tête d'un des diocèses les plus grands, les plus industrialisés et les plus à gauche d'Italie, avec la difficile mission de remplacer un prêtre hors du commun, dont la réputation « progressiste » s'étendait au-delà du Piémont.

Fidèle à sa réputation d'homme de dialogue, le cardinal Pellegrino avait engagé, en 1976, une « collaboration » avec le nouveau maire communiste de Turin, mais en soulignant l'incompatibilité entre l'idéologie marxiste et le christianisme. — R. S.

[Né à Gènes le 3 février 1913, Mgr Ballestrero appartient à la génération « conciliaire » très marquée par Vatican II. On ne lui connaît pas de position tranchée, ni dans un sens ni dans l'autre. Ses principaux atouts sont une grande culture générale, de solides connaissances en droit canonique, une réputation de bon gestionnaire et — ce qui n'est pas négligeable dans un pays aussi religieux — une origine piémontaise.]

22 août réouverture...

TRÉCA

et toutes les grandes marques au centre d'exposition

CAPELOU

37, av. de la République, Paris (17^e)

LEGRAND TAILLEUR

27, rue de la République, PARIS (10^e)

Prêt-à-porter homme

Boutique femme

SOLDES D'ÉTÉ

هنا امة الاصل

DIRECTEUR : Jacques FAUVET
FONDATEUR : Hubert BEUVE-MÉRY

DIRECTION
RÉDACTION ET ADMINISTRATION
5, RUE DES ITALIENS, 75009 PARIS

TELEPHONE : 246-72-23
Adresse télégraphique : JOURMONDE PARIS

Le Monde

N° 1500

Canada, 0,50 \$ can. ; Côte d'Ivoire, 80 fr. ;
Espagne, 30 p. ; Grèce, 30 dr. ; Hollande, 1,15 fl. ;
Indonésie, 250 Rp. ; Israël, 3,50 L.I. ; Liban, 150 P.L. ; Sénégal, 100 fr. ; Singapour, 2 \$ sing. ;
Tunisie, 30 m. ; Turquie, 6 L.T. U.S.A., 0,50 \$ U.S.

ABONNEMENT : Six mois Un an
France F 35 F 60
Etranger F 48 F 85

(Taux en francs page 2.)
CHEQUE POSTAL : PARIS N° 4207-23

LES RÉSULTATS DU BACCALAURAT

- Progression du taux de réussite dans la plupart des séries
- Augmentation du nombre des candidats « techniciens »

La droite garde le pouvoir en Turquie

Le poids du nationalisme

M. Demirel pourra former le gouvernement, mais il ne pourra pas gouverner, a-t-on dit à Ankara lorsque le leader du Parti de la justice, sûr de la coalition de centre-droit avec laquelle il avait fait élire à M. Ecevit, a commencé à établir la liste de son ministère. Fort de sa réputation de « rassembleur », de son tempérament de calculateur, raillant volontiers le « poète » qu'était son rival, le premier ministre turc n'en est pas moins placé devant une tâche très difficile sans disposer de toute la liberté de manœuvre.

MM. Erbakan et Turkes, ses deux alliés, respectivement leaders du Parti du salut national et du Parti du mouvement nationaliste, ne représentent en effet que quarante députés, mais huit et cinq portefeuilles, alors que, avec cent quatre-vingt-neuf représentants à l'Assemblée, le Parti de la justice a seize ministères. L'intérieur, l'agriculture, les travaux, l'industrie, le logement, les forêts, les mines, les postes, M. Erbakan a placé ses amis, pour y développer une politique dont les dernières années ont montré les ambitions difficilement conciliables avec l'appartenance de la Turquie au monde occidental.

Le Parti du salut national a en effet promu un double mouvement de développement économique et confessionnel qui transformerait le pays en un vaste chantier d'usines et d'établissements religieux. Le taux de croissance industrielle, qui depuis plusieurs années se maintient aux environs de 11 %, serait accéléré plutôt que freiné, au prix d'une inflation et d'un endettement à court terme qui débordent tout contrôle.

S'ils sont, en fait, les arbitres de toute l'action gouvernementale de M. Demirel, les leaders de l'extrême droite recueillent les fruits d'une situation où les alliés européens de la Turquie ont une indéniable part de responsabilité. Quels bénéfices a-t-elle retirés d'avoir été le premier pays méditerranéen associé au Marché commun ? Pour libérale que soit sa loi sur les investissements étrangers, elle n'a servi qu'à réveiller les souvenirs du temps des « capitulations », lorsque les « puissances » mettaient le pays en coupe réglée.

Avant le sentiment d'être bloquée entre l'Union soviétique, la Grèce et le Proche-Orient, sans amis véritables, la diplomatie turque a été touchée par une aspiration à retrouver les racines de l'histoire contemporaine dans la grandeur de l'Empire ottoman qui n'opère aucune des formations politiques, y compris à l'extrême gauche. Le double débarquement à Chypre a manifesté une réaction à ce sentiment d'isolement et renforcé la sévérité de jugements étrangers qui encourageaient eux-mêmes un certain isolationisme.

Cette escalade a abouti au blocage des négociations sur le statut de Chypre, et l'on ne voit pas, aujourd'hui, moins que jamais, quel élément de détente le cabinet Demirel pourrait y introduire sans se disqualifier. Les pressions économiques qui pourraient être exercées sur lui pour le conduire à plus de souplesse contrediraient directement la politique d'austérité rigoureuse que réclament les événements et éternels bailleurs de fonds.

L'austérité est-elle possible sans un strict contrôle de la consommation et de l'ordre public ? En trois ans, les affrontements entre groupements extrémistes ont provoqué près de trois cents morts. Si la répression politique a sensiblement diminué, l'instrument n'en a pas disparu, ni le souvenir. Or M. Demirel n'est assuré de durer que s'il concède aux thèmes du « gouvernement fort » que ses alliés visent à imposer. On discerne mal comment il pourra agir dans les mois qui viennent plus efficacement qu'il ne l'a fait dans les deux ans passés, les conditions demeurant les mêmes.

(Mercredi 3 août.)

Le P.C. portugais réclame la dissolution de l'Assemblée

Le secrétaire général du parti communiste portugais, M. Álvaro Cunhal, a demandé, le lundi 27 août, la dissolution de l'Assemblée de la République et l'organisation, dans les trois mois, de nouvelles élections générales sous la responsabilité d'un cabinet de transition.

Cette nouvelle politique d'une formation qui avait adopté à l'égard du gouvernement socialiste minoritaire une attitude constructive - ne semble guère inquiéter le P.S. qui, selon l'agence Reuter de Lisbonne, l'aurait accueillie « avec dédain ». Elle peut, néanmoins, compliquer le rôle d'une équipe qui doit continuellement négocier, sur sa droite et sur sa gauche, pour faire approuver ses projets au Parlement. Elle pourrait aussi préfigurer à un regain d'agitation sociale à l'automne.

Après les élections législatives du 25 avril 1976, M. Mario Soares, secrétaire général du parti socialiste portugais, avait formé, en juillet de la même année, un gouvernement homogène, minoritaire, devant l'Assemblée de la République. Le P.S. ne dispose, en effet, au Parlement, que de 107 sièges sur 283.

Les formations situées à sa droite, le Centre démocratique et social (C.D.S.) et le parti social-démocrate (ex-parti populaire démocratique (P.P.D.), en ont respectivement 43 et 40. Le P.C.P. quant à lui, a 40 représentants, et l'Union démocratique (U.D.) 35. Le P.C.P. a jusqu'à présent, pratiqué une politique de bascule, s'appuyant, pour faire aboutir ses projets, tantôt sur la gauche, tantôt sur la droite, on s'efforçant, du moins, d'obtenir l'abstention des uns ou des autres.

Tant le P.S.D. et le C.D.S. d'une part, que le P.C.P. d'autre part, ont tenté de pousser M. Soares à élargir son gouvernement. Ils souhaitaient la formation, soit d'un grand cabinet « social-démocrate » (avec le P.S.D.), soit d'un cabinet « de majorité présidentielle » (avec le P.S.D. et le C.D.S.). Les deux autres formations qui ont appuyé la candidature du général Erasm, soit d'une « majorité de gauche » (avec le P.C.P.), M. Soares s'est toujours refusé à faire un tel choix, qui aurait pu mettre en péril l'unité de sa formation, ou provoquer des remous dans le pays et au sein de l'armée.

JEAN-PIERRE CLERC.

(Lire la suite page 7.)

LA CONTROVERSE SUR L'ÉNERGIE NUCLÉAIRE

La non-violence en échec

Un mort et une centaine de blessés à Creys-Malville lors d'affrontements avec les forces de l'ordre

De violents affrontements ont opposé, dimanche 31 juillet, près de vingt mille manifestants à un important service d'ordre. Ils ont fait un mort et une centaine de blessés. Dans les rangs de la gendarmerie mobile, on dénombre une dizaine de blessés, dont trois grièvement.

M. Christian Bonnet, ministre de l'intérieur, a déclaré que la violence avait été le fait d'un millier de manifestants et « de groupes d'action et d'inspiration anarchistes, ignorant les frontières, qui se sont fait la main ailleurs, notamment en Allemagne fédérale ». Une manifestation antinucléaire a d'ailleurs eu lieu dimanche près de Brême, en R.F.A.

Après l'interpellation de dix-neuf personnes, douze d'entre elles ont été mises, le mardi 2 août, à la disposition de la justice et maintenues en détention par le tribunal de Bourgoin-Jallieu (Isère), siégeant en audience de flagrant délit. Les douze prévenus doivent comparaître, samedi matin 5 août, devant ce même tribunal.

De nombreux partis politiques et organisations de gauche condamnant la manière dont se sont comportées les forces de l'ordre.

Au cours de sa visite le 29 juillet, à Pierrelatte, le président de la République avait rappelé que le recours au nucléaire était indispensable à l'indépendance nationale. Il a aussi indiqué que la « consultation par référendum, proposée par le parti socialiste, était impossible dans le cadre de la Constitution ».

Ces jeunes qui disent non

par MARC AMBROISE-RENDU

Les images tour à tour dramatiques et « pittoresques » de la bataille de Faverges, les flocons de fumée lacrymogène, le bruit des explosions, les insultes homériques des manifestants, les manœuvres des « bleus », tous ces affrontements navrants ne doivent pas masquer l'essentiel. Loin de s'apaiser devant le fait accompli, l'opposition ne cesse, au contraire, de se durcir, au fur et à mesure de la réalisation du programme électronucléaire. Cible favorite, le surrégénérateur, qui symbolise le pari technique le plus audacieux, est le plus chargé de risques.

Il s'agit de dix mille, l'an dernier, à Malville, encore plus nombreux cette année. Des militants venus de plusieurs pays d'Europe, qui, plusieurs jours, ont pléni-

(Lire la suite page 8.)

La Thaïlande sur ses gardes

L'opération conjointe des forces armées thaïlandaises et malaisiennes « Rayon sacré II », lancée le 7 juillet contre les maquis communistes de la région de Sungai Padi, aux confins des deux pays, a pris fin jeudi 28 juillet. Des accrochages ont lieu régulièrement entre les forces de Bangkok et les guérilleros communistes au nord et au nord-est du pays. D'autre part, selon Bangkok, des incursions ont perturbé la frontière avec le Cambodge. Une trentaine de soldats khmers auraient fait, le 26 juillet, une incursion dans la province thaïlandaise de Surin.

Les relations avec les autres pays d'Indochine

1. — L'ORDRE RÈGNE A BANGKOK

par PATRICE DE BEER

Le vrombissement des moteurs de voitures et le hurlement des taxis emplissent la grande métropole de près de 5 millions d'habitants d'un vacarme assourdissant. Mais sur les campus le calme est revenu, après la vague d'agitation qui saisit la Thaïlande d'octobre 1973 à octobre 1976 et les sanglantes massacres du 6 octobre, au cours desquels soldats, policiers et miliciens d'extrême droite s'acharnèrent sur des dizaines d'étudiants battus à mort, égorés, pendus, brûlés vifs. Des étudiants et des enseignants ont disparu ; certains ont pris le chemin de la jungle. Pour les autres, qui suivent un programme soigneusement exécuté dans des locaux surveillés en permanence, tout est calme. Trop calme.

L'ordre règne en Thaïlande. « Nous ne serons pas un nouveau Vietnam », entend-on dire dans les milieux du pouvoir. Cette image vient

de la réunion du comité du Mekong, qui se tient, depuis le 28, à Vientiane, en compagnie du Laos et du Vietnam. Le Cambodge ne s'est pas fait représenter. Les activités du comité avaient cessé depuis les changements de régime intervenus en 1975 dans les trois pays indochinois.

Le régime autoritaire, issu du coup d'État militaire du 6 octobre dernier, fait face à une situation difficile qui décrit, dans les arêtes, la Thaïlande, bastion avancé du « monde libre » en Asie du Sud-Est, comme une première impression de vie normale.

Un régime civil guetté par l'anarchie a été remplacé par une dictature de généraux et de civils d'extrême droite. Celle-ci entend renverser la vapeur, « écraser le communisme » et redresser l'économie. Elle mène une politique de confrontation avec les États indochinois, avec lesquels les gouvernements précédents tentaient de s'entendre ; mais ces trois pays ont trop de problèmes chez eux pour se lancer dans une aventure extérieure, et tant est qu'ils aient actuellement l'intention.

La monarchie en question

Tout va donc bien, ou plutôt tout ira bien, s'il n'y avait pas ces communistes que le premier ministre Thanin Kraivichien et ses amis gémés voient partout. « Il faut être vigilant à l'égard des communistes, car c'est parmi eux que les communistes se dissimulent », déguisés en libéraux », disait le gouvernement en novembre dernier. Ce sont aussi les « communistes » qui poussent certains jeunes à haïr les personnes issues

d'autres classes sociales, « en particulier les riches », et donnent aux déshérités de mauvaises pensées. « Les pauvres doivent s'aider eux-mêmes, ne doivent pas faire la fine bouche devant le travail qu'on leur offre ; ils doivent être frugueux, industrieux. Il y a pas mal de Thaïlandais qui sont paresseux. La paresse est une des causes de la pauvreté. Après avoir travaillé un jour, ils aiment se reposer. »

(Lire la suite page 3.)

Un débat sans frontière

Une fois encore, des événements tragiques auront marqué l'expression d'une contestation qui, après bien des débats d'écologie, s'est venue non violente. En dépit des mots d'ordre de la coordination des comités Malville, une frange non négligeable des manifestants antinucléaires du week-end est venue avec la volonté évidente d'en découdre avec les forces de l'ordre.

Il semble bien que ce soit la première fois dans le monde qu'une manifestation « écologique » aboutisse ainsi à mort d'homme. Il n'en reste pas moins que les manifestants de Creys-Malville étaient, a priori, moins violents que les contestataires ouest-allemands, responsables des incidents qui, en novembre 1976, avaient fait plus de deux cents blessés à Brokdorf, dans le Schleswig-Holstein.

Le préfet de l'Isère, M. Jannin, avait donc eu beau jeu de dénoncer, dès samedi, « l'agressivité des écologistes allemands ». Ce qui ne fournit aucune excuse aux violents de s'opposer qu'il a contribué à répandre en déclarant que « pour la deuxième fois Moroset est occupé par les Allemands ». A ce qu'on sache, nos voisins d'outre-Rhin n'ont pas eu, ce week-end, l'exclusivité de la violence : on a retrouvé à Creys-Malville, comme régulièrement en d'autres occasions, cette frange de marginaux plus ou moins anarchistes, en grande majorité français, pour lesquels peu importe le prétexte, pourvu que l'affrontement soit au rendez-vous.

De nouveau, la preuve est faite que l'écologie dépasse les frontières. Les manifestations de Creys-Malville, qui n'ont pas eu l'ampleur espérée par certains, ne manquent pas de marquer le débat nucléaire en France. Pour le moment, le mouvement écologique français reste encore à l'intérieur de certaines limites qu'ont dépassées depuis longtemps ses homologues étrangers : en Allemagne, précisément, les écologistes ont obtenu d'un tribunal l'interdiction de la construction d'une centrale, et

(Mardi 2 août.)

22 août
TREC
CAPELO
SOLDES
DÉTENTE

DÉCOUVERTE DE LA CORÉE DU NORD

V. — AVEC LE RESPECTÉ LEADER

De notre envoyé spécial ANDRÉ FONTAINE

Au terme d'un séjour en Corée du Nord (voir nos précédents numéros) André Fontaine relate sa visite au président Kim Il Sung, et présente, avant de se rendre à l'autisme en Corée du Sud, « quelques conclusions partielles » ayant trait notamment à l'attitude de la France à l'égard du régime de Pyongyang.

Dimanche. — Dans les rizières, généralement désertes à cette saison, après la fin du replantage et l'épandage des insecticides, des mûres d'écoliers viennent aider le dimanche matin les paysans. D'après ce qu'on nous dit, l'œuvre consiste à compléter le travail des machines à replanter, qui n'enfoncent pas toujours convenablement les pousses. Mais comment de temps passent-ils là ? Deux heures, d'après une personne interrogée. Une demi-journée, d'après une autre. Les petits Coréens, qui n'ont ni mercredi, ni jeudi, ni samedi de congé, apprennent de bonne heure à travailler beaucoup, et à rendre service aux autres.

De retour dans la capitale, après une visite à une colonie de vacances, dont le style martial évoque que de loin celles que chante Pierre Perret, nous aurons juste à temps pour le début de la représentation du Cirque national, que l'on verra bientôt à Paris. Les clowns sont des Américains, des « faucons » de Séoul ou des Japonais, également odieux et ridicules. Mais si le talent impressionnant des acrobates doit sans doute beaucoup à l'esprit de discipline qui domine la nation, leurs numéros sont à peu près purs de toute préoccupation idéologique. Certains artistes témoignent même d'un désert sans de l'art, mais le ministre de l'économie. Discussion décevante, en grande partie du fait d'un interprète dont la connaissance du français n'est pas la bonne volonté. C'est en vain que nous nous efforçons d'expliquer pourquoi le régime adopte des plans tantôt sociaux et tantôt septennaux. Ou d'obtenir des indications précises sur le déficit du commerce extérieur. « Il est pas important », le ministre nous parait donc de citer les estimations courantes en Occident.

Un contraste surprenant

Lundi. — Depuis quarante-huit heures, nous savons que le Grand Leader veut bien nous donner une interview (1). Le chef du protocole vient nous informer des conditions techniques de l'entrevue. Fuis un petit cortège de Mercedes, deux voitures noires, sans plaque d'immatriculation, à la suite de laquelle nous franchissons successivement, au fond d'une verte vallée, trois barrières gardées chacune par un seul soldat. Kim Il Sung nous attend en personne, suivant l'usage de Pyongyang, sur le seuil de sa résidence, moderne bâtisse de pierre aux larges baies vitrées, qui se mire dans l'eau d'un bassin. Ici, apparemment, pas de portrait du numéro un, mais seulement d'immenses peintures de paysages dont l'auteur a emprunté non certes le pinceau, mais les couleurs de Chagall.

L'entretien a lieu dans une vaste pièce où tout a été prévu pour le confort des invités et le bon travail des caméras. On ont pu prendre naissance les rumeurs selon lesquelles le leader était gravement malade, ou même, ou encore qu'il avait pratiquement abdiqué en faveur de son fils, dont on nous dit, à Pyongyang, qu'il s'occupe des affaires du parti ? Le gros kyste que le leader a sur la nuque ne doit pas être bien méchant ; on peut d'ailleurs le voir sur des films déjà relativement anciens.

À soixante-cinq ans, Kim Il Sung est paraît-il de moins. Souriant toujours, riant souvent, il se comporte en homme qui a perdu depuis longtemps l'habitude d'être contrôlé. La table et le poids y sont-ils pour quelque chose ? Le fait est qu'il est beaucoup plus massif que la plupart de ses compatriotes. Il joue les débonnaires, non les hommes d'acier à la Staline. Mais, quand il frappe la table de son poing pour souligner un propos, on comprend qu'il ne doit pas avoir beaucoup de peine à se faire obéir. Et l'on ne sait pas trop quand se déroulera le prochain congrès du parti, le dernier remontant à 1971.

Le contraste est surprenant entre l'aspect décontracté, pour ne pas dire rigolo, et

sur l'endettement nord-coréen, même s'il les admettait à l'avance « exagérées » : quelque 430 millions de dollars pour 1976, vis-à-vis des pays capitalistes, dont 200 millions de dollars pour le Japon et 150 millions de dollars pour la France, et 700 millions de dollars vis-à-vis des pays socialistes. « Mais, enfin », nous dit le ministre, l'endettement des pays du pacte de Varsovie atteint 40 milliards de dollars, dont la moitié pour la seule U.R.S.S., et on n'en fait pas un drame. » Ce n'est pas tout à fait faux.

Énumérons tout de même quelques indications significatives : la Corée populaire a accompli son plan quinquennal 1971-1975 avec seize mois d'avance pour l'industrie et deux ans pour l'agriculture. L'irrigation et l'électrification des campagnes peuvent être considérées comme achevées. La mécanisation rurale a été « portée à un niveau élevé ». Le temps où la Corée populaire manquait de vivres est révolu : elle est au contraire capable aujourd'hui de stocker et d'exporter. L'industrie est extrêmement diversifiée : grâce à ses ressources hydrauliques et à ses mines de charbon, le pays couvre aisément sa consommation d'électricité. L'industrie du pétrole, qui est dotée d'une industrie atomique, quant à la circulation routière, qui est faible, il est importé à la fois de l'U.R.S.S. et de la France. L'industrie du pétrole, qui est dotée d'une industrie atomique, quant à la circulation routière, qui est faible, il est importé à la fois de l'U.R.S.S. et de la France.

Audience nocturne chez le ministre de l'économie. Discussion décevante, en grande partie du fait d'un interprète dont la connaissance du français n'est pas la bonne volonté. C'est en vain que nous nous efforçons d'expliquer pourquoi le régime adopte des plans tantôt sociaux et tantôt septennaux. Ou d'obtenir des indications précises sur le déficit du commerce extérieur. « Il est pas important », le ministre nous parait donc de citer les estimations courantes en Occident.

de Kim Il Sung, et l'adulation qui l'entoure. La presse accorde au moindre de ses gestes une place inégalable. Du spectacle à la statue, de l'acier à la machine-outil, etc. Elle a mis sur pied un sidérurgie nationale. A l'expiration du deuxième plan septennal, en 1984, elle devrait produire 10 millions de tonnes d'acier, contre 3 millions de tonnes d'acier, contre 3 millions de tonnes d'acier, contre 3 millions de tonnes d'acier.

Comment lui-même accepte-t-il ce déferlement d'hommages que les Coréens semblent trouver tout naturel, mais où les étrangers ne peuvent pas ne pas sentir le poids de la personnalité ? Il est vrai que, dans la sémantique souvent codée du socialisme, l'expression « culte de la personnalité » désigne moins l'exaltation des mérites, vrais ou supposés, d'un homme que le recours à l'inquisition. Il est vrai aussi que la tradition française de la propagande de Pyongyang, œuvre de citoyens séjés de la République démocratique et populaire et non de francophones, comporte des approximations et des exagérations souvent désarmantes. « Vous dites bien : mon général », nous a dit un délicieux interprète, c'est à peu près ce que signifie pour nous « le respecté général ».

Admettons. Il est difficile, à un esprit formé à l'école du scepticisme, et vivant dans un monde où l'irrespect est devenu la règle, de ne pas se sentir mal à l'aise face à cette société qui écarte délibérément le doute et le grise en dogme le respect de l'autorité, et, pour commencer, de l'autorité suprême. Et pourtant, combien de fois notre peuple frondeur n'a-t-il pas cédé à la tentation de s'en remettre, lui aussi, à un père ? Ce n'est pas en dix jours de Corée qu'un Français qui ne sait pas un mot de la langue du cru peut prétendre décoder et mesurer ce qu'il pourrait y avoir de contraint et de faux dans la vénération de ce peuple pour celui qu'une publication de Pyongyang n'hésite pas à qualifier de « papa-marchal ».

Un fossé mental

Retour dans la ville pour visiter un combinat textile qui occupe dix mille personnes et vingt mille machines, importées pour une bonne part du Japon, les autres fabriquées sur place. Tout paraît baigner dans l'huile. La bonneterie générale de Pékin, que nous avions visitée quinze jours plus tôt, retardé de dix ans sur

cet énorme ensemble. Nous voyons ensuite une petite unité de quartier, pleine de marmottes un peu soufflées, sagement emmâillottées. Au bout du couloir, côté à côté, dans un voisinage au problème terrible, la salle d'accouchement et la salle d'avortement. On ignore ici la contraception. Nous demandons un médecin-chef

quelle est la proportion des interruptions de grossesse par rapport aux naissances. Il ne veut pas nous donner de chiffres, mais assure qu'il en a « beaucoup moins ». À voir les courtoises pionnières qui sillonnent les rues de l'aube au crépuscule, on est peu porté à mettre en doute cette affirmation.

Le soir, nouvelle sortie. Cette fois, au théâtre Mankyungdal, ainsi nommé d'après la maison natale du président. Inauguré l'hiver dernier après quinze mois de travaux. Ensemble de marbre d'un luxe mou, s'étalant sur 60 000 mètres carrés, avec une profusion de halls, de galeries, de salons, de lieux d'eau et de lumière, de lustres écrasants, le tout animé par le dernier cri des techniques électroniques *made in Japan*. On se demande combien a pu coûter cet édifice, après lequel le Lincoln Center de New-York ferait piètre figure, et qui ne contient pourtant que deux salles de cinéma, et une seule, nous dit-on, que chacun puisse bien voir et entendre. L'une est destinée à des concerts ; l'autre, où nous nous trouvons, est soit, ne dispose pas moins de trente-deux scènes et peut recevoir n'importe quelle troupe de la planète. Elle accueille des représentations à grand spectacle, dans le goût de Châleat de notre enfance, mais avec un objectif d'éducation idéologique qui prend des formes difficilement imaginables sous nos cieux.

Le sujet ne saurait mieux convenir à une soirée d'adieu. Un soprano aux formes avantageuses tient le rôle d'une jeune journaliste chargée d'une enquête sur les principaux aspects de la Corée populaire. Elle visite ainsi, tour

à tour, une ferme coopérative, le mont Baekdu, un port de pêche, le mont Keumgang, une aciérie et enfin la ville de Pyongyang. En chemin, elle retrouve un carnet de poésies écrites par son père, mort en héros pendant la guerre, et reçoit du Grand Leader la décoration que son courage lui avait méritée. L'évocation du passé est l'occasion de scènes tirées de la guerre des partisans et de celle de 1950. Pour donner une idée du fossé mental qui sépare Pyongyang de notre Occident, il faut se représenter, nous dit-il, un instant l'affluence de l'idée que l'un pourrait avoir un sentiment pour l'autre. Jamais la chorégraphie n'a-t-elle établie une société d'une telle chasteté. Le divorce est rarissime, et l'avortement, très estompé, des mœurs européennes laisse nos intérieurs paillardes.

On n'ose imaginer comment serait accueilli ici un tel spectacle, où la perfection de la technique, la beauté des voix, la grâce des ballets, vont de pair avec la plus incroyable candeur. Et l'on ne peut que déplore tout ce que ce peuple perd à réprimer tout ce qu'il a de spontané, et à ignorer tout à fait les grandes œuvres de la culture universelle, encore qu'il soit fier d'avoir produit un jeune violoniste qui vient de gagner, à Belgrade, un certain international Mozart. Mais le régime a au moins réussi à surmonter la barrière culturelle qui, dans la plupart des pays, sépare la classe dirigeante de la classe dirigée. Chacun, ici, communique avec une sorte de joie enfantine à la célébration de ces merveilles, destinées à persuader le peuple qu'il vit dans une sorte de paradis.

La société socialiste s'effondre, en Europe de l'Est, pour avoir cru pouvoir s'assurer le concours des masses par la seule perspective du « communisme du gouvernement ». L'homme ne vit pas seulement de consommation. Kim Il Sung, on l'a vu, sait la valeur des « stimulants matériels », mais il a compris, à l'évidence, que l'homme ne vit pas seulement de consommation. Kim Il Sung, on l'a vu, sait la valeur des « stimulants matériels », mais il a compris, à l'évidence, que l'homme ne vit pas seulement de consommation.

1) Il est très surprenant, du fait de la tradition française de la propagande de Pyongyang, œuvre de citoyens séjés de la République démocratique et populaire et non de francophones, comporte des approximations et des exagérations souvent désarmantes. « Vous dites bien : mon général », nous a dit un délicieux interprète, c'est à peu près ce que signifie pour nous « le respecté général ».

à tour, une ferme coopérative, le mont Baekdu, un port de pêche, le mont Keumgang, une aciérie et enfin la ville de Pyongyang. En chemin, elle retrouve un carnet de poésies écrites par son père, mort en héros pendant la guerre, et reçoit du Grand Leader la décoration que son courage lui avait méritée. L'évocation du passé est l'occasion de scènes tirées de la guerre des partisans et de celle de 1950. Pour donner une idée du fossé mental qui sépare Pyongyang de notre Occident, il faut se représenter, nous dit-il, un instant l'affluence de l'idée que l'un pourrait avoir un sentiment pour l'autre. Jamais la chorégraphie n'a-t-elle établie une société d'une telle chasteté. Le divorce est rarissime, et l'avortement, très estompé, des mœurs européennes laisse nos intérieurs paillardes.

On n'ose imaginer comment serait accueilli ici un tel spectacle, où la perfection de la technique, la beauté des voix, la grâce des ballets, vont de pair avec la plus incroyable candeur. Et l'on ne peut que déplore tout ce que ce peuple perd à réprimer tout ce qu'il a de spontané, et à ignorer tout à fait les grandes œuvres de la culture universelle, encore qu'il soit fier d'avoir produit un jeune violoniste qui vient de gagner, à Belgrade, un certain international Mozart. Mais le régime a au moins réussi à surmonter la barrière culturelle qui, dans la plupart des pays, sépare la classe dirigeante de la classe dirigée. Chacun, ici, communique avec une sorte de joie enfantine à la célébration de ces merveilles, destinées à persuader le peuple qu'il vit dans une sorte de paradis.

Une ignorance absurde

La société socialiste s'effondre, en Europe de l'Est, pour avoir cru pouvoir s'assurer le concours des masses par la seule perspective du « communisme du gouvernement ». L'homme ne vit pas seulement de consommation. Kim Il Sung, on l'a vu, sait la valeur des « stimulants matériels », mais il a compris, à l'évidence, que l'homme ne vit pas seulement de consommation. Kim Il Sung, on l'a vu, sait la valeur des « stimulants matériels », mais il a compris, à l'évidence, que l'homme ne vit pas seulement de consommation.

1) Il est très surprenant, du fait de la tradition française de la propagande de Pyongyang, œuvre de citoyens séjés de la République démocratique et populaire et non de francophones, comporte des approximations et des exagérations souvent désarmantes. « Vous dites bien : mon général », nous a dit un délicieux interprète, c'est à peu près ce que signifie pour nous « le respecté général ».

2) Le régime de Pyongyang a investi dans l'industrie, dans les équipements sociaux, pour ne pas parler d'une détermination à continuer d'ignorer la Corée populaire, dont la volonté d'indépendance est devenue la règle d'or. On ne saurait en dire autant du Sud :

3) Capitaliste ou socialiste, tout pays qui veut sérieusement échapper au sous-développement passe par une période d'accumulation de capital. La Corée populaire, trente-deux ans après la fin de l'ère coloniale, s'y emploie, mais avec une détermination sans précédent, sans que son leader laisse la population se détourner, ne serait-ce qu'un instant, de ces objectifs. Elle le paye d'une coupe mentale presque totale avec le reste du monde industriel, dont elle fait pourtant, grâce à sa croissance ultra-rapide, de plus en plus partie. Est-il vain d'espérer que, une fois la base matérielle de son économie et de sa défense assurée, elle s'ouvrira un peu plus, comme d'autres l'ont fait, au vent du large, en surmontant la méfiance que le monde des puissances inspire visiblement à ses dirigeants ?

La France y contribuerait-elle pas en reconnaissant la République démocratique et popu-

Japon

M. Brown a cherché à rassurer Tokyo au sujet des intentions de Washington en Corée

Après une visite de quatre jours dans la capitale coréenne, M. Harold Brown, secrétaire américain à la défense, a cherché à rassurer, mercredi 27 juillet, le gouvernement japonais inquiet du projet de retrait des forces terrestres des Etats-Unis stationnées en Corée du Sud. « Nous savons que notre propre sécurité dépend de la paix et de la stabilité dans le nord-est de l'Asie », a dit M. Brown, qui a précisé que des troupes américaines resteraient au Japon, aux Philippines et dans l'île de Guam. Selon l'agence de presse japonaise Kyodo, il a néanmoins indiqué à ses hôtes nippons que les Etats-Unis avaient l'espoir d'ouvrir des conversations avec Séoul, Pyongyang et Pékin, pour réduire la tension en Corée.

De notre correspondant

Tokyo. — Au cours de sa brève visite à Tokyo, mercredi 27 juillet, M. Harold Brown a informé les dirigeants japonais des résultats des consultations qu'il a eues, les 25 et 26, avec les dirigeants de Séoul au sujet du retrait des troupes américaines. (Trente-neuf mille hommes) stationnées en Corée du Sud. Dans le communiqué publié le 26 à Séoul, il est notamment précisé que « le quartier général des forces américaines en Corée du Sud a décidé que deux bataillons de la seconde division d'infanterie resteront en Corée jusqu'à la phase finale du retrait ». Celle-ci est envisagée, sans qu'une date ait été arrêtée, pour 1981 ou 1982. Un premier contingent de six mille hommes (essentiellement le 1^{er} bataillon de la 2^e division, stationné au nord de Séoul) doit quitter la Corée au début de l'année prochaine.

Le maintien d'environ huit mille fantassins jusqu'à la fin du processus de retrait répond à une demande pressante de Séoul, qui a obtenu une seconde concession des Américains : l'état-major coréen va recevoir, à partir de l'année prochaine, le contrôle partiel des mouvements de ses unités de combat, qui, jusqu'à présent, ont été placées sous le commandement américain.

En 1978, un commandement commun sera créé, dans lequel le chef des forces américaines sera assisté par un général coréen. Au cours d'une conférence de presse, M. Brown a réaffirmé la volonté de Washington de respecter les engagements américains envers Séoul. Il a notamment précisé que les Etats-Unis continueraient à faire bénéficier la Corée du Sud de « parapluie » nucléaire américain, mais qu'il n'y avait pas de sécurité de ce pays d'armes nucléaires alors que des moyens conventionnels suffisent.

Une industrie d'armement

Malgré les déclarations de M. Brown et une lettre que M. Carter a personnellement adressée au président Park, les dirigeants japonais craignent que le Congrès américain, après le scandale des pots-de-vin sud-coréens d'après la guerre de Corée, ne décide de réduire les dépenses militaires. Ils craignent notamment que le Congrès américain, après le scandale des pots-de-vin sud-coréens d'après la guerre de Corée, ne décide de réduire les dépenses militaires. Ils craignent notamment que le Congrès américain, après le scandale des pots-de-vin sud-coréens d'après la guerre de Corée, ne décide de réduire les dépenses militaires.

Les Américains se sont engagés à fournir annuellement à Séoul 275 millions de dollars de crédits (à 8 % sur douze ans), au cours des quatre prochaines années. Ils lèveront, d'autre part, pour une valeur de 500 millions de dollars en munitions (il y a actuellement, selon des sources américaines, 300 000 tonnes de munitions en provenance des Etats-Unis en Corée du Sud). Cela doit permettre à Séoul de réaliser son programme de défense d'un coût total de 5 milliards de dollars — d'ici 1981.

PHILIPPE PONS.

(Vendredi 29 juillet.)

Le Monde

WEEKLY ENGLISH SECTION

Nous rappelons à nos lecteurs que la section hebdomadaire du Monde en langue anglaise est insérée dans le Guardian Weekly et se trouve par abonnement dans tous les pays.

EXTRAIT DU TARIF (Abonnement d'un an)

Voie normale	120 F
Voie aérienne :	
● Europe, Malte, Gibraltar, Chypre	138 F
● Moyen-Orient, Afrique du Nord	154 F
● Amériques, Canada, Afrique, Indes, Pakistan, Ceylan, Hongkong, Malaisie, Antilles	156 F
● Extrême-Orient	170 F

SERVICE DES ABONNEMENTS : 5, rue de l'Inde, 75121 Paris - Cedex 09 - C.C.P. 4207-23 Paris « Weekly English Section » — « Le Monde »

AFRIQUE

Ghana

LE DIFFÉREND FRONTALIER ENTRE TRIPOLI ET N'DJAMENA

Nous n'accepterons jamais que les Libyens restent à Aozou

nous déclare M. Goukouni, chef des rebelles du Tibesti

Aozou. — « Vous constaterez vous-même qu'il n'existe aucune force militaire libyenne au-delà de cette frontière. Le commandant Massoud Abdel Hamid, responsable de la région de Sebha à laquelle est rattaché militairement le district d'Aozou, nous avait expliqué la situation sur la carte géographique dominant son bureau de travail. Cette carte, manifestement à usage scolaire, semble assez récente et place Aozou à l'intérieur des frontières de la Libye. « Ce sont uniquement des Libyens qui habitent cette région », dit le commandant, sur un ton qui n'admet pas la réplique.

Aozou même, on ne s'en adjoint pas les propos. Il a installé son P.C. sous une tente, dans la cour de l'école islamique, qui, avec le poste de police et quelques magasins encore inoccupés, est l'une des rares constructions en dur que les Libyens ont édifiées depuis leur entrée dans la région. Apparemment, rien n'a changé dans les habitudes des six mille habitants de cette bourgade typiquement touhou, qui subsistent chichement de la culture de dattes des palmiers et de l'élevage des moutons et des chèvres dans les collines voisines. Aucun effort particulier n'a été fait pour créer des infrastructures permanentes, et les seuls avions qui peuvent atterrir à Aozou sont de minuscules Cessna ou Rallye de l'armée libyenne, qui partent de Sebha, sont souvent obligés de se poser dans des conditions hasardeuses sur des pistes de fortune dans la vallée.

Une frontière insaisissable

Le capitaine libyen chargé de faciliter notre voyage à l'intérieur du Tibesti estime que nous ne rencontrerons aucune difficulté particulière. Il met à notre disposition une tout-terrain Toyota « non immatriculée », un chauffeur de l'armée libyenne et un

De notre envoyé spécial

jours — ont réussi à s'emparer des forts de Bardai et de Zouar, deux des plus importants bastions gouvernementaux à l'extrême nord du Tchad.

M. Sanah Barka, le responsable du « détachement du Tibesti » installé ici son quartier général. Entouré de ses principaux adjoints, dont certains portent la vareuse militaire du Frontal et d'autres le bonnet traditionnel, il reçoit les journalistes étrangers dans l'une des plus grosses huttes du village. Assis en tailleur, sur le sol, il s'efforce de répondre à toutes nos questions. « Non, Abba Siddick ne fait pas partie du Frontal. Pour nous, c'est un inconnu. Oui, Mme Claustre a vécu ici quelque temps dans la hutte que vous voyez là. Hissène Habré n'est pas membre de la direction. Goukouni est en ce moment très loin d'ici, mais je suis quand même essayé de vous le trouver ».

Le lendemain à l'aube, nous le découvrons à notre réveil, couché à même le sol entre deux couvertures dans la cour de la case voisine, en compagnie de deux prisonniers capturés à Bardai. « Ce sont des frères qui ont été induits en erreur. Je ne crains rien d'eux », Les prisonniers opinent : « Il nous traite comme des frères ». Le visage taillé au couteau, les cheveux abondants et frisés, M. Goukouni est le « numéro un » de la rébellion dans le Tibesti. Parlant un français clair, bien que parfois hésitant, il n'hésite aucune question, si embarrassante soit-elle : « Il est vrai que la Libye nous aide sur le plan logistique, mais elle n'est pas la seule. D'autres Etats voisins, que je ne peux pas nommer, en font de même. En fait, la Libye nous envoie des vivres, des médicaments et des armes même du matériel militaire n'ayant que peu de

persuadé que, contrairement à certaines affirmations, il n'existe pas de gisement d'uranium et de magnésium dans la région d'Aozou. « A ma connaissance, dit-il, aucun géologue n'est venu y entreprendre des recherches. L'absence de richesses minières dans cette région pourrait faciliter la recherche d'une solution au règlement de ces problèmes délicats ».

Abordant ensuite les problèmes d'organisation intérieure du Frontal, M. Goukouni confirme que M. Hissène Habré, ancien chef militaire de la deuxième armée entre 1972 et 1978, a été évincé de ses fonctions. « A la suite d'un accordage accidentel entre les partisans libyens et du Frontal à Oumchita (à une centaine de kilomètres d'Aozou) le 25 juin 1978, nous avons été forcés de reconsidérer la situation politique et militaire de la deuxième armée. Nous estimons que cette armée, située au cœur même du Tibesti, ne peut continuer sans soutien extérieur. Tel n'était l'intention de M. Hissène Habré. Il pensait qu'il était facile de combattre sans soutien logistique de l'étranger. De plus, il voulait nous imposer son point de vue et s'efforçait en même temps de se réconcilier avec le régime de Fort-Lamy, sans poser de conditions ». M. Goukouni pense que, pour instaurer l'autonomie de la région, il faut une décision de l'Assemblée nationale. « Nous sommes prêts à négocier avec le régime de Fort-Lamy, sans poser de conditions », M. Goukouni pense que, pour instaurer l'autonomie de la région, il faut une décision de l'Assemblée nationale. « Nous sommes prêts à négocier avec le régime de Fort-Lamy, sans poser de conditions ».

Les prisonniers tchadiens

Pour l'instant, M. Goukouni voudrait régler le problème des prisonniers tchadiens capturés à Bardai et à Zouar au début de juillet. « Nous devons dès que possible prendre une décision à leur sujet », dit-il, laissant entendre qu'il pourrait finalement les échanger contre des détenus politiques emprisonnés à N'Djamena. Trois cent cinquante de ces prisonniers, pour la plupart des soldats du Sud, ont été groupés dans une longue vallée située à environ quatre heures de voiture de Zouar. Il y a parmi eux sept femmes, dix-neuf enfants et six civils qui travaillaient au fort de Zouar. Tous ont été traités avec humanité. Ils ont accès à la surface, a été dressée une tente plus grande que les autres : elle sert d'hôpital de campagne pour les dix derniers grands blessés de Bardai. L'infirmier major, lui-même prisonnier, nous déclare que deux d'entre eux ne survivront probablement pas. Une mission du Croissant Rouge est venue de Libye apporter des médicaments et a promis d'assurer l'évacuation des grands blessés ainsi que des femmes, des enfants et des civils.

La plupart des prisonniers affirment avoir été bien traités. Ils racontent en détail l'attaque contre Bardai et assurent n'avoir pas vu de soldats libyens : « Nous nous sommes rendus parce que nous avons compris qu'il ne servait à rien de continuer la lutte ». Le capitaine Mohamed Ngaral qui commandait la place de Bardai ajoute que les dirigeants de N'Djamena sont restés sourds à ces appels à l'aide. « Nous étions, dit-il, totalement à bout de munitions. J'ai donc proposé de me rendre avec mes soldats. Certains d'entre eux ont tenté de s'enfuir. Mais où donc pouvaient-ils aller dans cet enfer ? Ils ont tous été rattrapés. Après tout, les maquisards nous trahissent bien ». Et il se met à fredonner des chansons de la légion avant d'ajouter allègrement : « Nous sommes tous des tchadiens. Je ne suis qu'un militaire, un combattant, mais des régimes en place. Je servirais les révolutionnaires lorsqu'ils arriveront au pouvoir ». Mais les soldats captifs ne semblent pas partager l'enthousiasme de leur chef. Triste est le regard des prisonniers, fustent-ils bien traités.

JEAN GUYERAS.

(Jeudi 28 juillet.)

(1) Ancien nom de N'Djamena, capitale du Tchad.

« Nous avons tenté de nous réconcilier avec le Tchad »

Pour M. Goukouni, les relations entre le Frontal et la Libye ne sont pas aussi simples que certains se l'imaginent. « Elles sont à peu près cordiales, mais depuis 1974 de graves divergences nous séparent en ce qui concerne Aozou. A propos de cette fameuse affaire, nous avons diffusé plusieurs tracts contre le régime de Tripoli et nous avons même tenté à plusieurs reprises d'obtenir la libération de la région. Mais le régime de Tripoli ne nous a jamais répondu à nos appels. Nous ne pouvons pas combattre à la fois Kadhafi et M. Goukouni. Nous avons pris alors la décision de nous rapprocher de Tripoli. Mais le fond du litige demeure : Aozou fait partie intégrante du Tchad. Nous n'accepterons jamais que les Libyens restent dans ce district. D'ailleurs, nous estimons qu'ils n'occupent pas durablement Aozou. Il est certain que, après la victoire de la révolution, la Libye et les révolutionnaires tchadiens essaieront de trouver une meilleure solution. L'affaire d'Aozou est une affaire à régler entre deux Etats. Pour l'instant, il faut que nous poursuivions notre révolution et, je vous le répète, dans la région du Tibesti nous ne pouvons nous permettre le luxe de combattre deux ennemis à la fois ».

M. Goukouni est fermement

Tchad

L'opposition accueille avec scepticisme les promesses de retour à un régime civil

De notre envoyé spécial

Accra. — Une fausse accalmie semble régner dans la capitale ghanéenne deux semaines après l'engagement solennel pris par le Conseil militaire suprême (C.M.S.) — à la tête du pays depuis janvier 1979 — de céder la place le 1^{er} juillet 1979 à un « gouvernement civil ».

Certes, en rendant public le 14 juillet le processus — assorti d'un calendrier — de restitution du pouvoir à une nouvelle équipe gouvernementale élue, le général Ignatius Kutu Acheampong, chef de l'Etat, a échoué son test et fait droit, en partie du moins, aux demandes pressantes de l'opposition. Mais si l'épreuve de force entre militaires et civils a été évitée de justesse, les esprits ne sont pas calmés pour autant. Les mouvements d'opposition, qui réclament le départ immédiat de la junte, ne dissimulent guère leur scepticisme et tiennent le nouveau suris de deux ans que celle-ci s'est accordée pour une manœuvre dilatoire.

En effet, d'un côté, le gouvernement assure que « les rénes du pouvoir ne lui appartenaient plus que pour un temps limité ». De l'autre, il jette le trouble sur ses intentions, en laissant diffuser par la presse des résolutions de soutien proclamant « longue vie au gouvernement militaire », ou bien en fusillant à longueur d'éditorial « les intellectuels arrogants, agents de la subversion » au service de « forces extérieures » (ja mais identifiées), « minorité de droit divin », qu'il oppose à la majorité saine des « ouvriers, fermiers et pêcheurs ».

D'autant que le régime qui recèle sans doute bien des arrière-pensées s'emploie à dénoncer l'époque du multipartisme, fermement d'« apartheid des haines et de haines », le régime qui recèle sans doute bien des arrière-pensées s'emploie à dénoncer l'époque du multipartisme, fermement d'« apartheid des haines et de haines », le régime qui recèle sans doute bien des arrière-pensées s'emploie à dénoncer l'époque du multipartisme, fermement d'« apartheid des haines et de haines ».

En tout cas, la partie n'est pas jouée. L'opposition continue de boudier les militaires. Lors du banquet offert le 19 juillet au State House d'Accra par le colonel Feil, ministre des affaires étrangères, en l'honneur de M. de Guiringaud, tous les tranches civiles étaient ostensiblement absentes.

Face à une opposition frustrée, impatiente, l'armée semble peu désireuse de brûler les étapes. « Nous sommes des libéraux », affirmait récemment à Newsweek le général Acheampong. Au reste, la férule militaire est discrétion. Ni soldats ni policiers dans les rues. Mais, selon les milieux d'opposition, plusieurs centaines de personnes auraient été arrêtées ces dernières semaines. Aux meetings enfiévrés, l'opposition a d'ailleurs, par prudence, préféré la désobéissance civile, moins provocante et plus efficace. Non sans habileté, les dirigeants militaires, par trop dépourvus de charisme, ont réhabilité, à leur profit, le souvenir de Nkrumah, promu « père de la nation ».

Cette décision tardive ne réussira ni à faire oublier qu'Accra n'est plus, comme à y a vingt ans, l'une des capitales politiques de l'Afrique, ni à masquer le marasme économique actuel. Le Ghana, qui fut naguère la plus riche colonie britannique d'Afrique noire, végète dans un état de léthargie. C'est le régime du « mismanagement » et de la pénurie. Faute d'investissements (les plants n'ont pas été régnés), et de main-d'œuvre suffisante, la production de cacao, qui représente 64 % des exportations, n'a cessé, depuis les récoltes record de 1973 et 1974, de décliner. Elle plafonne autour de 350 000 tonnes. Ainsi le Ghana n'a nullement profité de la flamme des cours mondiaux.

Même stagnation pour le bois, l'or, la bauxite et le manganèse. Un quart de la production qu'ilte clandestinement le pays à destination de la Côte d'Ivoire et du Togo, où elle est négociée à un meilleur cours et dans une monnaie plus saine. Ce phénomène d'exportation par le biais de militaires de dévaluer le cedi (la monnaie ghanéenne) artificiellement « gonflée » et non convertible. En conséquence, le cedi s'échange au marché noir au quadruple de sa valeur nominale. La contrebande est largement aux mains des « mammites » locales (des revendeuses), qui continuent avec fermeté le commerce de détail.

Le taux annuel d'inflation — sous-estimé — atteint officiellement 53 %. En raison d'une sécheresse prolongée, les populations du Nord souffrent de malnutrition (la France vient d'ailleurs d'accorder au Ghana une importante aide alimentaire). Gros consommateur de pétrole, le Ghana doit importer la totalité de son « brut », ce qui pèse lourdement sur sa balance commerciale. Pour réduire la dette extérieure héritée des régimes précédents, le gouvernement militaire a pratiqué, ces dernières années, une politique d'austérité et prône l'autosuffisance. Il n'est parvenu ni à ralentir les investissements ni à freiner la hausse des prix. En insistant constamment sur la nécessité de réaliser l'unité nationale (« Une nation, un peuple, un destin »), les militaires ressentent peut-être à quel point la persistance des difficultés économiques porte en germe la résurgence du tribalisme que la prospérité des premières années de l'indépendance avait nettement atténué.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

(Samedi 30 juillet.)

Washington vendra des armes à la Somalie

En offrant officiellement de vendre des armes « défensives » à la Somalie, qui s'estime trahie par son protecteur soviétique, rallié depuis février 1977 à l'ennemi éthiopien, Washington introduit un élément nouveau — et probablement décisif — dans la « par-diplomatie » très serrée qui vise à détacher Mogadiscio de l'orbite soviétique. Membre notamment par l'Arabie Saoudite, dont l'objectif est d'éliminer l'U.R.S.S. des bords de la mer Rouge, cette entreprise a fait l'objet depuis plusieurs mois d'innombrables manœuvres, rencontres, déclarations préliminaires et démentis ambigus.

Dans le contexte très incertain de la corne de l'Afrique, ce « renversement d'alliance » souhaité par le camp occidental et les pays arabes comporte, il est vrai, suffisamment de risques pour inciter les parties concernées à la prudence. Pour le président socialiste Syaad Barre, un ralliement précipité au monde capitaliste n'aurait pas sans danger. Sur le plan intérieur, une bonne partie de l'armée somalienne et des dirigeants du parti unique demeurent hostiles, malgré l'amertume ressentie à l'égard de Moscou, à un changement de cap qui conduirait tôt ou tard le régime à renouer à la voie marxiste-léniniste.

Le président Syaad Barre est également très conscient des pro-

blèmes « techniques » que pose une « mise en guerre » d'un pays qui se trouve en situation de faiblesse. Le président somalien n'était pas assuré jusqu'à présent de trouver du côté de l'Europe, des Etats-Unis ou des pays arabes une « solution de rechange » satisfaisante. Dotée d'équipement soviétique très moderne, encadrée par quelque cinq mille conseillers soviétiques, l'armée somalienne — en cas de rupture avec Moscou — risquerait donc de se trouver en position très vulnérable face aux nouvelles divisions éthiopiennes.

D'un comportement assez singulier qui, depuis six mois, poussait le président Syaad Barre à répéter, dans des déclarations et interviews, qu'il était favorable à un maintien des liens avec l'U.R.S.S., tout en multipliant les visites dans les pays arabes « modérés » et les démarches diplomatiques en Europe et à Washington.

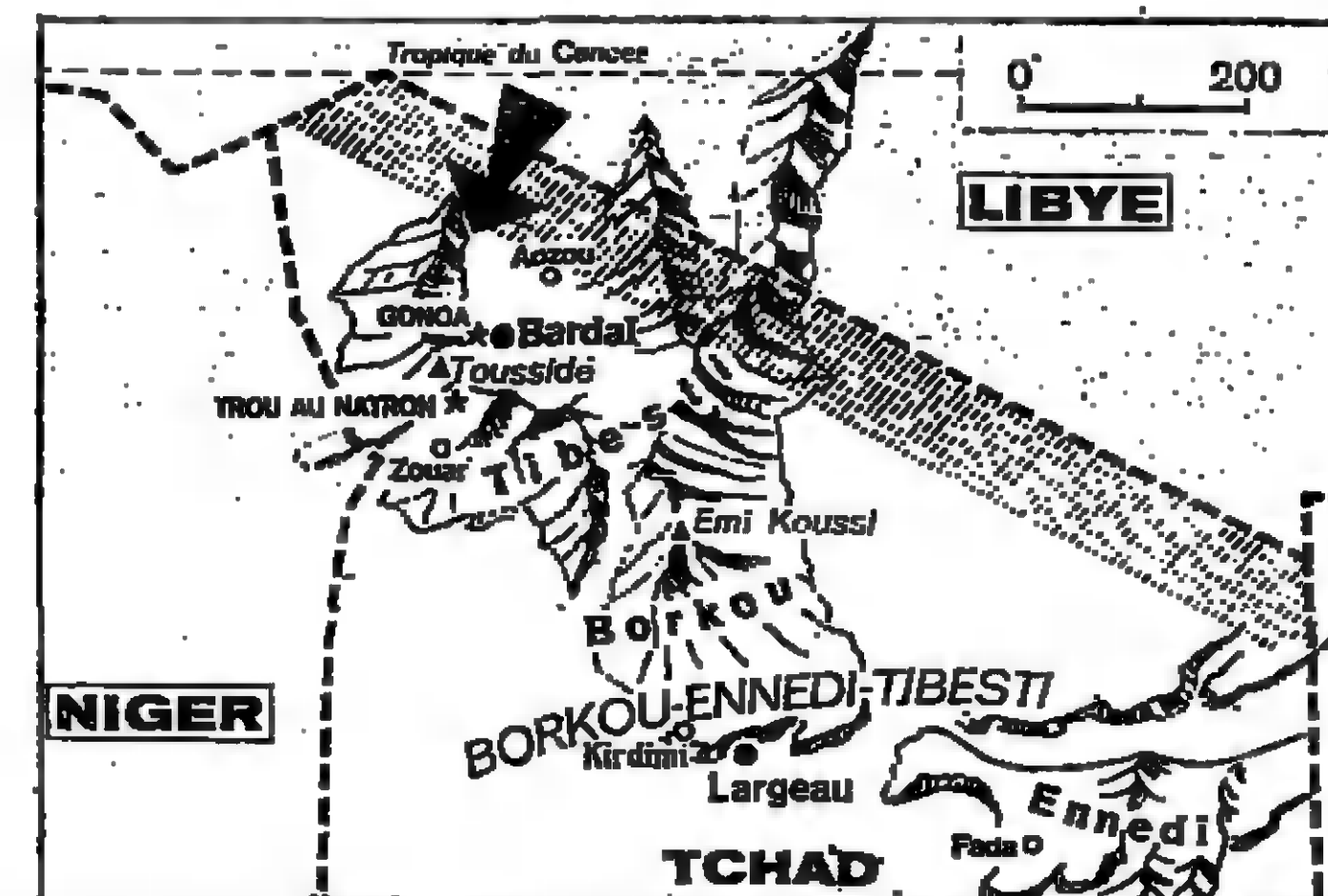
De côté américain, de nombreux facteurs incitaient à la prudence et justifiaient les longues hésitations de l'administration Carter. Face à l'engagement militaire des Soviétiques en Afrique, qu'ils jugent imprudent et voué à l'échec, les Américains ne sont guère pressés de « relever le défi ». L'opinion américaine et le Congrès, encore traumatisés par les aventures asiatiques, n'y sont guère favorables. En outre,

les déclarations solennelles du président Carter concernant les pays qui se respectent pas les droits de l'homme l'obligent à y regarder à deux fois quand il s'agit de l'Afrique.

C'est donc pas à pas et très lentement que les Etats-Unis — sur l'initiative personnelle du président Carter — ont été conduits à offrir leur aide à Mogadiscio. Le 10 juin déjà, le président Carter, étant nommé à la Somalie, déclarait que l'Amérique s'efforcerait dans certains pays de « contraindre l'influence de l'U.R.S.S. ». Le 1^{er} juillet, M. Vance confirmait avec sympathie « les appels à l'aide des pays menacés sur leurs frontières ».

Washington, en réalité, souhaitait d'une part, que la Somalie prenne nettement l'initiative d'un appel à l'aide, d'autre part, qu'un « consensus » se dégagât à ce propos dans le camp pro-occidental. L'aggravation de la situation sur les bords de la mer Rouge fait que ces deux conditions paraissent aujourd'hui remplies. S'il n'y a pas lieu de s'attendre à une expédition immédiate des conseillers soviétiques présents en Somalie, on peut néanmoins estimer que l'ambitio officielle entre Moscou et Mogadiscio est désormais plus que compromise.

(Jeudi 28 juillet.)



garde armé. « Nous avons des relations amicales avec les révolutionnaires du Frontal, et nous les aidons dans la mesure du possible, en facilitant le passage des journalistes, des médecins et en leur fournissant toute assistance alimentaire et humanitaire. » Il ajoute cependant être incapable de préciser où se trouve exactement la frontière entre la Libye et le Tchad. « Peut-être à une cinquantaine de kilomètres ».

En fait, cette frontière insaisissable, nous ne la verrons jamais. Entre Aozou et Zouar, deuxième base importante tenue par le Frontal, sur la route du Tchad, c'est le vide presque total. La piste rudimentaire, difficilement carrossable, de la bourgade à l'aéroport, se perd rapidement dans les sables des dunes. Les vallées se multiplient et s'enchevêtrent à l'infini. La configuration du terrain change constamment sur les 250 kilomètres parcourus en une journée, qui séparent Aozou de Zouar. Balottés sans répit dans tous les sens, aveuglés par la poussière et le sable, anéantis par la chaleur torride, le voyageur, désespérément accroché à son siège, n'a guère le loisir de profiter du merveilleux spectacle de certains sites de la région. Les seules et rares rencontres sont quelques Éthiopiens groupés autour des points d'eau et quelques chèvres qui broutent des herbes clairsemées.

L'extraordinaire rudesse de la nature explique en grande partie le succès des maquisards du Frontal. Eux connaissent le terrain dans tous ses recoins. Zouar, à l'aspect d'une charmante et paisible palmeraie où quelques dizaines de cases sont disposées en amphithéâtre. Elle a été abandonnée par ses habitants, qui sont allés chercher refuge dans les collines voisines par crainte d'éventuels raids de représailles de l'aviation tchadienne. Zouar n'est pas pour autant devenu un village mort, et les combattants du Frontal en ont fait une de leurs principales bases opérationnelles. C'est probablement d'ici que sont parties les maquisards qui, le 5 juillet dernier — après un siège de treize

مكتبة الامانة

LE MIROIR SUÉDOIS

I. - Le revers de la médaille

Stockholm. — Présentée naguère en exemple, notamment par M. Georges Pompidou, à la société française, la Suède apparaît aujourd'hui, à plusieurs égards, comme un miroir grossissant où mieux voir nos difficultés et le caractère parfois illusoire des politiques suivies par les gouvernements. Ainsi du sous-emploi et des remèdes qu'on lui applique, et peut-être encore de la situation monétaire, bien qu'il la comparaison fasse ressortir surtout de différences importantes que d'inquiétantes analogies.

Comme en beaucoup d'endroits, le temps est comme suspendu à Stockholm. On y fait le décompte des échecs auxquels a abouti une politique longtemps admirée à l'intérieur et à l'extérieur. C'est un grand risque pour la démocratie que l'alternance, après quarante-cinq années de pouvoir des sociaux-démocrates, ait eu l'occasion de jouer en ce moment de crise, dit un vieux professeur. Le cabinet formé, après les élections du 19 septembre, par les trois partis bourgeois (centristes, modérés, c'est-à-dire conservateurs, et enfin libéraux, qui lorgne du côté des socialistes) a déjà une fois changé de politique économique, passant, en l'espace de quelques mois, du laxisme inflationniste d'un Anthony Barber à la rigueur d'un Raymond Barre.

Pour la première fois depuis un demi-siècle, les Suédois doutent pourtant de leur capacité à conserver leur avance dans l'avenir ; ils se demandent sérieusement s'ils n'ont pas fait fausse route.

D'où vient alors que le visiteur étranger soit plus réconforté qu'abattu après avoir constaté le changement de climat qui, en quelques années, s'est produit à Stockholm ?

Une des raisons en est sans doute l'admirable qualité du débat qui se déroule sur la place publique. Les économistes qui, au début de ce siècle, ont fait la réputation de l'école suédoise, ont laissé une tradition vivante qui imprègne tant les syndicats regroupés dans la puissante confédération nationale L.O. — que le patronat, en passant par les politiciens. Même si le gouvernement ne tranche pas volontiers, du moins à Stockholm on discute-on pas dans le vide. Cela ne veut pas dire que les arguments émotionnels n'occupent pas leur place habituelle, c'est-à-dire la première (que la droite française ne se rassure pas trop vite : le profit a, en Suède, aussi mauvaise presse que partout ailleurs).

« Deux grands thèmes ont fait perdre les élections », nous dit l'ancien premier ministre, M. Olof Palme : « la peur du nucléaire, que les centristes ont utilisée contre nous, et la peur suscitée par le projet Meidner sur la propriété du capital des entreprises. » M. Palme convient qu'on peut en ajouter un troisième : « nos électeurs se sont identifiés à Ingmar Bergman, à Bibi Andersson et à Astrid Lindgren dans leurs défilés avec les fonctionnaires du fisc ».

Le projet Meidner, et ceux que le patronat et les économistes libéraux lui opposent, sont étudiés par une commission qui dispose encore d'une année et demie pour déposer un rapport. A droite, ainsi qu'à gauche, tout le monde s'accorde pour affirmer que ces travaux serviront de départ aux affrontements des années 80. Ce n'est pas un appauvrissement, mais au contraire un enrichissement pour un pays que de balancer ainsi par avance le chemin qui conduira à de nouvelles et, probablement, profondes transformations sociales.

Pour l'instant, ce n'est pas la perspective d'un avenir qu'ils construisent qui préoccupent les Suédois. Ce sont les événements qu'ils subissent contre leur attente. A se tenir aux statistiques, leur sort apparaît, au sens fort du mot, enviable. Les salaires des ouvriers sont les plus élevés du monde, dépassant en moyenne ceux des Américains, des Allemands ou des Suisses. C'est l'inflation est une des plus fortes d'Europe et elle entraîne une hausse du coût de la vie, qui de 10 % en 1976 dépasse aujourd'hui largement 12 %, en rythme annuel. Mais le chômage est le plus faible — et de loin — de tous les pays de l'O.C.D.E. Il est inférieur à 2 % de la population active.

Jusqu'à une époque toute récente, c'était la fierté des Sué-

dois d'avoir réussi à rester fidèles à leur dogme. Nulle part ailleurs, la religion du plein-emploi n'avait été poussée plus loin. Mais, aujourd'hui, on sait qu'on va devoir, dans les tout prochains mois, y renoncer. Sous l'influence grandissante de M. Gösta Bohman, ministre des finances, chef du parti des « modérés », le gouvernement a décidé d'ouvrir les yeux des Suédois à la dure réalité. Changement de cap à peu près complet ! Rénégociant sur toutes les louanges qui avaient été décernées à la Suède du temps de la prospérité, les experts de l'O.C.D.E. monèrent en épingle la politique antirécession que le gouvernement de M. Olof Palme, avec l'approbation pour une fois enthousiaste du patronat, avait décidé de mener en 1974, au lendemain du quadruplement du prix du pétrole, puis de façon encore plus systématique en 1975 et en 1976. Voici l'exemple à suivre, disait-on au château de La Muetta, où l'on ne se demandait jamais si une action dirigée contre les effets d'une maladie suffit à s'en préserver.

Cette politique, on l'a résumée en Suède dans une formule expressive. Elle consistait tout bonnement à « sauter par-dessus la crise », en attendant des jours meilleurs pour repartir du bon pied. « Aujourd'hui, on s'aperçoit qu'en agissant de cette façon la reprise nous est également passée sous le nez ! », nous déclare le professeur Erik Lundberg, économiste de grand renom.

Une première série de mesures, adoptées il y a déjà plus de deux ans, s'apparentent à celles que l'on connaît en France depuis le 24 avril dernier sous le nom de « plan Barre bis ». Rien n'a été dénié pour inciter les entreprises à embaucher des jeunes. Elles reçoivent une allocation horaire de 10 couronnes (1 couronne = 0,92 franc) pour chaque personne âgée de moins de vingt-cinq ans qu'elles embauchent. Grâce à cette subvention et d'autres aides offertes dans le même des-

sein, on leur rembourse entre la moitié et les trois quarts de leurs coûts salariaux pour chaque nouvel emploi créé.

L'idée selon laquelle il est plus économique de financer la formation de la main-d'œuvre que de payer des chômeurs a été poussée aussi loin que possible. Les entreprises qui, au lieu de licencier des travailleurs en sur-nombre, organisent pour eux des cours de recyclage ont droit à un subside de 25 couronnes par jour. Mieux encore, on n'a pas hésité à créer des « emplois de dépannage » rémunérés au taux ordinaire et consistant à, à construire des routes et ici à classer des archives ou, encore à porter assistance aux vieillards. En France, le gouvernement a décidé, en désespoir de cause, d'ouvrir quelques vingt mille postes d'auxiliaires dans l'administration. En Suède, l'administration est allée jusqu'à embaucher, du printemps 1974 au printemps 1976, plus de cent vingt mille employés supplémentaires, soit un chiffre correspondant à peu de chose près à celui des nouveaux arrivants sur le marché dit du travail.

Résultat : le pays ne compte qu'environ quatre-vingt dix mille chômeurs inscrits (n'ayant le droit qu'à une allocation relativement faible), mais le nombre de salariés en stage de formation dépasse ce chiffre. Les industriels estiment qu'entre 8 et 10 % de leurs effectifs sont en réalité occupés. Au désespoir forcé, les salariés, surtout les jeunes, réagissent par l'absentéisme, contre lequel le nouveau président du patronat voulait lutter, au début de cet hiver, suivant une « logique » rappelant le temps du capitalisme le plus dur, par la suppression des remboursements de la sécurité sociale pour les congés médicaux de moins de trois jours.

Un premier série de mesures, adoptées il y a déjà plus de deux ans, s'apparentent à celles que l'on connaît en France depuis le 24 avril dernier sous le nom de « plan Barre bis ». Rien n'a été dénié pour inciter les entreprises à embaucher des jeunes. Elles reçoivent une allocation horaire de 10 couronnes (1 couronne = 0,92 franc) pour chaque personne âgée de moins de vingt-cinq ans qu'elles embauchent. Grâce à cette subvention et d'autres aides offertes dans le même des-

Des coûts de production non compétitifs

Au plus fort de la récession, le de l'époque, appuyé, répétons-le, par toutes les organisations ouvrières et patronales, ne s'est pas contenté de subventionner le maintien en place des salariés privés de tâche réelle. Pour un autre aspect de sa politique « anti-cyclique », il a été cité en exemple par l'O.C.D.E. (voir le rapport de l'année 1975, consacré à la Suède). A partir du moment où les débouchés se sont fermés aux fabricants suédois de pâte à papier, d'acier et d'autres semi-produits durables de l'industrie, l'Etat les a encouragés à continuer de faire tourner leurs usines en leur versant des subventions représentant jusqu'à 20 % de la valeur des augmentations de leurs coûts. Là encore, les experts de l'O.C.D.E. obnubilés par l'obsession d'annuler les effets du cycle, ne se sont jamais demandé ce qu'il adviendrait à l'économie mondiale si, dans le monde entier, pendant les périodes de récession, on continuait de verser les subventions de ce genre. Même pour la Suède, prise isolément, cette politique appauvrit l'industrie suédoise. Elle repose sur l'idée (partagée par bien d'autres dirigeants du monde occidental) que la récession a la plus sévère de l'après-guerre serait, malgré tout, de courte durée.

Dans le domaine des revenus individuels, c'est la même volonté de « correction » des influences déflationnistes venues de l'extérieur qui a inspiré l'action du précédent gouvernement (et du nouveau) jusqu'au coup de barre donné le 1^{er} avril dernier. Au début de 1974, les impôts furent allégés, et cela de la façon la plus délibérée, pour annuler les effets du renchérissement du pétrole sur le pouvoir d'achat de la population. La Suède, dont la conjoncture est en général décalée de six mois à un an sur celle de l'économie mondiale, connaît une bonne année 1974. Rien ne sera sérieusement tenté ni cette année-là ni les suivantes pour s'opposer à la vague d'inflation. Les salaires augmentent de plus de 40 % pendant la période de 1975-1976, à quoi doit s'ajouter en 1977 les effets de l'accord annuel conclu sur le plan national entre le patronat d'une part et de l'autre les syndicats d'ouvriers et de « cols blancs » : plus de 10 %, environ, à quoi s'ajoutera sans doute cet été un point pour tenir

seul, on leur rembourse entre la moitié et les trois quarts de leurs coûts salariaux pour chaque nouvel emploi créé.

L'idée selon laquelle il est plus économique de financer la formation de la main-d'œuvre que de payer des chômeurs a été poussée aussi loin que possible. Les entreprises qui, au lieu de licencier des travailleurs en sur-nombre, organisent pour eux des cours de recyclage ont droit à un subside de 25 couronnes par jour. Mieux encore, on n'a pas hésité à créer des « emplois de dépannage » rémunérés au taux ordinaire et consistant à, à construire des routes et ici à classer des archives ou, encore à porter assistance aux vieillards. En France, le gouvernement a décidé, en désespoir de cause, d'ouvrir quelques vingt mille postes d'auxiliaires dans l'administration. En Suède, l'administration est allée jusqu'à embaucher, du printemps 1974 au printemps 1976, plus de cent vingt mille employés supplémentaires, soit un chiffre correspondant à peu de chose près à celui des nouveaux arrivants sur le marché dit du travail.

Résultat : le pays ne compte qu'environ quatre-vingt dix mille chômeurs inscrits (n'ayant le droit qu'à une allocation relativement faible), mais le nombre de salariés en stage de formation dépasse ce chiffre. Les industriels estiment qu'entre 8 et 10 % de leurs effectifs sont en réalité occupés. Au désespoir forcé, les salariés, surtout les jeunes, réagissent par l'absentéisme, contre lequel le nouveau président du patronat voulait lutter, au début de cet hiver, suivant une « logique » rappelant le temps du capitalisme le plus dur, par la suppression des remboursements de la sécurité sociale pour les congés médicaux de moins de trois jours.

Un premier série de mesures, adoptées il y a déjà plus de deux ans, s'apparentent à celles que l'on connaît en France depuis le 24 avril dernier sous le nom de « plan Barre bis ». Rien n'a été dénié pour inciter les entreprises à embaucher des jeunes. Elles reçoivent une allocation horaire de 10 couronnes (1 couronne = 0,92 franc) pour chaque personne âgée de moins de vingt-cinq ans qu'elles embauchent. Grâce à cette subvention et d'autres aides offertes dans le même des-

Dans le domaine des revenus individuels, c'est la même volonté de « correction » des influences déflationnistes venues de l'extérieur qui a inspiré l'action du précédent gouvernement (et du nouveau) jusqu'au coup de barre donné le 1^{er} avril dernier. Au début de 1974, les impôts furent allégés, et cela de la façon la plus délibérée, pour annuler les effets du renchérissement du pétrole sur le pouvoir d'achat de la population. La Suède, dont la conjoncture est en général décalée de six mois à un an sur celle de l'économie mondiale, connaît une bonne année 1974. Rien ne sera sérieusement tenté ni cette année-là ni les suivantes pour s'opposer à la vague d'inflation. Les salaires augmentent de plus de 40 % pendant la période de 1975-1976, à quoi doit s'ajouter en 1977 les effets de l'accord annuel conclu sur le plan national entre le patronat d'une part et de l'autre les syndicats d'ouvriers et de « cols blancs » : plus de 10 %, environ, à quoi s'ajoutera sans doute cet été un point pour tenir

seul, on leur rembourse entre la moitié et les trois quarts de leurs coûts salariaux pour chaque nouvel emploi créé.

L'idée selon laquelle il est plus économique de financer la formation de la main-d'œuvre que de payer des chômeurs a été poussée aussi loin que possible. Les entreprises qui, au lieu de licencier des travailleurs en sur-nombre, organisent pour eux des cours de recyclage ont droit à un subside de 25 couronnes par jour. Mieux encore, on n'a pas hésité à créer des « emplois de dépannage » rémunérés au taux ordinaire et consistant à, à construire des routes et ici à classer des archives ou, encore à porter assistance aux vieillards. En France, le gouvernement a décidé, en désespoir de cause, d'ouvrir quelques vingt mille postes d'auxiliaires dans l'administration. En Suède, l'administration est allée jusqu'à embaucher, du printemps 1974 au printemps 1976, plus de cent vingt mille employés supplémentaires, soit un chiffre correspondant à peu de chose près à celui des nouveaux arrivants sur le marché dit du travail.

Résultat : le pays ne compte qu'environ quatre-vingt dix mille chômeurs inscrits (n'ayant le droit qu'à une allocation relativement faible), mais le nombre de salariés en stage de formation dépasse ce chiffre. Les industriels estiment qu'entre 8 et 10 % de leurs effectifs sont en réalité occupés. Au désespoir forcé, les salariés, surtout les jeunes, réagissent par l'absentéisme, contre lequel le nouveau président du patronat voulait lutter, au début de cet hiver, suivant une « logique » rappelant le temps du capitalisme le plus dur, par la suppression des remboursements de la sécurité sociale pour les congés médicaux de moins de trois jours.

De notre envoyé spécial PAUL FABRA

II. - « Des bourgeois » qui nationalisent...

Stockholm. — Il y a quelques semaines, le gouvernement suédois espérait encore pouvoir éviter de choisir franchement entre les deux politiques monétaires que des économistes d'opinion opposées, mais appartenant presque tous au courant « libéral » ou « bourgeois », préconisent depuis quelques mois sur la place publique. D'un côté, les partisans d'une forte dévaluation de la couronne, impliquant en fait l'abandon du « serpent », de l'autre les partisans d'une « légèreté » à la belge, faisant de l'association avec le Danemark, monnaie forte par excellence, l'instrument principal de lutte contre l'inflation.

Asses curieusement, c'est surtout l'âge qui semble déterminer la ligne de partage. Parmi les meilleurs avocats de la première solution, le plus influent est sans doute Erik Lundberg, 61 ans, gardé présentes à la mémoire, pour y avoir activement participé, les discussions qui avaient déjà eu lieu sur le même thème pendant les années 30, alors que la Suède se détachait des autres pays industriels par sa capacité à surmonter la crise, grâce à une vigoureuse politique d'exporta-

tion. Les événements pourraient bien donner raison à l'ancienne génération.

Les jeunes économistes sont plus sensibles à la théorie des « anticipations inflationnistes ». Pour eux, une dévaluation d'une ampleur suffisante pour ajuster les prix suédois au niveau international n'aurait qu'un effet passager, car les syndicats seraient en mesure d'arracher des hausses de salaires compensatoires. L'ajustement de ce type ne peut être qu'un processus lent et graduel. Tout raccourci monétaire serait une illusion. Au contraire, en « tenant bon » le côté du deutschemark, on finira par convaincre les agents économiques du caractère sérieux de l'action entreprise contre l'inflation. Et, puis, ajoute le plus provocant des avocats de la première solution, « nous avons un autre moyen à notre disposition, dont certains nous nous servons, mais que nous ne perdons pas de vue : nous sommes prêts à nous battre, car nous sommes prêts à nous battre, car nous sommes prêts à nous battre ».

Entre ces conseils contradictoires, le gouvernement suédois suit une voie moyenne qui comporte de grands risques, à la fois monétaires, économiques, politiques. Il est des fois que le 1^{er} octobre 1976 d'abord, puis le 4 avril 1977, procéda à une petite dévaluation de la couronne, dont l'effet combiné a été d'abaisser le niveau de la couronne de 9 % par rapport au deutschemark. La « stabilité », qui justifie l'existence du « serpent », n'a pas été trop malmenée, mais rien n'a été résolu. Les prix de revient suédois avec les coûts allemands n'ont pas été corrigés. Le dollar vaut moins aujourd'hui (4,29 couronnes) sur le marché des changes à Stockholm qu'en juillet 1976 (4,44 couronnes).

Simultanément, le gouvernement poursuit l'ajustement graduel de la politique économique, au sens de l'O.C.D.E., de restriction de la demande.

Il a relevé de trois points le taux de la T.V.A. en le portant à 20,6 %. Mesure très sévère pour un pays où les impôts directs sont très lourds et où, en l'espace d'une génération, a nivelé les revenus : un degré inimaginable en France. Il a appliqué des économies budgétaires qui frappent, comme partout ailleurs, des postes de dépenses souvent très « sensibles ». Les crédits de recherche, mais politiquement moins intéressants. L'objectif est d'économiser de 15,7 milliards initialement prévus. Les gouvernements conservateurs commentent presque toujours par l'inflation à 13 milliards de couronnes, soit un chiffre presque égal au déficit du budget français pour un pays six fois moins peuplé.

Sur le plan monétaire, c'est évidemment un pari périlleux qu'a pris le gouvernement. La baisse du dollar remet en question un équilibre qui paraissait déjà précaire. Auparavant M. Gösta Bohman, ministre des finances, avait préparé pour la rentrée un certain nombre de mesures dont l'esprit des avantages comparables à ceux d'une « dévaluation » des coûts de revient auraient été allégés pour les entreprises grâce à un abaissement de la fiscalité indirecte, tandis que la T.V.A.

aurait été encore majorée. Mais les autorités suédoises risquent maintenant de se trouver devant la situation qu'elles redoutaient le plus : être débordées par l'apocalypse, ce qui, cette fois, pourrait les obliger à « sauter le pas » en quittant le « serpent ».

Notre manière à nous, dit tristement un haut fonctionnaire, de participer pour la bande à la Communauté européenne.

A travers toutes leurs difficultés, les trois formations « bourgeoises » du gouvernement font des efforts honorables pour travailler ensemble malgré leurs divisions. Alors que les modérés et libéraux se retrouvent côte à côte pour approuver le programme nucléaire ambitieux de l'ex-gouvernement socialiste, honni par les « centristes » (le parti du premier ministre), ils se séparent sur l'orientation générale à donner à la politique sociale et économique. Les libéraux veulent, quant à eux, assigner leur image de parti d'opposition à la gauche, tandis que l'influent ministre des finances déjà nommé, chef du parti modéré, et le ministre de l'Industrie, centriste M. Nils Aspling (l'auteur d'une doctrine dont il est beaucoup question) voudraient au contraire « que les Suédois cessent de compter sur l'Etat pour résoudre tous leurs problèmes ».

« La doctrine Aspling », nous dit celui qui lui a donné son nom, n'est pas une théorie. C'est une attitude. C'est une attitude à demander aux entreprises qui, pour des raisons économiques, sont contraintes de fermer une usine, de supporter elles-mêmes, autant qu'elles le peuvent, la conséquence de leurs actes, en essayant elles-mêmes de créer des emplois alternatifs. C'est une attitude à demander au patronat. Le ministre de l'Industrie, comme plusieurs autres membres du gouvernement, est de par sa profession, un « libéral ». C'est peut-être la vieille tradition illustrée par le dicton « charbonnier est maître chez lui », qu'aucune industrialisation n'a jamais réussi à faire disparaître complètement, qui reprend le dessus après la chute de M. Olof Palme, grand bourgeois de gauche, tribun et intellectuel.

« Nous nous traitons mutuellement », dit M. Aspling, un sourire timide aux lèvres, à propos des décisions que les nouveaux dirigeants ont dû prendre, contre les conseils des personnes, mais en vertu d'un pragmatisme dont se réclament aussi la plupart des socialistes, y compris l'ancien ministre de l'Industrie. Ce n'est pas le moindre paradoxe de la situation que de voir le

Les réformes « de structure »

Les partis bourgeois sont-ils finalement plus à droite que leurs adversaires sociaux-démocrates ? Devant l'urgence de l'heure, les problèmes à résoudre, ils ont répondu à l'autisme et à l'inertie, qui devraient justifier, aux yeux de la gauche, leur maintien au pouvoir. Sagement, ils attendent les conclusions de la commission parlementaire ad hoc pour aborder la question, où l'ancien ministre de l'Industrie, M. Nils Aspling, qui, en l'absence d'infinies précautions, pourrait bien faire éclater l'actuelle coalition.

« Nous révisons la classification traditionnelle de la droite et de la gauche pour situer notre parti le « centre », sur l'échiquier politique », nous dit le professeur Andreas Aadal, l'un des principaux conseillers du ministre, ancien représentant de son pays à l'O.C.D.E., parlant français avec plaisir, jeune, élégant. Pour maints hommes de gauche, un tel langage est caractéristique de la droite. N'entrons pas dans cette querelle. M. Aadal précise : « Nous essayons d'apporter une autre dimension à la politique en analysant les thèmes de la consommation des ressources naturelles (la consommation ne doit pas se faire au détriment des générations futures), d'un meilleur équilibre entre les industries entre les régions. »

Nul doute que, sur ce dernier point au moins, les centristes parlent comme un Rudolf Meidner, l'un des pères du mouvement syndical (L.O.), qui, à depuis quelques années, révisé ses conceptions sur le plein emploi. M. Meidner, un autre économiste de L.O., M. Gösta Rehn, avant, à la fin de 1950, élaboré toute une théorie qui allait servir de base à l'organisation du marché du travail. Fondamentalement, il s'agissait de combiner les deux principes de « solidarité » et de « mobilité ». En vertu du premier, « le salaire doit être égal pour un travail égal », pour des raisons à la fois de justice et d'efficacité : si les salaires sont, dans telle ou telle région, plus bas que la moyenne nationale, cela revient à subventionner de façon occulte les entreprises qui y sont installées. Le corollaire de l'égalisation des rémunérations, c'est l'encouragement à la mobilité de la main-d'œuvre, afin que celle-ci puisse se diriger vers les entreprises les plus efficaces. « Nous avons été trop optimistes », nous dit M. Meidner : nous reconnaissons aujour-

gouvernement « bourgeois » faire ce que, en quarante-quatre ans de pouvoir, les socialistes se sont abstenus de faire : nationaliser. Dans les chantiers navals (10 % de la production mondiale), le gouvernement a repris la totalité du capital de la société, qu'il possédait déjà à 51 %, et lui a adjoint par fusion les installations de l'autre chantier (privé) qui existait à Göteborg, si bien qu'il ne reste plus qu'un seul constructeur privé (à Malmö). Dans l'électronique, l'Etat a augmenté sa participation en formant avec le groupe Wallenberg une nouvelle société dans laquelle se trouve amalgamée une compagnie jusqu'alors entièrement privée. Dans l'industrie de l'acier, y compris des aciéries spéciales, naguère la fierté de la technique et du génie exportateur suédois, un plan de réorganisation est à l'étude, qui prévoit une reprise en main, sous l'égide de la société nationale déjà existante, d'une partie sans doute importante de la production.

« En réalité, nous dit le ministre de l'Industrie, les nationalisations auxquelles nous sommes contraints de procéder ont pour but de confier à l'Etat la tâche difficile de rationaliser et de développer les capacités de production qui, pour la construction navale par exemple, devront être réduites de moitié d'ici à 1979. En définitive, compte tenu de l'expansion attendue de l'industrie privée dans d'autres secteurs, cela n'aura pas pour résultat d'accroître globalement la part du secteur public. »

Le gouvernement aurait donc eu, en quelque sorte, la main forcée. Par quoi ? Par la faillite financière qui menaçait les sociétés nationalisées et à nationaliser. « Nous aurions dû faire à peu près la même chose », nous dit M. Palme, non par idéologie, mais par nécessité. Certains assurent que les socialistes, s'ils étaient restés aux affaires, auraient été un peu plus loin, poussés par les syndicats, qui pourtant comptent sur d'autres méthodes que la nationalisation pour réaliser leurs projets. Mais la faible minorité des gros détenteurs d'actions la propriété des moyens de production et le pouvoir qu'elle confère.

Voilà, pour le présent, l'origine de la grave menace qui pèse désormais sur l'emploi : les plus grandes firmes du pays ont accumulé des pertes en 1976, et l'exercice en cours sera pour beaucoup d'entre elles plus désastreux encore. Des quarante fabricants de pâte à papier, cinq seulement ont annoncé cette année des résultats bénéficiaires.

Les réformes « de structure »

D'un côté, cette politique était trop dure : d'abord, parce qu'elle n'est jamais parvenue à « recasser » tous les travailleurs des entreprises publiques, et ensuite parce qu'elle change de lieu de travail, même dans les meilleures conditions possibles, diminue souvent la satisfaction de leur travail, leur métier. « Ce changement d'optique des syndicalistes est de grande importance pour l'avenir : il s'ajoute à tous les autres facteurs qui rendent difficile le retour au taux élevé de croissance de jadis. »

Concrètement, le programme de réformes envisagé par le gouvernement pour l'automne devrait surtout se traduire par une série de mesures destinées à favoriser les petites entreprises (par allègement, entre autres, de la pesante fiscalité sur les successions). Encourager l'homme pauvre mais capable à devenir son propre maître, est un thème que modérés et centristes reprennent volontiers, en faisant remarquer que leurs « contacts personnels » avec les grandes affaires sont beaucoup moins étroits que ceux des socialistes. De nouveau, la tradition individualiste et, pour se référer à l'histoire d'un pays où les Suédois ont immigré en masse, l'idéal jeffersonien.

Quant à la fameuse querelle sur le projet Meidner, relatif à la création de fonds d'investissement destinés à recueillir chaque année un certain pourcentage (de l'ordre de 30 %) des profits des entreprises pour en faire la propriété collective et inaliénable des salariés, elle est pour l'instant sous le boisseau. On se préoccupe de part et d'autre de le reprendre, à l'automne 1977, quand la commission parlementaire nommée en 1974 sur l'initiative du parti libéral (ce qui complique encore les choses) aura terminé ses travaux. Le gouvernement « bourgeois » n'est pas loin de considérer comme sa « mission historique » de substituer au projet des syndicats des formules plus individualistes (chaque salarié étant à titre personnel propriétaire d'actions du Fonds et gardant la faculté d'en disposer) et plus conforme aux règles de fonctionnement du marché financier. « En 1979, lors des prochaines élections, nous serons prêts à répondre aux arguments de la gauche », nous dit M. Palme. Une décision qui pourrait être une date pour l'ensemble du monde capitaliste.

PTN

(Vendredi 29 juillet.)

ملکة الأميرة

Remède ou drogue

M. Giscard d'Estaing veut enfoncer dans la tête des Français les trois mots d'indépendance, de sécurité et de responsabilité. Il a taillé gros à Pierrelatte, comme s'il voulait montrer aux manifestants de Creys-Malville qu'un seul a été franchi, qu'il n'est plus question de tergiverser sur Super-Phénix ou de chiffrer sur les 40 000 mégawatts du programme nucléaire civil à mettre en œuvre d'ici à 1985, à défaut la France dépendrait à 86 % de l'étranger pour son approvisionnement énergétique.

Comme la C.G.T., qui a fait passer sur le dos de nos compatriotes la frénésie des coupures de courant pour le cas où une politique nucléaire ne serait pas résolument engagée, le président de la République brandit l'épouvantail de la colonisation par les pays pétroliers si l'atome national ne vient pas prendre le relais le plus rapidement possible. C'est de bonne guerre. On oppose aux interrogations des écologistes, à leurs « états d'âme », les robustes arguments de la nécessité. Il faudrait une bonne dose d'incoscience pour tourner le dos à « nucléaire », dans une société industrielle dont la soif d'énergie est de plus en plus grande.

Mais voilà où le bât blesse. La France a raté le virage du pétrole au début du siècle en n'investissant pas à temps où il le fallait comme les Anglais ou les Américains. Tout se passe comme si le gouvernement voulait prendre une revanche en forçant la case avec les surrégénérateurs, en se dotant d'un programme très ambitieux avant même d'avoir essayé d'évaluer vraiment le taux de croissance économique des années à venir dont on peut s'attendre, qu'on le déplore ou non, qu'il sera moins élevé que durant les années 60.

Qu'importe, semblent penser les responsables : l'expansion sera toujours suffisante pour absorber les milliards de kilowatts nucléaires déversés dans le réseau, et ce sera autant de devises économisées sur la facture pétrolière. Raisonnablement financier impeccable mais qui, s'il est poussé trop loin, comme du temps où le pétrole était à bas prix, étouffera les recherches dans d'autres formes d'énergie.

Parce qu'on aura tiré des surrégénérateurs et qu'on les fera mieux que les autres, il faudra en faire de plus en plus. Raisonnablement typique.

Ces jeunes qui disent non

(Suite de la première page.)

Ont-ils été traumatisés par Hiroshima ? La plupart n'étaient pas nés en 1945. Révélés d'un retour à une France rurale et pauvre ? Ils n'ont connu qu'un pays en pleine industrialisation. Sont-ils des anciens combattants de malheur ? « Elles » jouaient à la nautique et « ils » portaient des culottes courtes il y a dix ans, ces filles et ces garçons qui disent aujourd'hui « non » au nucléaire. Ce qu'ils veulent c'est construire eux-mêmes un avenir différent de celui que leurs aînés leur proposent. Ce faisant, ils posent à l'ensemble du pays une grave question.

Ces jeunes ont été touchés par les thèses des écologistes, dont le caractère profondément « subversif » et novateur il y a à peine cinq ans fait désormais recette. Ce sont les écologistes qui les premiers ont souligné les incertitudes, dont les périls potentiels, du nucléaire civil. Si un jour, enfin, un débat sérieux s'établit sur le programme électronucléaire français et l'ensemble de ses conséquences à long terme, c'est à leurs manifestations répétées qu'on le devra en grande partie.

Les écologistes à leur tour ont été « contaminés » par les idées non violentes et, contrairement aux apparences et aux déclarations du pouvoir, ils viennent de le démontrer à Malville. Car il faut être de mauvaise foi pour ne pas distinguer entre les trente mille manifestants et quelques centaines de garçons et de filles décidés à en découdre. Tous les observateurs ont pu constater que, pendant les trois heures et demie qu'a duré la gréville aux abords du hameau de Faverges, l'immense masse des antinucléaires n'ont ni rejoint ni soutenu les groupuscules de « casseurs » — Français, Allemands et Italiens — qui tentaient de les entrainer. De ce fait, les « dégâts » causés par ces derniers ont été minimes. Sur les cinq gendarmes gravement blessés dont a fait état le préfet, M. René Jannin, certains l'auraient été par leurs propres grenades.

On n'a guère parlé de la manifestation qui s'est déroulée le samedi 30 juillet au pont de Briord, que la police avait fait former par des tas de grévistes. Précédés d'une trentaine d'élus, dont trois maires de villages de la rive droite du Rhône, un millier de personnes ont marché sur le barrage des gendarmes avec

du technicien tellement « drogué » par son invention qu'il lui faut la poursuivre et la raffiner sans se préoccuper de l'endroit où elle mène. Il est vrai que la sécurité dans les centrales atomiques qui fonctionnent déjà sur notre sol est très grande. M. Giscard d'Estaing ne s'est pas privé d'un bel effet en rappelant que, depuis 1959, il ne s'y est pas produit un seul accident, alors que mille deux cents mineurs sont morts dans les puits de charbon. Sur le chapitre des déchets radioactifs, en revanche, il est resté muet.

Comment mieux associer les citoyens aux choix fondamentaux d'aujourd'hui ? La Constitution ne permet pas de référendum sur ce sujet, a rappelé M. Giscard d'Estaing et, au reste, cette procédure ne serait sans doute pas la mieux appropriée.

Le Parlement a déjà été saisi du programme nucléaire, mais n'a pas pu vraiment aller au fond de la question. Qu'on se rappelle la pression des associations en Allemagne fédérale, de celle de Wyhl, où des juges ont interdit la construction des réacteurs parce que les mesures de sécurité prévues ne correspondaient pas à « l'état de la science et de la technique ».

La commission du Marché commun a décidé, en juin dernier, devant l'ampleur du phénomène, de tenir, en octobre prochain, des « Nuclear hearings ». C'est-à-dire des auditions publiques pour informer l'opinion, assurer la participation de la Communauté aux débats sur l'énergie nucléaire et aider à définir les secteurs prioritaires de recherche. Initiative intéressante et qui pourrait avoir une orchestration plus ample au moment de la campagne pour l'élection du Parlement européen au suffrage universel direct.

C'est en toute lucidité que des décisions aussi graves que la multiplication des centrales nucléaires doivent être prises, en plein accord avec les citoyens, qui n'ont aucune envie de retourner à l'âge de la pierre, mais qui aimeraient savoir jusqu'où l'on cherche vraiment à concilier la « nouvelle croissance » et les programmes nucléaires afin d'éviter que M. Giscard d'Estaing appelle, dans Démocratie française, « le néo-vroge de l'espèce ».

PIERRE DROUIN.

(Lundi 1^{er} août.)

Super-Phénix : une option raisonnable ou un pari industriel ?

« Si l'énergie nucléaire devait être produite uniquement par des centrales à eau ordinaire, les réserves d'uranium aux prix actuellement pratiqués pourraient être épuisées à la fin du siècle... » tel est, ainsi résumé en une phrase extraite d'une note d'information de l'ancien ministre de l'Industrie et de la Recherche, l'argument principal avancé par les pouvoirs publics pour justifier le lancement d'un vaste programme français de réacteurs nucléaires dits surrégénérateurs.

Après la réalisation, au cours des années 80, du surrégénérateur expérimental Rapsoide, et celle de la centrale de démonstration « Phénix », qui a été mise en fonctionnement pour la première fois en 1973, ce programme est en passe de franchir une nouvelle étape avec la construction de Super-Phénix, prototype industriel de 1 200 MW. L'étape suivante devrait être, dans les années qui viennent, la construction d'autres réacteurs du même type, d'une puissance probablement voisine de 1 800 MW.

Les réacteurs surrégénérateurs permettent en effet d'utiliser la totalité des potentialités énergétiques de l'uranium par la conversion de l'uranium 238, non fissile, en plutonium 239 qui, lui, est fissile, donc susceptible de produire de l'énergie. Le combustible neuf de telles installations est un mélange d'uranium et de plutonium, et les surrégénérateurs ont la particularité de produire, à partir de l'uranium, plus de plutonium qu'ils n'en consomment. Au total, on calcule que, en partant de la même quantité d'uranium naturel, ils permettent d'obtenir cinquante fois plus d'énergie que les réacteurs « conventionnels ». Il apparaît donc, aux yeux des experts, que le recours à la filière des surrégénérateurs est la seule voie « raisonnable » si l'on veut tirer plus de profit, plus d'énergie, des ressources naturelles en uranium que des réserves de pétrole, dont chacun sait qu'elles seront bientôt épuisées.

En plus des problèmes touchant à la sûreté de tels réacteurs, qu'ils n'estiment pas résolus, les opposants

aux surrégénérateurs, et à Super-Phénix en particulier, soulèvent de nombreuses objections.

Les unes sont liées au développement général de l'énergie nucléaire : risques de prolifération des armements militaires ; risques pour l'environnement, pour les populations ; problèmes des déchets hautement radioactifs qu'il faudra stocker pour des périodes excédant l'échelle humaine ; pollution thermique liée à la conversion de la chaleur en électricité ; problème du démantèlement des centrales en fin de vie. D'un point de vue économique, les font valoir que le nucléaire est un facteur de « centralisation » et qu'il est très cher, sinon en combustible — encore qu'il soit difficile de prédire l'évolution du prix de l'uranium — du moins en investissement. Les autres, plus techniques, concernent l'argument d'indépendance énergétique avancé par les défenseurs du nucléaire, en soulignant que bien que possédant sur son sol environ 3 % des réserves connues d'uranium, la France devra toujours en importer : faut-il substituer à la dépendance à l'égard des pays pétroliers une nouvelle dépendance envers des pays exportateurs d'uranium ?

Un prototype

Pour certains, l'opposition est nettement mesurée. C'est notamment le cas des principaux partis de gauche et des syndicats comme la C.F.D.T. qui s'opposent non au nucléaire mais au choix gouvernemental en faveur du « tout nucléaire » : un approvisionnement électrique dépendant aux trois quarts des centrales nucléaires ne risque-t-il pas de poser de graves problèmes ? On peut légitimement se demander ce qui se passerait si, à la suite de la découverte d'un défaut grave dans une centrale, il s'avérait que les engagements de sûreté imposés, pour maintenir les turbines produisant de l'électricité, de ne pas modifier les paramètres de fonctionnement des centrales de ce type, ne sont que des vœux d'optimisme ?

80 millions de francs pour la sécurité

« A notre avis, le réacteur de Creys-Malville sera aussi sûr que les réacteurs à eau légère d'E.D.F. », affirme M. Tanguy, chef du département de sûreté nucléaire au Commissariat à l'énergie atomique (C.E.A.). Quand on compare différents systèmes de réacteurs, le niveau de sécurité est le même. Et l'énergie nucléaire est la seule activité industrielle où les projecteurs ont, dès le début de leur travail, les dispositions de sûreté en tête.

« Les experts ne prévoient pas l'imprévisible », estimait, pour leur part, des membres du Groupement des scientifiques pour l'information sur l'énergie nucléaire (G.S.I.E.N.), il y a quelques années. La récente panne de courant à New-York, et on ne peut avoir aucune confiance dans les déclarations officielles, comme le prouvent les récents incidents de Grenoble et Pierrelatte (2).

La sûreté des surrégénérateurs est un problème extrêmement complexe : suivant les défenseurs de Super-Phénix, il ne devrait cependant pas y avoir de difficultés, tandis que ses détracteurs le décrivent comme une « bombe à retardement ». Les risques inhérents à des réacteurs de ce type sont liés à deux données : le combustible et le liquide de refroidissement.

A la différence de ce qui se passe dans un réacteur classique, le combustible d'un surrégénérateur n'est pas dans sa configuration « la plus critique » : c'est-à-dire que, s'il y a une déformation du « cœur » du réacteur, le combustible peut théoriquement former, par endroits, une « masse critique » où la réaction en chaîne s'emballe, et qui peut produire un intense dégagement d'énergie et de rayonnements radioactifs, ainsi qu'une dispersion de ce combustible. Les techniciens parlent d'« excursion critique », les opposants d'« explosion », puisqu'il s'agit d'un phénomène de même nature que dans une bombe atomique.

Les différentes enceintes de Super-Phénix sont, en principe, conçues pour résister à une telle éventualité. Certains opposants estiment cependant

que les hypothèses choisies pour calculer ces éléments sont hasardeuses. Surtout, ils font valoir le danger potentiel que représente le plutonium, qui risquerait, estimant-il, d'être dispersé en cas d'accident : suivant les estimations, la dose mortelle de plutonium varie de 2 à 50 milligrammes (dans le cas « le plus défavorable » où il est inhalé et se fixe dans les poumons), et il y en aura près de 5 tonnes dans le cœur de Super-Phénix.

Le liquide de refroidissement, qui transmet la chaleur dégagée dans le combustible, à travers deux circuits séparés, à des générateurs de vapeur : cette vapeur faisant tourner les turbines productrices d'électricité. Est du sodium fondu. Il est difficile de se préoccuper totalement de la fuite, comme l'ont montré les incidents survenus à Phénix, et le sodium a la désagréable faculté de s'enflammer spontanément au contact de l'air et de réagir violemment avec l'eau, ce qui provoque un dégagement d'hydrogène, qui prend feu.

Les techniciens du C.E.A. travaillent activement sur ces questions : ils pensent aujourd'hui avoir trouvé une poudre extinctrice qui devrait permettre la maîtrise d'importants feux de sodium (il y en aura 5 000 tonnes dans les deux circuits de Super-Phénix) : ils ont expérimenté, à Carlsruhe, les feux d'une tonne, et envisagent d'entreprendre l'année prochaine un programme, nommé Esmeralda, pour essayer leur produit sur des feux de 50 tonnes de sodium.

Des points d'interrogation

Au total, le C.E.A. consomme annuellement environ 40 millions de francs à des études spécifiques sur la sûreté des surrégénérateurs sur lesquels travaillent une centaine de personnes qualifiées (sans compter celles qui travaillent sur des questions plus générales de sûreté nucléaire). Il se prépare actuellement à commencer des expériences permettant de mieux connaître les phénomènes de fusion du combustible envisagés en cas d'arrêt total de tout ré-

acteur. Est-il raisonnable, en misant ainsi sur le « tout nucléaire » et sur Super-Phénix, de mettre tous ses œufs dans le même panier ? Se demandent certains scientifiques, qui estiment qu'on veut aller trop vite. Le développement du programme des surrégénérateurs accapare, chaque année, près de 5 % du total des crédits publics de recherche en France. Au détriment, pensent ces scientifiques, des recherches sur les autres formes d'énergie, on bloque toute possibilité de diversification.

Bien des scientifiques estiment d'autre part que Super-Phénix représente à de nombreux égards un pari, et même une série de paris. Le premier, jugent-ils, est lié à la nouveauté et à l'originalité d'un tel type de réacteurs : on peut concevoir que la France se lance dans une grande série de réacteurs à eau légère de type américain : il en existe dans le monde entier, et il totalisent plusieurs centaines d'années d'expérience. On peut donc espérer, ne serait-ce que du point de vue de la fiabilité, de l'absence de Super-Phénix, avoir avec ces réacteurs des résultats d'exploitation convenables, de pair avec une bonne maîtrise des problèmes de sûreté.

Il n'en est malheureusement pas de même pour les centrales du type Super-Phénix : le réacteur en construction à Creys-Malville sera véritablement un prototype. Ce que les défenseurs du projet mettent à son actif — son originalité, et de là, source de fierté, la preuve que la France est capable d'être en avance dans un domaine technologique de pointe — ses détracteurs le voient au passif : son caractère d'essai, ses risques, notamment risques techniques et industriels, et ils pourraient être coûteux. Les preuves : les Soviétiques ont eu des ennuis avec leur prototype BN 350, qui a connu un incident sérieux ; les Britanniques ont annoncé leur intention de réactiver à deux fois avant de décider le lancement de leur Super-Phénix ; quant aux Américains, ils ont purement et simplement, par la voix de M. Jimmy Carter, décidé d'ajourner la construction de la centrale de Clinch-River, l'équivalent de Super-Phénix.

frigidement sans arrêt du réacteur) grâce à Cabri, un réacteur spécialement conçu à cet effet.

Les responsables de la sûreté au C.E.A. font valoir qu'ils bénéficient de l'expérience de Phénix, notamment de celle qu'ils ont pu tirer de ses pannes : n'ont-elles pas démontré la validité des solutions retenues, et les possibilités d'intervention, même dans les parties les plus « chaudes » du réacteur ?

Pour leur part, les scientifiques du G.S.I.E.N. sont plus perplexes : ils estiment qu'on aurait encore dû attendre, pour mieux tirer de Phénix toutes les leçons qu'on peut en attendre, avant de passer à l'étape de Super-Phénix, qu'ils jugent prématurée : « Super-Phénix pose des problèmes de recherche fondamentale qui ne sont pas « résolus », affirme-t-il, se plaignant d'un « navoir » en leur possession que de la documentation « faible et illogique, qui nous arrive par des voies détournées. De nos discussions avec des chercheurs de Saclay, nous tirons l'impression d'un emprisonnement des études, on peut s'interroger : ont-ils le droit de faire en même temps de la recherche et un pari industriel ? ». Pour leur part, les responsables de la sûreté estiment que les « vrais experts » sont tous d'accord sur les hypothèses de travail choisies pour Super-Phénix : une étude réalisée par une firme américaine ne montre-t-elle pas que Super-Phénix « conforme aux normes de sûreté retenues outre-Atlantique » ?

Il reste que des points d'interrogation semblent subsister : à la suite de l'incident qui a stoppé Phénix à l'automne dernier (le réacteur est reparti à la fin juin) n'est-on pas resté en train de redécouvrir certaines pièces de Super-Phénix ?

X. W.

(1) 2, rue François-Villon, 91400 Orsay.

(2) A Grenoble, pollution d'une nappe d'eau par des effluents radioactifs ; à Pierrelatte, fuite d'hexafluorure d'uranium ; à Puisseux Comteux

La polémique sur ce point est difficile à trancher. Les défenseurs de Super-Phénix, par exemple, font valoir que, même si les Américains ne construisent pas, pour le moment, de nouveaux surrégénérateurs — encore que la décision de M. Carter puisse être remise en cause au Congrès par la commission conjointe de l'énergie atomique — les Etats-Unis n'en construisent pas moins à dépenser, en études et recherches sur les surrégénérateurs, plus que tous les pays européens réunis ; Le Royaume-Uni n'a pas la même dépendance énergétique que la France ; quant aux Soviétiques, malgré leurs difficultés, ils vont à l'avant.

Une seconde inconnue concernant Super-Phénix, et plus encore, l'éventuelle construction d'une série de centrales du même type est liée à la nature même de son combustible spécifique, le plutonium : la charge initiale de Super-Phénix, en contienda 4 800 kilogrammes. Ce corps n'existant pas dans la nature, il faudra le prendre là où il se trouve, dans le combustible « usé » des centrales nucléaires classiques. Pour charger un réacteur du type de Super-Phénix, il est nécessaire de disposer de ce qui est produit durant l'équivalent de vingt années de fonctionnement d'un réacteur classique : un programme de surrégénérateurs, aussi modeste soit-il, exigera donc, au moins pour démarrer, l'appui d'un programme nucléaire classique de taille fort respectable ; en somme, le surrégénérateur se trouve au sommet d'une pyramide dont il faut espérer que les bases tiendront.

Une « société du plutonium »

Encore faudra-t-il être capable d'extraire le plutonium dans des usines de retraitement comme celle de La Hague. A l'heure actuelle, aucune usine dans le monde n'a fait la preuve qu'il était possible de réaliser, à une échelle réellement industrielle, une telle opération à partir de combustibles sous forme d'oxyde, ceux qui sont utilisés dans les centrales qui construisent actuellement E.D.F. l'usine de La Hague en a bien traité quelques tonnes, venant d'ailleurs d'un réacteur de type « bouilliant », et non du type « pressurisé » comme le sont ceux d'E.D.F. : la démonstration, estiment certains, reste à faire. Quant au retraitement des combustibles mixtes uranium-plutonium qu'utilisent les surrégénérateurs, il sera encore plus difficile puisque les taux d'irradiation atteints — et donc les problèmes liés à l'activité radioactive — seront dix à cent fois supérieurs : si une telle opération n'est pas possible, c'est tout l'intérêt des surrégénérateurs qui est remis en cause, puisque l'on ne pourra pas récupérer le plutonium « surrégénéré » pour le remettre dans le circuit.

L'utilisation intensive du plutonium qu'imposera un important programme de surrégénérateurs soulève des problèmes qui, bien que moins techniques, sont tout aussi réels. La multiplication de telles centrales, avec les assises industrielles indispensables (fabrication de combustibles retraités), augmentera les transports de plutonium, ce qui, compte tenu des risques de vol et de sabotage, ne peut qu'amener au renforcement des mesures de sécurité, voire de surveillance policière, et conduira à ce que certains appellent déjà une « société du plutonium ». Des experts américains n'envisagent-ils pas la création de « véritables » parcs énergétiques, où seraient concentrés l'ensemble des activités du cycle du combustible, placées sous la surveillance d'un personnel soumis à une discipline quasi militaire ?

Reste enfin la question, délicate entre toutes, de la prolifération d'armes nucléaires : l'objectif d'arriver à exporter des surrégénérateurs, que le récent accord franco-allemand peut, d'une certaine manière, concrétiser, est-il raisonnable ? Il est déjà difficile de limiter les risques de prolifération quand on exporte, vers des pays plus ou moins « sûrs », des centrales nucléaires classiques où il faut d'abord brûler le combustible, puis le retraiter, pour obtenir du plutonium. Qu'en sera-t-il le jour où un pays complétera l'ensemble à domicile et sous forme de combustible non brûlé — donc totalement manipulable — cette matière première idéale pour la fabrication d'une bombe atomique ?

X. W.

(Samedi 30 juillet.)

SPORTS

BOXE

Carlos Monzon vainqueur de Valdes

Vedette je suis, vedette je reste

De notre envoyé spécial

Monaco. — Champion du monde le suis, champion je reste, puis je me retire. Telle est, en résumé, la carrière de l'Argentin Carlos Monzon. Quinze combats en jeu, quinze victoires. Le boxeur, qui a pris sa retraite samedi 30 juillet à Monaco, n'a donc jamais connu la défaite depuis qu'il est devenu, en 1970, le meilleur des poids moyens. Son dernier adversaire, le Colombien Rodrigo Valdes, a pu se rendre compte qu'il n'y avait rien à faire pour en venir à bout.

De notre envoyé spécial

encore, il prenait le combat en main, gardant, dans la mesure du possible, Valdes à distance. Dès lors, la cause était entendue, et le challenger, confronté aux mêmes difficultés que l'an passé, allait livrer des assauts aussi courageux — et même violents — qu'inefficaces.

Il avait, en fait, à résoudre un simple problème d'artillerie, c'est-à-dire de venir à portée pour les coups touchent le but. Or tout l'avantage de Monzon a tenu, encore une fois, dans son allonge supérieure et dans sa capacité à se mettre à l'abri. Ce sont bien les longs bras de Monzon qui ont fait la différence, et chaque fois que Valdes a réussi à venir au contact, c'était en contrepartie d'une grêle de coups : du gauche, en piston, qui le repoussait, du droit qui le caillait avant les coups de corps. Pour un coup donné, dix reçus. A l'évidence, il était bien nécessaire que Carlos Monzon renonce à la boxe pour que Rodrigo Valdes ait enfin une chance de devenir, un jour, champion du monde des poids moyens.

FRANÇOIS JANIN.

LES RÉSULTATS

Automobilisme

Un an après le très grave accident dont il fut victime au Nürburgring, l'Autrichien Niki Lauda a gagné, dimanche 31 juillet, le Grand Prix d'Allemagne, prenant une avance de 10 points sur le second au classement général, et devenant le champion du monde des conducteurs.

Classement du Grand Prix d'Allemagne. — 1. Niki Lauda (Ferrari), les 219,000 km en 1 h 31 min 48 sec 62, moyenne 206,408 km/h; 2. Schecter (Wolf), 1 h 32 min 2 sec 68; 3. Stuck (Martini-Brahma), 1 h 32 min 9 sec 52; 4. Rastbach (Ferrari), 1 h 32 min 48 sec 52; 5. Brambila (Surtees).

Classement provisoire du Championnat du monde des conducteurs. — 1. Niki Lauda (Autr.), 48 pts; 2. Schecter (Autr.), 38 pts; 3. Andretti (U.S.), 34 pts; 4. Sestremann (Arg.), 31 pts; 5. Hunt.

Avion

La France, avec 41 points, a devancé l'Allemagne (32 pts) et les Pays-Bas (29 pts) dans la Coupe d'Europe qui se disputait à Fribourg et à laquelle ne participaient pas les pays de l'Est.

Chefs des équipes, les Pays-Bas ont terminé en tête, précédant la France et l'Allemagne fédérale, seconds et troisièmes.

Motocyclisme

GRAND PRIX DE FINLANDE. 500 cc. — 1. Johnny Cecotto (Venezuela), Yamaha; 2. Lucchinelli (Ita); Suzuki; 3. Bonnier (Ita), Suzuki; 4. Rougerie (Fr.), Suzuki; 5. Parthenay (G.B.), Suzuki, etc.

CLASSEMENT DU CHAMPIONNAT DU MONDE. 500 cc. — 1. Sheena, 107 points; 2. Baker, 88; 3. Hannen, 44; 4. Conlon, 36; 5. Cecotto, 35.

350 cc. — 1. Katamaya, 95 points; 2. Ekerdt, 55; 3. Rougerie, 47; 4. Barron, 41; 5. North, 30.

Sports équestres

Erie Navel, champion d'Europe, a remporté, dimanche 31 juillet, son titre de champion de France junior de saut d'obstacles. Il avait fait, par ailleurs, un cheval de vis, sans avoir travaillé depuis son arrivée.

1. Erie Navel (Normandie), sur Fanatique, 0 faute, 175 sec. 4/10; 2. Laurence Rey (Côte d'Azur), sur Feltier, 4 ptes, 151 sec. 4/10; 3. Ekerdt (G.B.), sur Val d'Or, 4 ptes, 151 sec. 4/10; 4. X. Lerebelle (Normandie), sur Andrieu, 4 ptes, 163 sec. 2/10; 5. Deshayes (Normandie), sur Dina, 4 ptes, 164 sec. 2/10; 6. J. Le Goull (Normandie), sur Cosmos, 4 ptes, 165 sec. 2/10; 7. Molinatti (Champagne), sur Duo de la Vierge, 4 ptes, 171 sec. 2/10; 8. Poulet (Lorraine), sur Gladiateur, 4 ptes, 171 sec. 2/10; 9. Boudier (Normandie), sur Dragon de Feu, 8 ptes, 149 sec. 8, etc.

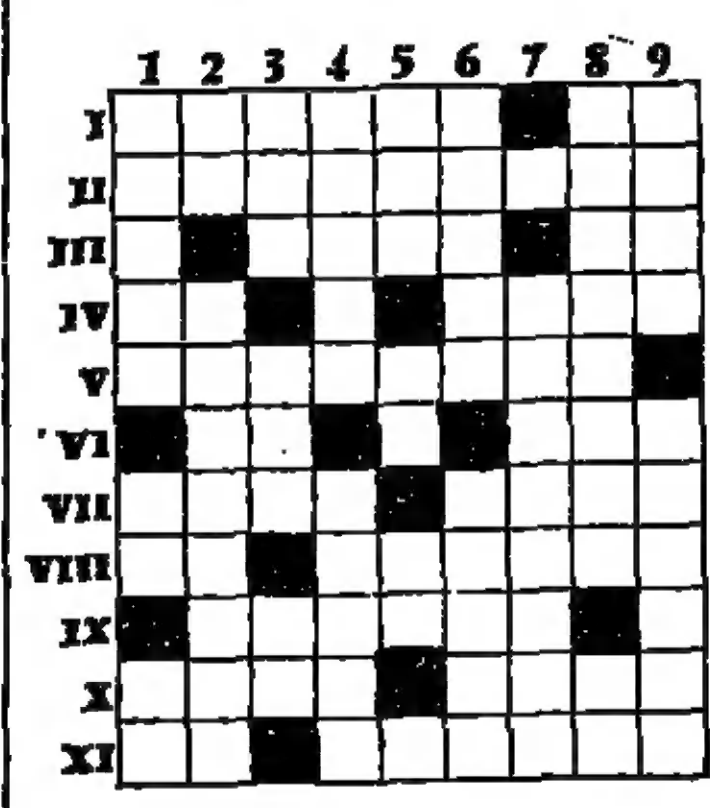
Tennis

COUPE DAVIS. Finale zone européenne groupe B, à Barcelone, Italie 2, Espagne 1. Huguera B. Barazutti 6-4, 6-3; Huguera B. Barazutti 6-4, 6-3; 6-3; 6-1; Panatta-Borochueli B. Huguera-Munoz 6-4, 7-5, 6-4.

COUPE DE GALEA. Demi-finales France B. Australie 4-1. Derniers simples: Roger-Vaseux (Fr.) B. Kelly (Aust.), 6-2, 6-2; Bedel (Fr.) B. Drewett (Aust.), 6-1, 6-3; Argentine B. Espagne 3-1. Derniers simples: José-Luis Clerf (Arg.) B. Visciano (Esp.), 6-5, 6-2.

LES MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 1.621



HORIZONTALEMENT

I. Névrose qu'en plein jour; Enus par une brebis égarée. — II. Mal en point. — III. Fut ravie; Au Japon, ne prie pas à rira. — IV. Préfixe; Conforme à la raison. — V. Creusent des trous pour en boucher d'autres. — VI. Marque un progrès en amour; Elément d'une frange. — VII. Oriental vigoureux; Mit tout le monde sur pied. — VIII. Abréviation; En rapport avec des somnifères. — IX. Ancien moyen de communication. — X. Accent grave; Travail d'un maire. — XI.

Participent à la couleur locale: Frappées

VERTICALEMENT

1. Souvent trahi par son corps; Possessif; Symbole. — 2. Extrait de Chopin; Sans mélange savant. — 3. En Suisse: Non vicé; En place (épée). — 4. Voie d'eau; Confère ou hille. — 5. Ne tire donc pas à conséquence; Berceau d'écritures; Négation. — 6. Ville de Syrie; Habitant l'Olympe. — 7. Point du jour. — 8. Pour le diable, c'est l'enfer; Pte de participation. — 9. Son aventure ne put que le charmer; Fugitives impressions.

Solution du problème n° 1.620

HORIZONTALEMENT

I. Force; Air. — II. Ordinaire. — III. Ré; Tôt. — IV. Transpire. — V. De. — VI. Nuis; Alma. — VII. Essaiers. — VIII. Elders. — IX. Assé, Sasse. — X. Viseur. — XI. Cobé; Ste.

VERTICALEMENT

1. Fortune; Arn. — 2. Onéreuse. — 3. RD; Scie. — 4. Cinna; Ad. — 5. En2; Aléja. — 6. Pâ-liras. — 7. Asi; Messes. — 8. Ur; A.R.; Sut. — 9. Ratas; Stêra.

GUY BROUTY.

BOURSE DE PARIS

SEMAINE DU 25 AU 29 JUILLET

Sur le qui-vive

RAPPEE d'inertie par le manque d'affaires, la Bourse de Paris s'est réveillée, peut-être plus encore cette semaine que la précédente, bien incapable de sortir du ghetto où elle est enfermée depuis quelque temps. Livré à lui-même, le marché a pour ainsi dire tourné en rond. Il baissait d'abord un peu les deux premiers jours, sans beaucoup de conviction, pour se redresser tout aussi passablement le lendemain et repérer le maigre terrain ainsi regagné. Un nouveau et léger sursaut se produisit à la veille du week-end, qui permettait aux différents indices de se retrouver exactement à leur point de départ.

Rarement semaine n'aura été aussi creuse. Si les records d'inactivité, enregistrés en 1967 au moment de l'amendement Vallon sur la participation, n'ont pas été égalés, du moins ont-ils été approchés de très près, avec des moyennes journalières de transactions de l'ordre de 15 millions de francs sur les valeurs françaises. Une misère!

Faut-il s'étonner, dans ces conditions, du peu d'allant montré par le marché à suivre les pétroles, que l'arbitrage très favorable rendu par le tribunal de Genève en faveur de la France, dans le litige qui l'opposait à la Grande-Bretagne, a proposé au partage de la mer d'Irroise, a soudain réveillée? En d'autres temps, un tel réveil aurait ramené la Bourse. Elle s'est contentée d'ouvrir un œil. Le contraire eût été étonnant. Remous monétaires incessants, plongeon de Wall Street, nouvelles frictions enregistrées dans les rangs de la majorité, les raisons n'ont pas manqué pour inciter les opérateurs à redoubler de prudence.

Même l'interview accordée à l'IFI par M. Raymond Barre, pourtant attendue avec un certain intérêt, a déçu. Le premier ministre n'a fait aucune révélation propre à réconforter vraiment les milieux financiers, se bornant à réaffirmer sa ferme volonté de ne pas prendre de mesures globales de relance. La déconcentration des prix en juin? Elle était virtuellement inscrite dans les faits et, comme à l'habitude, le phénomène du fait accompli a joué.

Pourtant, qui pourtant, malgré son apparent désintérêt, la Bourse est restée sur le qui-vive. Les petites touches discrètes observées ça et là à la cote se témoignent. Les motifs de cette vigilance? La remontée du dollar d'abord, qui, en diminuant les risques d'une baisse du franc, pourrait inciter les investisseurs étrangers à faire leur réapparition. Simple vue de l'esprit? Quelques ordres discrets provenant d'Allemagne et de Grande-Bretagne ont été enregistrés mercredi et vendredi.

La rumeur d'un relèvement de l'impôt fiscal ensuite, dont l'effet, à l'évidence, serait stimulant. L'on en parle beaucoup, un peu trop peut-être, mais sait-on jamais? En attendant, l'avenir de la Bourse n'apparaît pas aussi sombre que certains veulent bien le dire. Telle est du moins l'opinion formulée par la Banque allemande des syndicats, dont les experts, en tablant sur la réussite du plan Barre, estiment qu'une remontée des cours durant les prochains mois est tout à fait plausible. Ils ne sont pas les seuls à le croire. Pour des raisons différentes, fondées sur des calculs effectués sur plus de soixante ans, leurs collègues de la Société générale pensent qu'une reprise a de bonnes chances de se développer. Dans ce cas, « les cours d'aujourd'hui pourraient bien apparaître, après-demain, comme une opportunité qu'il aurait fallu avoir le courage de saisir ».

Les plus optimistes, enfin, n'excluent pas la possibilité d'une hausse d'été. A défaut, une simple hausse de misère serait déjà la bienvenue.

ANDRÉ DESSOT.

SUR LE MARCHÉ DES CHANGES

Vif redressement du dollar

Après avoir touché son plus bas cours historique par rapport au DEUTSCHEMARK, le DOLLAR s'est très vivement redressé, à la fin d'une semaine particulièrement agitée, le comportement des marchés des changes ayant pu être qualifié de chaotique. Autre événement notable, la hausse de la LIVRE STERLING, qui s'est brusquement détachée du dollar, sans toutefois pour creuser l'écart. Dans cette mini-tempête, le FRANC a été son épave du jour, en restant pratiquement stable par rapport au dollar.

Le 25 et le 26 le dollar continuait à s'enfoncer, les opérateurs restant sous le coup des propos très « décontractés » de M. Michael Blumenthal, secrétaire d'Etat au Trésor, qui, la semaine précédente, se déclarait peu ému par l'énorme déficit commercial de son pays, et rassurant par son libre flottement des devises sur les marchés.

Du coup, le cours de la monnaie américaine tombait à Francfort, au-dessous de 2,25 DM, battant son record historique de baisse, et à Paris, glissait au-dessous de 4,80 F. Beaucoup s'attendaient à voir la chute continuer, d'autant plus que le 27 août-midi, on annonçait précisément qu'un autre record était battu: celui du déficit mensuel de la balance commerciale des Etats-Unis (2,3 milliards de dollars en juin, contre 1,2 milliard en mai).

Surprise! Peut-être sur le fait accompli, le dollar se mit à remonter. Plus sûrement un certain nombre de réactions exprimées dans le monde avaient indiqué que le « benign neglect » américain, devenu l'« aggressive neglect », devenait insupportable. A Paris, M. Barre déclarait tout crûment à la télévision que « le dollar était sous-évalué ». C'était également l'opinion de M. Hans Apel, ministre des finances d'Allemagne fédérale, qui qualifiait d'« alarmante » la baisse du dollar et l'attribuait à des « commentaires irréfléchis » de la part de « hautes personnes » à Washington. Mais surtout, l'un des hommes-clés de la situation, le tout-puissant M. Arthur Burns, président de la Réserve fédérale américaine et gardien vigilant le « orthodoxie », allait purement et simplement prendre le contrôle de M. Blumenthal. Le 26, prenant très au sérieux les récents événements, il affirmait que les Etats-Unis « ont la charge de préserver l'intégrité de leur monnaie » et ajoutait: « Que cela nous plaise ou non, nous autres Améri-

cains assumons un rôle particulier et devons en accepter le poids ».

Cette attitude, jugée « responsable » par les cambistes, déclenchait un vif mouvement de reprise du dollar, d'autant plus que dans la journée du 26, M. Blumenthal, ayant sans doute été chahuté, reconnaissait « ne pas être indifférent » à l'effacement spectaculaire du déficit commercial des Etats-Unis. Un tel communiqué de Washington avait beau affirmer qu'il n'y avait pas de désaccord entre le Trésor et M. Burns, le ton était donné, d'autant que le même M. Burns appuyait le 28 son propos sur la « nécessité d'un dollar fort » en relevant les taux d'intérêt à court terme outre-Atlantique, et en déclarant que les opérateurs, soucieux de « se couvrir » et de racheter ce qu'ils avaient abondamment vendu les jours précédents, à la veille du week-end, le dollar remontait brusquement à plus de 2,25 DM contre 2,26 la veille, et à Paris, passait brutalement de 4,85 F à 4,88 F.

Le second événement de la semaine a été la décision prise par la Grande-Bretagne de détacher temporairement la livre du dollar, dont elle n'opposerait plus les fluctuations comme elle l'a fait depuis sept mois.

Selon toute évidence, Londres cédait aux pressions de ses partenaires européens, inquiets de voir l'industrie britannique profiter de la baisse du dollar pour améliorer sa compétitivité, et qui mettaient la Grande-Bretagne dans l'obligation de choisir entre la C.B.E. et le « grand large ». Ajoutons que le maintien de la parité de la livre avec la monnaie américaine contraignait les autorités monétaires britanniques à acheter des dollars par centaines de millions, et entraînait un dangereux gonflement de la masse monétaire. Aussi était-il opportun de « décrocher », bien que l'ampleur du détachement ait été soigneusement limitée: le cours de la livre n'est passé que de 1,72 dollar à 1,735 dollar à 1,74 dollar. La Banque d'Angleterre soutient et achète encore des dollars.

Sur le marché de l'or, les craintes monétaires ont fait monter le cours de l'once à 146,40 dollars, ramené à 144,10 dollars en fin de semaine par des prises de bénéfices et le raffermissement de la monnaie américaine.

FRANÇOIS RENARD.

« Vos vacances... votre séjour en France »
Guide touristique et gastronomique

Alsace
Hôtel KASTELBERG *** N.N. téléph. (88) 08-97-83 à 67140 ANDLACH. Ses 140 chambres avec balcons, w.c., sa salle de conf. Son restaur. AU CANON connu pour son excellence cuis. et ses spécial. Hors saison, réduction pour groupes.

Côte d'Azur
HOTEL RÉGENCE
** N.N.
21, rue Masséna, NICE
Buc pétillante.
10 chambres.
Bains-douches, w.c. privés.
Plein centre - Frs MÉR.

Mer
17200 ROYAN-PONTAILLAC
Hôtel « LE DOMINO »
Chambres - Demi-pension - Pension
disponibles saison et hors saison.
P. 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100.
Chaîne « Hôtels du Silence ».

Normandie
CABOURG
*** L
Le dernier hôtel
le plus romantique du monde
ACCES DIRECT A LA MER
PROMENADES
ET PÊCHE EN MER
Tél. : 31/91-91-79 - 91-92-43
Téléc. : 170 187 F (169)

Paris
HOTEL OBSERVATOIRE *** N.N.
Hôtel « Les Jardins de l'Europe »
36 chambres - Restaurant - Grill.
Confort, calme et détente.
107, bd Saint-Michel - 75005 PARIS
Tél. : 033-25-10 et 033-24-59

Sélection immobilière France
Campagne - Mer - Montagne

06 - Alpes-Maritimes
CANNES
QUARTIER RESIDENTIEL
Une mer imprenable - VILLA 3 appartements + service, dans jardin, avec barbecue, garage, piscine. Prix: 100.000 F.
Cabinet CHARPIOT, 8, av. de la Plage, 06100 CANNES - Tél. (93) 47-39-97.

11 - Aude
Midi languedocien Caracassonne
Fermettes d'agrément, quelques ha. Fermes de rap., elev. céréales, vignes. Maisons individuelles.
SUD IMMOBILIER
1, bd du Colonneur, Caracassonne.
Tél. (18) 58 25-24-10.

30 - Gard
LES HAUTS DE NIMES
TENNIS VILLAGE
ROUTE D'ANAUZE - NIMES
8 km ouest des arènes
Centre de sports et de loisirs sur un domaine boisé de 43 hectares avec
24 COURTS DE TENNIS
Restaurant - Bar - Salle de réunions - Piscine chauffée 25 x 12,5 mètres. Activités sportives et jeux divers. Direction sport, et stages, G. DENIAU
Ouvert toute l'année
- Mas 1 pce 21 m2 avec cuis. install. e. baln. w-c. sépar. sél 120.000 F
- Mas 2 pces 40 m2 160.000 F
- Mas 3 pces 52 m2 210.000 F
Votre mas peut être tout, lorsque vous ne l'occupez pas, par le service Gestion sur place (frs 30 %).
Loyer mas 1 pce : 600 F par semaine
Hors saison : 500 F par sem. Basse saison.
Bureau de vie et hameau modeste s/p. Renseign. et docum. par correspond. : SOPREX S.A. Promoteur Constructeur membre F.N.P.C.
7, quai des Bateliers, 07000 STRASBOURG.
Tél. : (16-88) 35-21-31.

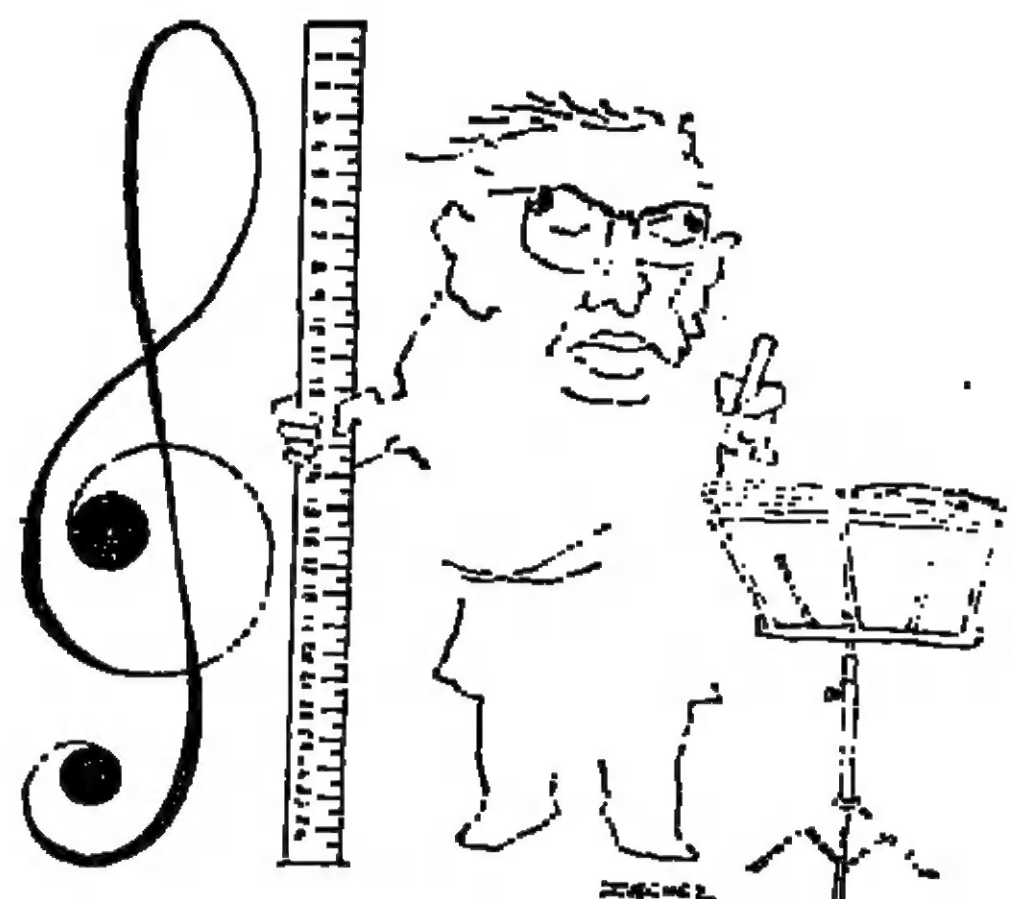
34 - Hérault
MONTPELLIER
En centre ville dans le nouveau quartier du POLYGONE, à proximité immédiate Centre Commercial. Administrations, Ecoles, Lycée. RESIDENCES DU NOUVEAU MONDE
du studio au 6 pièces
prestations de classe
PISCINE - TENNIS
Livraison octobre 1977 et fin 1978.
Prix fermes et non révisables.
Documentation sur demande à SOCIETÉ CENTRE Commercial Polygone, 34000 MONTPELLIER. T. (07) 92-51-51.

LANGUEDOC
A PEROLAS, 3 km de la mer (Palavas), 10 km de MONTPELLIER 34000. Parcelles de terre, viabilisées 610 m2, 98.000 F. T.T.C. Construction libre. GUYARDON, 4, rue J.-Féret, MONTPELLIER - Téléphone : (07) 92-54-42.

74 - Haute-Savoie
CHAMONIX
Vend. en cours de construction 2 chalets avec 2.500 m2 terr. 460.000 F. l'ua. Zonage Châtaignier NOIRALP. 74310 Les Houches - Tél. (150) 54-41-17.

79 - Deux-Sèvres
Château XVI^e 10 pièces, confort. Prés. bois, 11 hectares.
Château XIX^e 10 pièces, conf. Parc. TEERIERES-PAGNAC, 79570 Celles.

84 - Vaucluse
PROVENCE - LUBERON, splendide DOMAINE provençal, tr. beau bâtiment pierre appar. tr. bon état : 10 pièces principales + nomb. et très dépendances, entouré par arbres troncés, maslie, 110.000 m2 pl. rapport: vign. prés, vergers, bois. Beaucoup caractères de cadre verdoyant, environnement privilégié, exceptionnel. NET : 1.400.000 fr. Justifié en crédit. G. MARCHANT, 84220 LE COUSTEL-LEZ.



« Pour la première fois, dans l'interview de Michel Contat : « Autoportrait à soixante-dix ans », vous avez révélé un fait qu'ignoraient vos lecteurs, hormis ceux de votre proche entourage, ceux qui vous connaissent le mieux : la part qu'a prise en votre existence la musique.

— Elle a été considérable. C'est pour ça, d'ailleurs, que je n'en ai pas parlé dans mes œuvres — ou que j'en ai parlé très peu. C'est une relation personnelle quasiment. J'ai reçu des leçons de piano quand j'étais un tout jeune enfant. Ensuite, j'ai abandonné l'instrument : il ne m'intéressait plus. Vers ma douzième année, je me suis remis à le pratiquer, seul, ou avec ma mère. A cette époque je me rappelle les notes, je pouvais encore les lire, mais je ne savais pas les doter. J'ai dû les réinventer, lentement, en jouant des morceaux faciles d'abord, puis de plus en plus difficiles, et je suis arrivé, vers ma dix-huitième année, à jouer à peu près correctement certaines œuvres. J'ai été jusqu'à du Chopin et du Schumann, du Bach, du Mozart, de Beethoven, enfin jusqu'à des œuvres difficiles que j'interprétais sans doute très mal, mais que je pouvais déchiffrer couramment en tout cas. Ainsi, j'ai eu un rapport solitaire avec la musique. Il valait mieux, à mon sens, éviter que des gens m'écoutent, et je m'y efforçais. J'ai gardé cette prudence, j'ai maintenu cette protection pour eux et pour moi jusqu'à soixante-cinq ans. En fait, j'ai toujours joué du piano, de deux à quatre heures par jour. Non pas pour faire des progrès, mais pour apprendre des musiques nouvelles, des musiciens, des airs nouveaux. Je m'empara du morceau, je mettais la partition sur le pupitre du piano, et je la déchiffrais. Je percevais très vite la mélodie, j'avais une vision très nette de l'harmonie, et j'ai vécu comme ça, en relation avec la musique, quotidiennement, jusqu'au moment où ma vue a baissé. C'est ça qui m'a empêché de continuer. Un beau jour, les portées se sont brouillées. Je n'ai plus pu jouer.

— Vous n'avez jamais pensé improviser ?

— Si, bien sûr. Et j'ai même écrit, dans le mouvement, une sonate que j'ai perdue. Je ne sais pas ce qu'elle valait. Probablement rien du tout.

— Vous avez fréquenté les concerts. Simone de Beauvoir parle de ses visites aux musiciens, dans ses Mémoires.

— Oui, je les ai fréquentés. J'allais entendre un peu n'importe quoi, pourvu que je l'aimasse. Par exemple, aussi bien Debussy que Beethoven ou Schoenberg. Je me suis rendu quelquefois au Domaine musical. J'ai eu beaucoup de sympathie pour Berg et Webern, et un peu moins pour les suivants.



Il ne suffit pas de briser le sens

— Vous avez aimé le jazz. Votre article sur le « Milk's Bar » de la revue America, en 1946, exprimait une vision très saine de la manière dont on doit l'appréhender, c'est-à-dire sans cérémonie.

— Absolument.

— On vous a prêté beaucoup de sorties à Paris, dans les « caves à jazz », après la libération. On les a surtout inventées.

— Ah ! c'était très peu vrai. J'y allais rarement.

— Ça faisait partie de votre légende.

— C'est ça. En réalité, je n'étais jamais là où l'on disait que j'étais.

— Jean-Paul Sartre, citée du mauvais journalisme, c'était le jazz et Saint-Germain-des-Près. En revanche, vous écoutiez ce jazz en disque.

— Oui, beaucoup. Mais j'avais peu de connaissances en ce secteur. Mes amis Vian en avaient une, bien plus grande que la mienne. J'écoutais des disques, chez eux, souvent. J'aimais le jazz. Oui, je l'aimais, et je l'aime encore.

— Vous écoutez quoi, aujourd'hui ?

— Aujourd'hui, je n'ai plus d'électrophone. J'en ai un, plutôt, chez Simone de Beauvoir, mais je me déplace moins qu'autrefois. Je vais moins souvent chez elle. Par contre, j'ai la radio. J'écoute France-Musique, tout simplement. C'est une curieuse radio, qui dépend de ses directeurs, de ses chefs, et qui varie selon les temps. Tantôt, elle est bonne, tantôt elle est mauvaise.

— En ce moment, comment la jugez-vous ?

— Très mauvaise.

« La musique nous donne une possibilité

— Pourquoi ?

— Il y a trop de pop. Il y a aussi énormément de jazz : à mon sens, excessivement. Non que je trouve qu'il n'en faille point. Il en faut même beaucoup, mais il est présenté souvent en de longs tunnels et, surtout, sans choix véritable. Je pense, par exemple, au magazine de fin d'après-midi : quelquefois il est intéressant, quelquefois pas du tout. J'aime bien m'informer, cependant je trouve qu'il ne remplit pas son rôle, qui serait de montrer les musiciens les meilleurs dans le jazz et aussi dans le classique. Cela, il ne le fait pas. Et cette chaîne, dans l'ensemble, ne le fait pas non plus.

— A votre avis elle ne le fait pas. Son directeur vous répondrait sûrement que la musique incontestable, notamment la musique classique que vous aimez, occupe toujours la plus grande surface des programmes.

— Oui, mais ce n'est tout de même pas ce que ça devrait être. France-Musique, je le crois. Et tout le monde me le dit. Je ne prétends pas que, proportionnellement, la musique classique que j'apprécie n'ait pas un plus grand logement que les autres musiques. Mais son rôle a changé dès l'instant où, lorsqu'on tourne le bouton, au hasard des heures, on entend fréquemment autre chose.

— Du jazz ou du pop, éventuellement. En ce qui me concerne, je marquais d'ailleurs la différence.

— Je notais la différence aussi. Ce que j'estime, c'est le jazz. Le pop, pour moi, en tant que musique, n'existe quasiment pas, sauf exceptions.

— Les musiques extra-européennes, de tradition, se sont installées sur la chaîne. Leur insertion vous paraît-elle négative ?

— Leur venue est une bonne chose. Je me demande si la confrontation de ces arts avec ceux de l'Europe pourrait donner quelque résultat considérable. La difficulté sera de trouver un code commun. Je suis personnellement fasciné par la musique de l'Inde ou de la Chine. Pour l'anecdote : à un concours de piano, parisien, cette année, sur sept premiers prix féminins, six sont allés à des Japonaises. Des musiciens, des musiciennes d'Extrême-Orient jouent actuellement de la musique européenne, sans oublier la leur. On peut très bien concevoir l'inverse. Est-ce que cela donnera lieu, un jour, à une liaison symbolique de plusieurs musiques ? Il est impossible de se prononcer à ce sujet. On ne peut savoir ce qui se passera. Domage, du reste, que ces arts extra-européens manquent d'audience et ne soient connus que du tout petit nombre, celui qui écoute France-Musique.

— En revanche, pour repérer de cette station, ce qu'il y a d'ennuyeux, en regard de cet apport positif, c'est la prétendue nouvelle musique, avec ses morceaux sans unité qui vont à vau-l'eau. On en joue d'abondance, on la propage, en estimant que ce bris du sens c'est quelque chose, alors que ce n'est rien. Il ne suffit pas de briser le sens, il faut savoir pourquoi et comment. Il faut que ce soit pour un sens substitutif. Ce genre de musique déroute l'auditeur, surtout l'auditeur jeune, qui pourrait aller un peu plus loin. Ainsi est-il rejeté vers les machins de consommation, même par France-Musique. Les responsables des programmes ont perdu l'idée de la musique vraie, destinée à un auditoire qui ne demandait que ça.

— Ils ont cherché, sans vouloir rompre avec celui-là nécessairement, un autre auditoire.

— Peut-être, mais sans le définir, et, d'ailleurs, sans le trouver.

— Des études montrent que l'écoute a grandi.

— Dans la guerre des sondages, ce résultat ne m'ébranle pas. Il y a eu un léger gonflement de public, mais sans venir à la chaîne des gens qui se contentent d'entendre les flots de sons. Il faudrait que les prochains chefs de service — parce qu'il y en aura d'autres, forcément — remettent tout cela au point, repartent de ce qui a été fait ces temps derniers pour inventer des solutions meilleures. Je ne veux pas servir de caution à la « réaction » musicale. Je veux que l'art contemporain soit diffusé abondamment. Mais je me refuse à ce qu'il soit retenu et présenté n'importe comment.

— Selon vous, un auditeur devrait retomber dans l'ornière de la musique de consommation. C'est celle qu'on entend, principalement tout de même, et presque exclusivement, sur les chaînes dites « populaires », pas sur les chaînes dites « culturelles ».

— Oui. Tous les hommes que l'on voit passer dans la rue sont capables de lire des textes intéressants, qui les concernent au plus profond, ou, mettons, 98 % d'entre eux. Mais ces mêmes hommes, pour la plupart, n'écourent rien, sauf cette affreuse musique de consommation, qui est nulle, et dont ils disent, d'ailleurs, que, souvent, elle les ennue. Ils sont voués aux ténèbres parce qu'ils ont été privés de culture et qu'ils sont sans curiosité musicale. J'entends parfois, le dimanche, ce genre d'abomination. Remarque que je considère comme normale l'existence de la musique lamentable, comme normale l'entreprise de destruction de la musique. Je ne me représente pas une époque où seulement une littérature vraie, une musique vraie seraient lue ou jouée.

— Musique valable ou valable, musique vraie ou musique de consommation, quel est le juge ? Platon disait, dans les Lois : « L'erreur est de considérer que le plaisir de l'amateur décide avec le plus de justice. » Il ajoutait : « La musique doit se juger d'après le plaisir, mais non pas toutefois d'après celui des premiers venus. » Platon, avant pas mal d'autres, n'exprime-t-il qu'un éternel oui, ou, au contraire, est-il conscient que la musique s'apprend et qu'il doit y avoir une initiation car, ainsi qu'il

le dit, « l'art le plus beau ne charme qu'après une formation suffisante » ?

— Je pense qu'il peut y avoir une école de la musique, qu'il doit y en avoir une, et je pense aussi que, pour certaines musiques au moins, le but doit rester de toucher le plus grand nombre d'auditeurs. Et la qualité, je le suppose, peut exister en des formes très différentes.

— Seconde question, aussi vieille, et qui est exprimée, elle, dans la République, celle des rapports entre une musique et une société : « On ne peut changer les modes de la musique sans bouleverser les lois fondamentales de l'Etat. » C'était le problème du nazi Stege ou du stalinien Jdanov. L'un et l'autre supposaient la musique coupée (parce que bourgeoise dégénérée) à la fois du peuple et de l'héritage historique d'une nation. Doit-on, à votre sens, parler de musique du peuple ou de musique de la bourgeoisie, et jouer plutôt l'une que l'autre ?

— Question très importante. Je ne pense pas qu'il y ait un type de société où on doive jouer une musique bourgeoise et un autre type de société où on doive jouer une musique prolétarienne, à supposer que l'on s'entende sur les termes. En revanche, je sais que, dans une même société, il existe une différence d'attentions et de goûts, chez les groupes sociaux. Par exemple, les prolétaires sont certainement moins sensibles, ont moins l'occasion d'être mobilisés par la musique en général que les bourgeois. Ceux-ci ne sont pas plus musiciens par vocation que les prolétaires. Mais, simplement, dans une période de l'histoire, ce sont surtout les bourgeois qui font public pour la musique. Voyez d'ailleurs où la musique se joue. C'est toujours dans des endroits bien centraux d'une ville ou d'un ensemble urbain, et on y paie cher les places, ce qui exclut l'auditoire ouvrier. A part quelques-uns, les prolétaires n'y vont pas. Le jazz et la pop sont arrivés à franchir un peu les obstacles de classe, à sauter les murs sociaux et à se faire entendre des deux côtés, mais ce sont des exemples très spéciaux. En fait, le public prolétaire et paysan n'est pas musicalement cultivé, au moins dans les pays bourgeois comme le nôtre.

Il faudrait regarder de plus près ce qui se passe dans les pays de démocratie populaire. A Moscou, par exemple, par exemple, il y a une vingtaine d'années. Ce concert a été très applaudi. Mais



Bach, surtout pour les bourgeois

qu'est-ce que ça voulait dire réintroduire Stravinski à Moscou ? Etait-ce le réintroduire dans des salles de divertissement qui sont toujours associées aux usines, salles où l'on fait des conférences, où ont lieu des expositions, où pourraient se pratiquer des concerts ? On bien était-ce offrir Stravinski à une élite intellectuelle à laquelle on le représentait ? Je crois que c'était surtout ça : on redonnait du Stravinski à une élite intellectuelle.

— C'est le problème des réseaux, des canaux de distribution et d'audition. Mais reste l'autre problème, plus difficile, plus épineux, celui de savoir ce que certaines musiques expriment. Est-ce qu'une musique peut être prolétarienne ou bourgeoise dans son esprit, dans ce qu'elle véhicule en elle-même ? Acceptez-vous l'idée selon quoi un art, dans une musique, est « l'émancipation » d'un état social, ou des conflits d'un état social, qu'elle puisse être parfois complice d'injustice ou parfois favorable au progrès politique ?

— Pour moi, il ne s'agit jamais d'un reflet. Il est évident qu'il y a un rapport entre la situation sociale d'un temps et la musique, mais ce rapport ne peut être conçu en terme de reflet. D'abord parce que cette situation ne peut être comprise dans ce qu'elle a de véritable sans les mots, sans un ensemble de mots et de phrases rendant accessibles les différentes structures de la société. Or les mots sont tout à fait en dehors de la musique. Ce n'est pas le rapport, au fond, de la société à la musique qui est à étudier valablement et d'abord, c'est plutôt le rapport des mots à la musique. Je veux dire : que donne une description verbale de la société et que donne une musique ? Peut-on considérer celle-ci comme semblable à une description verbale, moins nette, moins fine sur certains plans, plus au contraire sur d'autres ? Peut-on, sans l'identifier à la parole, la tenir comme une sorte de résumé sensible de la société d'un temps ?

Réfléchissons à tout cela. Ce qui nous fait bien souvent comprendre le XVII^e ou le XVIII^e siècle, c'est la musique qui s'y jouait et qu'on nous joue encore, au concert, aujourd'hui. Cette musique possède à la fois une valeur esthétique directe et une valeur d'information rétrospective. Dans cette musique, il y a des processus, des habitudes de faire se succéder les notes d'une certaine manière, de faire se succéder les temps, de faire se succéder les éléments dans un concerto ou une sonate. Bref, il y a tout un ensemble qui n'est pas à proprement parler d'un langage, mais qui a des similitudes de forme avec le langage et qui donne

son sens à la musique de l'époque. C'est ainsi qu'on peut saisir certainement une manière de se tourner vers l'aristocratie par exemple et de refuser le petit peuple, dans la musique de Bach, qui d'ailleurs s'est adressé surtout à des bourgeois. Dans la deuxième moitié de sa vie, ce n'était plus les princes, en effet, qui le faisaient vivre, mais l'Eglise, et cette Eglise était administrée par des bourgeois. Toutefois, Bach avait conservé de la société où il vivait sa première connaissance, c'est-à-dire une connaissance d'un monde où l'aristocratie comptait et où la musique était destinée à cette aristocratie et rétribuée par elle.

— Ce que vous venez de dire sur la sensibilité la formule de Stravinski, si souvent citée, et qui me revient en mémoire : « Je considère la musique, en son essence, comme impuissante à exprimer quoi que ce soit. »

— Je pense que ce n'est pas vrai, et, du reste, que Stravinski a exprimé beaucoup de choses en sa propre musique. Il est le premier à avoir démenti sa formule par ses actes. Je considère que la musique ne signifie rien en effet, mais qu'elle a son sens. Celle de Bach ne prétend pas désigner un jardin du dix-huitième siècle, ou des courtisans, quel que ce soit de précis, de défini, et, par conséquent, des rapports de choses ou de personnes entre elles. Elle n'a donc pas de signification, mais elle garde un sens. Un sens, c'est très différent. La musique nous donne une possibilité de capter le monde tel qu'il fut à tel moment, sans objet, sans récit, mais par une harmonie qui l'engendre et qui le donne authentiquement. Le compositeur a saisi ce monde en y vivant et il l'a transporté spontanément dans l'œuvre qu'il a créée. Ce que l'ensemble des œuvres d'une époque exprime, c'est quelque chose que nous saisissons tous sans le pouvoir bien définir. Cette chose, c'est le sens. La musique de Bach donne le sens du dix-huitième siècle, très certainement.

— Il y a ce sens d'une époque pour nous qui sommes ailleurs, et il y a la beauté formelle, la force de progression inhérente dans l'œuvre. C'est pourquoi on comprend mal l'extrémisme politique de certains états modernes à l'égard de certaines musiques du passé. Je pense, en particulier, aux tribulations récentes de Beethoven en Chine, un moment interdit, puis réhabilité. Et qui se permet de décider au nom de tout le monde, chaque fois ?

— Ceux qui se permettent de décider, ce sont des gens qui viennent, qui entrent, et qui sortent. On a supprimé un temps Beethoven en Chine, par l'effet d'une conception erronée de la musique, selon laquelle Beethoven représente uniquement une espèce de magma fin dix-huitième, début dix-neuvième, en telle sorte qu'au vingtième il n'y aurait rien d'autre à faire que de supprimer ce fantôme. C'est une thèse absurde, parce que, évidemment, Beethoven est plus que cela. Il dépasse le lien du dix-huitième au dix-neuvième. Les quatuors ne sont pas une réalité qui s'épuise avec les conflits du dix-huitième et du dix-neuvième siècle. Leur réalité nous touche encore, nous concerne encore. Elle dépasse les contradictions que, simultanément, elle manifeste. La musique de Beethoven, c'est, en effet, l'expression de la fin du dix-huitième et du début du dix-neuvième, mais c'est, en même temps, quelque chose d'immensément plus large, une sorte de vue sur ce temps-là qu'on pourra toujours avoir du dehors. Une sonate de Beethoven, faite au dix-huitième, exprime son temps et, déjà, tout de même, est une perception de ce temps quasiment extérieur. Pour résumer, disons que c'est la vision du dix-huitième du dedans et aussi la vision du dix-huitième du dehors. C'est ça, une sonate de Beethoven. Et les derniers quatuors seront, en plus, une saisie de la musique telle qu'elle va devenir, telle qu'elle va se développer plus tard. C'est un début, c'est l'histoire d'un commencement.

— C'est une anticipation.

— Oui, une anticipation.

— Vous avez écrit qu'il y avait une « spécificité des pratiques », notamment de la pratique musicale, une « irréductibilité des sphères ». Vous dites cela très précisément dans la Critique de la raison dialectique. D'où, selon vous, l'obligation de ne pas réduire la vie musicale à la vie politique.

— Oui, certainement. On peut admettre que toute forme d'activité ou tout objet créé par l'homme est politique, d'une certaine façon. Ainsi la musique a été politique. Politique, c'est-à-dire que, par exemple, au dix-huitième et au dix-neuvième siècle, elle était jouée soit à la cour du roi, soit devant des assemblées populaires. Ce n'était pas la même, d'ailleurs, naturellement. La musique était acceptée comme celle qui convenait au lieu, qui convenait au roi, qui convenait aux masses. Donc la musique était politique, mais pas au sens plein.

— Je m'explique. Un discours, lui, est politique une fois pour toutes. Un discours de Minucius est politique. Il l'est au dix-huitième siècle, il l'est au vingtième, même s'il veut dire, ensuite, du point de vue des gens qui le lisent avec des instruments neufs, un peu autre chose que ce qu'il voulait dire au départ. Mais la musique ce n'est pas cela. Elle a pu être politique au moment où le roi la prenait comme lui convenait, où l'assemblée considérait qu'elle était la musique qu'il fallait. Elle a pu être politique quand elle fut jouée à l'époque où on l'a composée. Elle fut politique en ce sens qu'elle accompagnait, qu'elle soutenait, qu'elle renforçait un discours, une action qui se déroulaient en même temps qu'elle, mais elle ne peut perdre ce caractère vingt ans ou trente ans plus tard. Alors, elle n'est plus que musique. C'est important. Cela signifie que l'aspect politique de la musique n'est jamais que prêt sur le moment. Ce n'est jamais quelque chose de profond.

ARTS ET SPECTACLES



JEAN-PAUL SARTRE

de capter le monde tel qu'il fut

— Pour en revenir au présent, vous savez qu'on dit, quelquefois, sans en apporter d'ailleurs grande démonstration, qu'il est des musiques qui « démobilisent ». Autrement dit, vous avez demandé : « Comment pouvez-vous attendre d'un peintre ou d'un musicien qu'il s'engage ? » Vous pensez toujours, à ce que je vois, que c'est impossible.

— Je ne pense pas que ce soit possible. Je ne le pense pas, en tout cas, si l'on entend par engagement un engagement précis, concret, dans une soumission donnée. Je peux admettre un engagement en ce sens que les grands thèmes d'une vie ou de la vie des hommes soient susceptibles d'être rendus aisément, rendus par le sens, dans la musique. On pourrait encore écrire une symphonie concernant le destin d'un homme, ou de l'homme, mais non pas une symphonie sur la quatrième République.



Vouloir dire et ne pas vouloir

que, ou sur la cinquième. Non. Là s'arrête l'engagement. L'engagement musical, c'est un problème très compliqué. Est-ce que la musique peut dire quelque chose ou ne le peut pas ? C'est la question de Stravinski, n'y revenons pas. Mais enfin, pour moi, je crois qu'il faut en poser une autre : je vois bien qu'elle exprime toujours quelque chose, mais tantôt la musique veut dire et tantôt elle ne le veut pas, et ce sont encore deux aspects possibles d'elle-même. En tout cas si elle engage l'homme, c'est dans sa façon de nous le montrer au milieu des autres et de la nature, c'est dans sa façon de traiter de la mort ou de l'amour. Mais la musique ne peut avoir en elle-même d'engagement précis dans une période donnée, elle ne peut pas être révolutionnaire au sens vrai du terme.

« Tenes, lorsqu'on réentend une musique sans en connaître l'auteur, on sans connaître ce qu'il a voulu dire, lorsqu'on écoute un morceau conçu cinquante ou cent ans auparavant, on risque toujours, de sa place, de commettre des conclusions monumentales, et de prendre pour un morceau révolutionnaire ce qui n'en était pas un, ce qui était au contraire un morceau réactionnaire, lié à une société en train de disparaître. La musique, encore une fois, ce n'est pas un discours de tribune.

— Les grands thèmes que la musique aborde par le sens c'est la relation à autrui et,

vous le dites plus haut, la mort ou l'amour. Mais si Freud a raison, en tant qu'elle ne serait, en dernière analyse, qu'une manière de célébrer, par sublimation, l'amour, plus précisément l'amour sexuel, « prototype de notre aspiration au bonheur ». La musique, comme tous les arts, et par-delà les thèmes abordés, nous plongerait dans une « satisfaction substitutive », une « illusion consolante », une « narcoïse légère », et, « soulageant les tensions », nous donnerait à « jouer, sans scrupules ni remords, de nos propres fantasmes ».

— Ce n'est certainement pas de cette façon qu'il faut définir la satisfaction esthétique. Il faut la définir proprement, par rapport à elle-même, et non pas par rapport à une satisfaction érotique, même si elle est dite sublimée. Pour moi, il s'agit de tout autre chose. Je ne considère pas l'art, donc la musique, ainsi. Cela ne correspond à rien de ce que je connais, de ce que j'ai pu comprendre. Il y a évidemment des associations esthétiques qui ont pour origine des mouvements sexuels, ce n'est pas douteux. Mais le plaisir, lorsqu'on entend la 9^e Symphonie de Beethoven, n'est pas le plaisir sexuel, même sublimé. D'ailleurs, qu'est-ce que ça voudrait dire ? Si l'on gardait l'idée d'un dépassement, c'est le dépassement qui serait proprement musical, ce serait lui qui complèterait dans le plaisir.

— Autre chose : il y a chez Freud non seulement l'éros, mais le thanatos, la pulsion de mort. L'éros, dit-il, c'est non seulement la pulsion sexuelle mais encore les pulsions d'autoconservation, comme la faim. Tout ça ne paraît pas très rapide. D'un côté l'éros, de l'autre le thanatos — et je ne suis pas du tout convaincu de l'existence du thanatos. Enfin, comme classification simpliste, un peu douillette, thanatos, éros, ça peut aller. Mais ça n'éclaire pas tellement la réalité artistique, la réalité musicale.

— Toutes les musiques ne manifestent pas également le mouvement sexuel ou une pulsion de mort. Certaines en ont, d'autres non. Il en est qui semblent ne pas l'exprimer du tout. Il existe, en revanche, des musiques où l'élément sexuel apparaît vivement. Je pense au jazz, vous le devinez.

— J'allais vous le dire. Le jazz est une musique qui a un côté sensuel, sexuel, très prononcé. Cela est vrai, mais ne correspond pas du tout à ce que veut dire Freud, par ce que cet aspect, on l'a directement, on ne l'a pas sous forme couverte ou sublimée, on l'a immédiatement et dans l'évidence.

— Dans l'idiot vous remarquez que l'art de l'Europe était rationnel au dix-huitième siècle, et que, au dix-neuvième, on — pour mieux dater — à partir de 1850, l'art est devenu névrosé. Il fut alors nécessaire d'être névrosé, et quelquefois même psychoté, pour réussir dans l'art. Et ça continue. Mais vous ajoutez : « Il en va ainsi des écrits pathologiques, encore » que les difficultés propres à l'usage des langues linguistiques leur permettent rarement

« d'être tout à fait beaux. » Vous ne parlez pas de la musique. Il semble qu'elle sera lésée, dans la folie, comme la littérature.

— Elle sera lésée, et le fait est qu'il n'y a pas d'expérience de grands compositeurs qui, au temps où ils composaient, aient donné des signes de folie.

— Schumann à la fin de sa vie, tout de même.

— Oui, Schumann, à la fin de sa vie, mais seulement à la fin. Et quand on regarde l'ensemble de ses œuvres connues, reconnues, elles n'ont rien de vraiment psychotique, rien. On essaie de saisir des moments psychotiques, mais ça veut dire à peu de chose. Ravel, lui aussi, a été fou à la fin de sa vie, mais il a été puissamment rationnel, au contraire, pendant toute sa période active et créatrice. La musique ne se prête pas à être traitée par la folie. Evidemment, on peut concevoir un thème qui aurait des développements fous, mais si la musique reste contemporaine de l'époque où elle est jouée, il y a un rationalisme dans la méthode, dans la fonction musicale, dans le rapport des notes, il y a un rationalisme qui ne peut pas être abandonné sans qu'on arrive à la cacophonie. Par conséquent, on peut en effet avoir des développements un peu fous, mais, s'ils sont traités dans la manière contemporaine, ils ne sont pas vraiment fous. C'est une manière de parler de la folie, mais non pas une manière d'être fou. C'est la même chose, d'ailleurs, en littérature. En littérature, on parle de la folie, on est rarement fou.



La note, toujours privilégiée

— Vous écoutez de la musique « sans notes ». Vous pensez qu'elle va remplacer la musique du solfège ?

— Je ne sais pas, j'écoute.

— La musique par ordinateur, celle de Xé-nakis ?

— Tantôt j'aime, tantôt non.

— Vous écoutez tout ?

— Je n'aime pas tout, mais j'écoute tout, un peu. Il faudrait que le plus grand nombre d'hommes puissent jouer et écouter de la musique.

Celle-ci devrait occuper pas mal d'heures par jour dans le loisir, soit dans la pratique d'un instrument, soit dans l'audition de France-Musique, ou de disques.

— Vous travaillez en écoutant des disques ? Ou en écoutant la radio ? Certains le font.

— Non. On bien s'écoute la musique, ou bien je travaille. Si l'on écoute, c'est qu'on n'accorde guère d'attention à ce qu'on fait d'autre. Je ne pense pas qu'on puisse être authentiquement en rapport avec la musique quand on écrit sérieusement des choses difficiles ou l'on s'efforce, où l'on se reprend. La musique ne peut que distraire de l'écriture. Ou l'inverse. On ne peut pas cumuler. J'y pense : nous sommes passés un peu vite, tout à l'heure, sur les musiques qui échappent au monde de la note.

— Vous aimez le monde de la note.

— Oui. Quand on parle de matériau musical il faut distinguer les notes et les bruits d'essettes. Entre ces deux phénomènes, il y a d'ailleurs, beaucoup d'intermédiaires. Je dois dire que, de toutes les musiques, c'est celle des notes que je préfère. Je vois là un choix de saisir le son comme un équivalent de tous les bruits, mais placé sur un autre plan. Le son pur, c'est le son purifié. C'est les bruits du monde purifiés. Ce n'est point que je n'aime pas la musique concrète, mais elle est pour moi difficile à assimiler, encore que j'y parviens. Mon problème, c'est alors de passer de la note au bruit. Qu'est-ce que ça suppose ? Que la musique est plus un terrain à part avec une matière spécialisée et retirée du monde, c'est le monde lui-même. Finalement, j'aime mieux cette espèce de légère idéalité de la note que la pure matérialité du bruit. Je ne sais pas si j'ai raison, mais c'est comme ça. C'est venu peut-être du fait que j'ai appris la musique il y a soixante ans, à une époque où ces problèmes ne se posaient pas. Par conséquent, la note était et reste pour moi quelque chose de privilégié. À l'heure qu'il est, le son hors de la note, le bruit tend à éblouir en moi, mais il n'y parvient pas tout à fait. Si, d'ailleurs, il y arrivait, alors la différence entre le bruit, le son, la note disparaîtrait pour mon oreille. Mais je n'en suis pas là. Pas encore.

Propos recueillis par LUCIEN MALSON.

(Jeudi 28 juillet.)

LA «TÉTRALOGIE» A BAYREUTH

Le 28 juillet ont commencé à Bayreuth, pour la deuxième année consécutive, les représentations de la «Tétralogie», dirigée par Pierre Boulez, mise en scène par Patrice Chéreau, dans les décors de Richard Peduzzi et les costumes de Jacques Schmid.

Siegfried est le mercenaire inconscient d'un Wotan qui épie sans cesse, qui possède la science et n'agit pas. L'homme nouveau, l'homme sans peur suit uniquement les chemins qui lui sont indiqués. Il obéit à tous sans discernement l'homme, qui le trahit. Il va de piège en piège, curieux, émerveillé. Avant même de boire le philtre d'oubli (le Crépuscule des dieux), il oublie Brunehild au moment où une femme — la femme — Gutrune, lui apparaît. Il caresse son visage, se laisse fasciner par le visage, par la carresse, comme à une première fois. L'homme sans mémoire est sûr pour l'esclavage. Il boit le philtre, perd sa force, son équilibre, s'écroule à terre. Il ne se retrouve que par la grâce d'un autre philtre, et ce sera pour mourir. L'homme sans mémoire est sûr pour l'esclavage. Il boit le philtre, perd sa force, son équilibre, s'écroule à terre. Il ne se retrouve que par la grâce d'un autre philtre, et ce sera pour mourir.

La Siegfried qui surgit là, bachelier médiéval absolument insolite parmi ces nobles fin de race, Gunther en smoking, Gutrune en robe blanche et collier de perles, a été « fabriquée » par Brunehild. Il est né, en somme, quand elle lui a fait don de son savoir.

Tout le temps, Brunehild est trompée par tout le monde. Mais au moins, elle sait vivre les instants de bonheur. Quand elle perd Siegfried sans retour, elle donne le moyen de le recouvrer et choisit de mourir, seule manière de ne pas perdre le bonheur de la jeunesse. « Elle meurt en riant ». Quant à Siegfried (et l'amour n'y change rien), il est et demeure absolument

solitaire, prisonnier de lui-même, uniquement libre de se détruire. « Il a écrit Chéreau, une pulsion suicidaire quand il se coupe le bras et dit que c'est la vie qui coule de ses veines... Il invente alors un rituel : il mélange son sang à celui de Gunther, et la terre s'en abreuve. Auparavant... il aura pris la terre, un peu de terre, et en disant à peu près : « Ceci est moi », vie, mon corps », il l'aura jetée derrière son épaulement. « Voilà ce que j'en fais. » La musique est telle qu'on ne peut se tromper : « Je n'ai qu'un bien, mon corps, je le consume vivant. »

Héros suicidaire, héros inutile. Hagen — massif, les épaules voûtées, il ressemble à un vieux philosophe désemparé — en a le pressentiment. Cependant, il ne peut pas revenir en arrière sans trahir le sens de son existence. Donc, il continue à hisser autour de Siegfried ses pièges, en jouant avec les ambitions et les intérêts

Une étonnante vision de Wagner sur le pouvoir et l'État moderne

« Le Ring » est une étonnante vision de Wagner sur le pouvoir, le pouvoir politique, la société, l'État moderne. « Le Ring » dit comment le pouvoir se prend, comment il se perd, décrit les mécanismes d'une civilisation fondée sur le maintien d'un pouvoir, et la manière dont se pervertissent les luttes. « Chaque époque écrit cette tragédie à sa façon, avec des fins plus ou moins apocalyptiques selon les cas. Shakespeare l'avait dit, c'est fait avec le Roi Lear... Mais Lear se réfugie dans la folie pour échapper aux lois mauvaises,

de Gunther et de Gutrune. Lorsque l'ombre d'Alberich — son père, son maître à penser — lui est apparue sur un quai de port, devant les façades de briques assombrées par le crépuscule marin, il ne dormait pas, il méditait. Alberich l'a encouragé à reprendre l'anneau, et lui a compris qu'il doit tuer Siegfried. Le fantôme abandonné s'est effacé au coin d'une rue.

Ce monde déshéant, domestiqué par des mesures glorieuses qui cherchent l'absolu dans le pouvoir, ce monde qui a gâché ses richesses, qui a perdu ses valeurs sans prendre le temps d'en réinventer, est une terre morte, rongée par la moisissure. Quand commence « l'Or du Rhin », le fleuve est un barrage grandiose en activité — « Il ne représente plus le naturel, mais un moyen de production ». Ses filles moqueuses en bustiers pailletés apparaissent, disparaissent dans de grandes vagues d'épaisses fumées blanches. Quand arrive « le Crépuscule des dieux », les filles du Rhin ont les jambes lourdes de travailleurs fatigués. Le fleuve est, en fait, le barrage arrêté, misérable, ne produisant plus rien, laissé voir sa rouille.

Personne ne nous apportera le sens de l'oracle, il nous reste à le trouver, à l'inventer nous-même.

COLETTE GODARD.

(Mardi 28 juillet.)

Dans la famille ou pour des amis UN CADEAU DURABLE

Offrez un abonnement d'un an au

Monde des philatélistes

France 32 F
Etranger 40 F
7, rue des Italiens, Paris (9^e)
C.C.P. 18 332-12 Paris
(Spécimen sur demande)

Le nouveau départ d'Updike

« Une version ironique, « folles négligences » comprises, du roman sentimental.

« *S'* mon hypothèse est juste, suggère John Updike dans un essai publié aux États-Unis (1), — à savoir que le capitalisme a mis la sexualité dans une boîte magique — alors cette boîte, pour avoir subi tant de vides, est si corrodée qu'elle est prête à se briser. Le système de tension et de surprises que nous appelons l'intrigue est fondé en grande partie sur le postulat que la société bourgeoise décourage et entrave le libre développement de la sexualité. Avec la venue de la société de tolérance, le roman va devoir se libérer de son ancienne fonction de masquerade de notre sensibilité ; il va devenir « manipulation de marionnettes verbales » et magie. « Quand je veux faire voler un de mes personnages, je dis simplement : « il s'envole ». Une littérature merveilleuse nous attend ».

L'objectif proposé du roman à venir est aussi séduisant que l'analyse du roman traditionnel — mais le romancier américain

est si fortement marqué par l'événement — fût-il psychique — qu'il a du mal à « fictionnaliser ». Nabokov est le seul « américain » qui ait parfaitement maîtrisé ce processus. Pynchon, Hawkes, Barth s'y essaient à leur façon. Après avoir disséqué les rapports sexuels des Couples (2), dans un best-seller ambigu, Updike, toujours dans le vent, réaliste-moraliste dont la carrière reste associée au sophistique *New Yorker*, prend un nouveau départ avec *Un mois de dimanche*. Un roman charnière pris entre la réalité du désir et le désir de l'écriture.

La réalité. Un pasteur. « Quant à moi, un an en avril dernier, 1,77 mètre, 71,600 kilos. Ancien demi de mêlée, fringant comme un poney. Goûts classiques en matière d'habillement. Pens de taille moyenne. Je m'aime et me déteste plus que d'habitude ne le font les hommes. L'un de ces deux excès attire les femmes, mais lequel ? »

Les « folles négligences ». Alicia, maître de musique, lui révèle, comme dans un miroir extatique, son démon sexuel. Frankie, épouse du banquier-président du conseil des diocèses, lui enseigne la frénésie des pétales de langue, mais l'érection ne vient pas. Par dizaines, les su-

tres, innombrables, lui apportent l'émerveillement, sur place, dans l'église, généralement après la quatrième conversation.

L'enfermement. Un couvent ? Une maison de repos ? Un centre d'internement ? En tout cas, un lieu parfaitement aseptique où séjourner le rétrograde sur ordre de son évêque. Quatre sermons, quatre dimanches, un mois sans doute. Pas de Bible. Pas de communication avec l'extérieur. Un seul droit et devoir : écrire. « Mes supérieurs ont posé devant moi une barre de feuilles vierges de quoi durer un mois, selon leurs calculs. Les notes est ma seule thérapie ».

L'écriture se substitue à la réalité des souvenirs et des états d'âme. Le pêcheur écrit son livre — celui que nous lisons. Le héros-auteur interpelle le lecteur-confidant dans une inquiétante connivence. Le réel est métamorphosé par l'exces. L'exces déborde. L'exces de narcissisme qui engendre le grotesque. L'exces de sexe qui vise à la parodie. L'exces de mots qui tourne au jeu : « Je vis soudain « sur-jour ». (La traduction de Maurice Rambaud est exceptionnellement brillante.) Le silence. Des bulles de silence. Un étrange mélange d'images et de mots — presque une bande dessinée. Des

clins d'œil : la géolère, la patronne du centre de désintoxication pour les drogués de l'adultère — dont il est fait l'apologie magistrale et cocasse — porte le nom de Mrs. Pryn, associé pour tout lecteur anglosaxon à l'éthérée de la *Lettre écorchée* condamnée à porter sur sa poitrine la lettre somptueusement brodée de l'A-dultère.

C'est moins le livre à venir que la version ironique du traditionnel roman sentimental. Les émotions se réfugient dans une clandestinité mise aujourd'hui à la portée de tous et sur le mode fantasmagorique. Updike demeure prisonnier des conventions dont il souhaite se dégager. L'intérêt du roman se situe dans la description — d'ailleurs fascinante — de la panique éprouvée par le pasteur devant sa maîtresse comme devant son père, dans le puissant dialogue entre le profane et le sacré, dans l'éloge de l'ambiguïté — et non dans le renouvellement de l'écriture.

PIERRE DOMMERGUES.

(Vendredi 29 juillet.)

« UN MOIS DE DIMANCHES, de John Updike. Gallimard, 246 pages, 29 F.

(1) John Updike, *Picked-Up Pieces*, Knopf, N.Y., 1976.
(2) John Updike, *Couples*, N.R.P., Paris, 1969.

Regards sur un pays perdu

« Connaissez-vous le Ladakh ? Christian Delacampagne et Gérard Busquet entraînent leur lecteur vers les confins du Cachemire et de la Chine.

Le Ladakh est un pays lointain, méconnu et escarpé. On le trouve dans le nord de l'Inde, entre le Cachemire et la Chine. Et quand on l'a trouvé, on n'est pas au bout

de ses secrets ! Car on n'entre pas dans le Ladakh comme dans un moulin : pendant les sept mois de l'hiver, tous les cols qui l'entourent sont verrouillés par la neige. Les touristes qui veulent pourtant se faufiler dans cette espèce de forteresse doivent donc profiter des brèves lumières de l'été. Ainsi ont fait, trois années de suite, Christian Delacampagne, qui est philosophe, et Gérard Busquet, journaliste.

Le livre qu'ils publient aujourd'hui relate ces voyages. Pas de floritures, pas de concepts et pas de rhétorique. Un style ordinaire, et c'est tant mieux. Quand on a

la chance de se mettre un Ladakh sous la dent, on serait bien bête de le barbouiller de poésie. Ce pays insensé fait tout le travail à lui tout seul. Il n'a pas le temps de laisser le lecteur pour éblouir ; ses neiges lui suffisent. Face à un tel objet, il est raisonnable de faire le modeste, de dire jour après jour ce qui vous est arrivé, de décrire comme on le faisait au dix-huitième siècle les grandes trompettes des lamas, leurs chapeaux jaunes, les alberges des rouliers, les concours de tirs à l'arc, les millions de rubans de prières qui frissonnent dans la plus haute montagne du monde.

Le Ladakh possède, comme tous les pays, une capitale. Celle-ci s'appelle Leh. C'est d'autant plus de mérite qu'elle ne compte que cinq mille habitants et qu'elle se débrouille avec ça pour être grandiose. C'est que Leh n'est pas seulement un bourg incroyablement niché au creux de montagnes de 7 000 mètres. Elle fut naguère un lieu de grande renommée quand les caravanes venant de l'Inde et celles de l'Asie y échangeaient leurs pactoles.

En 1930, encore, une caravane de cent mules disparaît dans la neige. S'il arrivait qu'un marchand sente la mort venir, sur les hautes pistes de glace, il se faisait enterrer sur place, avec ses marchandises que ses héritiers venaient désemparer au prochain été. Des trésors sommeillaient dans la neige, on ne les volait pas.

L'invasion du Tibet par la Chine en 1959 met fin au règne de Leh. Voilà la somptueuse capitale, coupée de l'Asie centrale, en asphyxie. Les caravanes se dégradent. La ville de fabuleux n'est plus qu'une bourgade félide, une termitière et un abandon. Il faut une guerre, celle de 1962, avec la Chine, pour que Leh retrouve un peu de lustre : capitale du champ de bataille. Leh est devenue depuis cette date ville de garnison. Elle revient à la vie.

Leh résume le Ladakh. Tout ce pays hésite entre la décadence et la résurrection. La promenade de Busquet et Delacampagne en reçoit son timbre. À leur suite, on traverse ce pays beau comme un songe. On arpente des villes démunies, des montagnes blanches, des forteresses d'hyppocrisie qui veillent sur le silence des déserts de Tartares. On bien on découvre dans une montagne romantique le palais de la reine (l'héritière de l'antique dynastie), une vaste bâtisse faite de collets et de portes, habillée de vents, une résidence du temps perdu dans laquelle erre une reine très étrange.

La spécialité du Ladakh, cependant, reste la prière. Depuis que la Chine a mis fin à la dernière théocratie du monde, celle du Tibet, le Ladakh gère l'héritage. Les pays grouillent de moines. On les rencontre à tout bout de champ, avec leurs mitres rouges, leurs cyrilles, leurs tricorne d'or, avec ces épatants moullins à prières qui vous assaillent un salut automatique, avec le fouillis de

leurs sectes, la secte Drugpa, la secte Gelugpa, la secte Drigungpa. Encore faut-il reconnaître que cet imbroglio de sectes, ces amoncellements de liturgies ne sont pas le seul intérêt du Ladakh. L'Occident a donné aux moines un bon coup de main. Ses ethnologues ont perfectionné à tel point le système des sectes ladakhis que les lamas, les pauvres, ont aujourd'hui du mal à s'y reconnaître.

Il est vrai que les deux institutions qui ont permis à ce peuple de survivre se détériorent. Pour subsister dans ce bout du monde, une rigoureuse stabilité démographique s'impose. La survie exigeait que la vie soit contrôlée de très près, et deux dispositifs veillaient au grain : la polyandrie, cette règle qui roulait que chaque femme possédait plusieurs maris, une clique de frères, de manière à diluer le rythme des naissances. Deuxième volet du système, la vie monastique qui éradiquait en particulier tous les cadets des familles. Il y a un siècle, on dénombrait un moine pour treize habitants, joli score.

Aujourd'hui, sous la force des idées nouvelles, la polyandrie est interdite, même si elle se pratique clandestinement dans les campagnes, et le monachisme a perdu de sa séduction. On ne recense plus qu'un moine pour soixante habitants. Au surplus, la science de ces moines n'est pas microbolante. Dans tout le Ladakh, on ne connaît plus qu'un seul homme capable de réciter la saga du Gesar, cette épopée tibétaine du dixième siècle qu'il faut apprendre par cœur. Et si les cérémonies religieuses restent fastueuses, elles sont pleines de trous, d'oubliés et d'erreurs, mutilées et écornifflées comme les vieilles peintures des monastères.

Déclin ou renaissance ?

Est-ce que le Ladakh va vers sa mort ? Busquet et Delacampagne ne le croient pas. Ils voient des signes heureux. Ils notent que le Dalai Lama porte un intérêt extrême au Ladakh, devenu avec le Bouthan la dernière terre des lamas. Et, s'il est sûr que les vocations monastiques se font plus rares, au moins elles ne sont plus forcées. Enfin, que le régime théocratique ne soit plus qu'un souvenir, est-ce bien un malheur ? Les pouvoirs spirituels des lamas pourraient gagner.

Et puis, savent-ils, Delacampagne et Busquet, ce que le Ladakh devient pendant l'hiver, quand la neige a posé les scellés sur tous les cols, quand ce grand pays oublié se referme comme une chambre forte dont on a égaré la clé, quand s'abatent enfin sur ses villes démantelées la silence, le noir, oui, savent-ils dans quels paysages s'en vont les populations du Ladakh, comme vont des voyageurs de nuit ?

GILLES LAPOUGE,

(Vendredi 29 juillet.)

« LADAKH, de Gérard Busquet et Christian Delacampagne. Bachelard-Chastel et Nouvelles Frontières, 172 pages, 29,90 F.

« Monsieur Vénus » de Rachilde

CETTE notion de « livres de vacances » à oublier aussitôt, quoi de plus absurde, finalement ! C'est en hiver, en pleine trépidation, qu'on aurait besoin de fictions naïves et d'embruns. L'été, au contraire, devrait servir à nourrir l'esprit en jachère. Les lois de l'édition en ont décidé autrement à notre place. Impossible de ne pas s'incliner, alors et introuvables ceux de l'an passé, selon le principe des autres consommations forcées que le dernier produit en date surpasse toujours le précédent.

C'est pourtant loin d'être vrai, même quand on cherche à se distraire. Certains éditeurs l'ont compris, qui préfèrent à l'humour besogneux de nos contemporains celui d'hier ou d'avant-hier. Ainsi Flammarion doit-il être remercié de rééditer *Monsieur Vénus*, où Barrès voyait une « curiosité » plus qu'une « polissonnerie ».

DANS sa préface à la réimpression de 1889, le même Barrès présentait très gravement l'auteur, la tapageuse Rachilde, comme une jeune fille victime de démons indomptables et d'un mal du siècle tout baudelaire. C'était la porte sa complexion virile mais qui ne suffisait plus à la distinguer du commun. La rencontre d'un petit peintre en fleurs « joli et bête à ravir », Jacques Silvert dit « Jaja », lui fournit l'occasion d'assouvir sa haine du mâle, en le réduisant à sa seule beauté et à l'état d'hétaïre.

Jaja prend plaisir à perdre ainsi puissance et dignité. Encouragé par sa sœur Marie, qui sort du trottoir et en profitera pour devenir patronne de bordel, il se laisse entraîner avec délice, puis épouser. Quitte à jeter sa tante chanoinesse dans le désespoir et au couvent, Raoule pousse la provocation, à moins que ce ne soit l'amour, jusqu'à prendre le petit peintre pour... femme, à la face de la meilleure société, et d'un soupirant baron, qui lui jalousera obscurément son conjoint (e) et finira par le (la) tuer en duel.

Le livre a bien le style qu'on devine d'un cas croustillant pour « enfer » de bon aloi sous Jules Grévy. Mais il ne se réduit pas à cela. Les relations entre Raoule et son protégé sont observées avec finesse et drôlerie, notamment l'ambiguïté à la Genet avec laquelle ils s'ingénient à singer les caractères de rudesse ou d'aplatissement que la

par Bertrand Poirot-Delpech

convention prête au sexe opposé. Sans prétendre à rien, l'analyse n'oublie pas la vieille aspiration de l'androgyne ou à l'unité brahmans ni l'impasse où mène cette aspiration.

VE à la lumière du féminisme actuel, l'aventure de *Monsieur Vénus* prend, sous ses airs de blague canaille, une valeur prémonitrice.

Au-delà des héroïnes de Colette et de Sagan, qui commencent à « se servir » de leurs amants ou de leurs frères platoniques, Raoule fait figure de pionnière du M.L.F. Elle se dit elle-même « révoltée à l'idée de perpétuer une race appauvrie et de donner un plaisir que les femmes ne partagent pas ». Elle cherche une « dépravation nouvelle », et, reconnaît-elle, l'« impossible », pour « rajeunir cette vieille chose qu'on appelle l'amour », parce que les hommes, « brutaux ou impuissants, aiment mal ». Puisqu'ils se flattent tant de posséder quelque chose en plus, pourquoi ne pas les prendre au mot et ne pas les réduire à cette seule « chose » ? Tout en plaisantant, Rachilde invente l'homme-objet et le nivellement sexuel : « Ils s'unissaient, explique-t-elle, dans la destruction de leurs sexes ».

L'ASPECT social et économique des relations amoureuses n'est pas moins souligné, avec une perspicacité que d'aucuns pourraient qualifier de marxiste. L'entreprise d'asservissement du petit dessinateur par la grande dame renvoie à des rapports de classe. Comme *Madeleine Julie*, de Strindberg, et tant d'autres amazones de luxe, Raoule règne par l'argent autant que par sa brutalité sensuelle. Elle ne perd pas une occasion de rappeler les Silvert à leur condition d'enfants d'ouvriers montés précipitamment par protection et prostitution. C'est la « haute » se penchant sur le peuple pour autrui qu'il est bon ou joli à voir, et qui hésite entre l'envoyer chercher en fiacre clandestin ou lui dépêcher des visiteuses de Saint-Vincent-de-Paul. C'est l'époque où les sœurs Boucaut en volles de veuves posent leurs mitaines sur l'épaule de l'orphelin mignon tout plein, comme les montres inénarrablement la sculpture du square du Bon-Marché.

Jaja ne renoncera pas aussi aisément à sa puissance de mâle si son origine ne l'avait préparé à tous les abaissements. Fils d'un ivrogne, « mort dans un engorgement à Lille » (sic), et d'une catin dont sa sœur a repris gaillardement le métier, il est convaincu d'avoir « la prostitution dans le sang ». « Son honneur ne saut que pleurer », Pour lui, seuls les riches ont le droit d'être amoureux ou abjects, et c'est normal. « Les ouvriers feraient moins souvent des révolutions s'ils connaissent mieux les femmes de la haute », songe-t-il avec le plus grand sérieux.

UN sérieux évidemment baigné d'humour, de la part de Rachilde. La biographie et le mentalité de chaque personnage risquent volontiers la caricature, ou s'y ébrouent. L'auteur dramatise les situations de mélo ou de comédie en vogue vers 1880 avec autant de recul amusé que Feydeau, René Clair ou Anouilh.

Les dialogues et les remarques d'auteur ont été écrits « au second degré », comme on dit aujourd'hui. « Ses doigts se crispaient sur sa poitrine, car il souffrait » : « sa honte commençait à la griser » : « enfant, sais-tu que tu es merveilleux ? ».

Un sommet est atteint, et le clin d'œil éclate, avec le mort de Jacques, qui empêche le baron de lécher sa blessure encore : « Vos moustaches me piquaient ». Mieux encore : la chute du livre, digne de l'archoch de Brassens, où on apprend, sans autre commentaire, que le mannequin de ciré avec lequel Raoule va prolonger ses bizarres émois est l'œuvre... d'un Allemand.

On croit toujours que nos grands-parents, parce qu'ils allaient se faire massacrer sans broncher en 1914 manquaient de malice, ils nous en ramèneraient plutôt.

(Vendredi 29 juillet.)

« MONSIEUR VENUS, de Rachilde. Flammarion, 220 p., 22 F.

Un « Tombeau » d'Agatha Christie

« Sur le thème des « Dix petits nègres », les variations de deux vrais romanciers.

POUR n'être pas un coup d'essai, ce roman des dix petits nègres du prix du Quel des Orfèvres est un coup de maître. Et riche en coups de théâtre. Dramaturges, Yves Jacquemard et J.-M. Sénécal ne cessent pas de l'être en traitant la matière romanesque. En outre, l'accent de vérité du récit tient à cette sympathie pour les choses et les gens de théâtre, qui ne se « compose » pas, qui tient au cœur et à la peau.

Le théâtre, nous y sommes tout de suite plongés. Stéfano-poulos, jeune metteur en scène « génial », a adapté les *Dix petits nègres* d'Agatha Christie. Pour lui, c'est Shakespeare, les Grecs, le futur même. Aussi se fait-il gloire d'avoir conservé le dévouement à la fois tragique et absurde, qu'à la scène, par égard pour le public, on a coutume de changer en happy end.

Records battus

Vous vous souvenez des *Dix petits nègres*. Sept hommes et trois femmes sont conduits à s'enfermer sur une île déserte. Ils sont tous tués successivement. Meurtres incompréhensibles : il n'y a personne d'autre dans l'île. Il faut que l'assassin soit l'une des victimes. Les deux derniers survivants « savent » donc, chacun, que l'autre est son meurtrier. En fait, ils se trompent. Véra n'en tue pas moins Lombard et va se pendre. Or Stéfano-poulos, quel qu'il dise, donne un coup de pouce à son auteur en faisant s'aimer Véra et Lombard. Dans le roman, il n'en est rien : Véra tue le garçon sans hésitation ni remords, et ce n'est pas, comme dans la pièce, par ce désespoir-là, qu'elle se pend, mais parce qu'elle en aime un autre. Stéfano-poulos a fait une concession au public et à la publicité : les deux acteurs illustres qui jouent les rôles sont non moins célèbres comme amants.

Pourtant, des dix comédiens, un seul (il n'était pas là) a

échappé : celui, comme par hasard, qui jouait le meurtrier. On n'en a pas moins trouvé dans sa loge un dixième cadavre, inconnu : le « onzième petit nègre ». Or, on oublie toujours que, dans le roman, les dix petits nègres sont bien onze. Mais l'un est ignoré de neuf des dix autres — et même du lecteur, qui, à la dernière page, y prend à peine garde.

On ne m'en voudra pas de rester moi-même quelque peu énigmatique. Il faut ménager le plaisir et les surprises. D'ailleurs, tout le monde est suspect, notamment le très attachant et inquiétant Stéfano-poulos.

Je n'en dis pas plus. Mais il y a des règles que le lecteur et surtout l'auteur ne peuvent transgresser. Imagine-t-on Hercule Poirot assassin ? C'est vrai. Si bien ! tout de même, j'ai tenu le pari. Bien d'autres le gagneront aussi. Et ils n'en éprouveront pas moins un choc quand « leur » coupable sera démasqué. C'est à quoi se reconnaissent les chefs-d'œuvre du genre. Les mêmes qu'on réitère.

Ce que j'ai fait aussitôt pour celui-là. Plaisir nouveau de remonter, sans erreur, le tracé des pistes. Et puis, désormais on a le désintéressement et le loisir de s'arrêter à tout le reste. A l'atmosphère, à l'écriture ; et d'abord aux personnages. Car ils ne sont pas que des silhouettes, les pièces d'un jeu. Ils existent, ils nous intéressent. D'autant que nous connaissons maintenant leurs mobiles, leur passé, ce qu'ils nous cachaient. Par une certaine épaisseur, le roman diffère assez profondément d'Agatha Christie ; et quand les auteurs reprennent ses épreuves-modèles, ses thèmes, c'est avec leur talent, qui n'est qu'à eux.

Ainsi lui rendent-ils le plus bel hommage qu'elle ait reçu, à la manière des artistes, des musiciens qui honorent un maître disparu, en variant sur son chant avec leur propre voix. Cette grande variation sur la romanesque anglaise, c'est bien le « Tombeau » d'Agatha Christie.

YVES FLORENNE.

(Vendredi 29 juillet.)

« LE ONZIÈME PETIT NÈGRE, de Jacquemard-Sénécal. S.E.C.L.E. Régine Detournes, 306 pages, 35 F.